



Le meilleur cuisinier du monde, c'est lui

Reportages bidons sur **Télé pin-pon**



Affaires. MAM rattrapée par la Tunisie



LE NOUVEAU Marianne

N° 891 Du 16 au 22 mai 2014

www.marianne.net

L'EUROSCEPTICISME EXPLOSE... MAIS À QUI LA FAUTE ?

COMMENT, ILS NOUS FONT DÉTESTER L'EUROPE

- Pourquoi elle ne protège plus les peuples
- Ces eurocrates qui ne veulent rien voir

- Les subventions les plus folles
- Oui, une autre Europe est possible !

L 12811 - 891 - F: 3,00 €



DOM: 3,40 € - BEL, PORTCONT, ITA, ESP, LUX, AND: 3,60 € - GR, NL: 3,95 € - MAY, SPM: 4,60 € - CAN: 6,50 \$CAN - D: 5 € - A: 5 € - MAR: 27 MAD - TUN: 3,50 TON - CH: 5,50 FS - TAHITI: 700 XPF - NCAL: 650 XPF

Leffe

LES ARTISANS DE L'APÉRITIF



L'apéritif est un moment idéal pour déguster une Leffe et redécouvrir des goûts authentiques. Fruitées, épicées, douces, amères, caramélisées, les différentes saveurs des variétés de Leffe se mélangent à merveille avec du jambon artisanal. L'association du savoir-faire des maîtres-brasseurs de Leffe et des artisans-charcutiers est, depuis des siècles, un mariage des plus étonnants et savoureux. Par exemple, l'amertume et la fraîcheur de la Leffe Blonde s'harmonisent à la perfection avec le jambon ibérique. Découvrez nos associations gourmandes pour l'apéritif sur lefferverescence.com

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



N° 891 -
Du 16 au 22 mai 2014

MARIANNE. 32, rue René-Boulanger, 75484 Paris Cedex 10
TÉL : 01 53 72 29 00 FAX : 01 53 72 29 72
FONDATEURS : Jean-François Kahn, Maurice Szafran.
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : Jean-François Kahn.
DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Frédéric Cassegrain.
ASSISTANTES : Aline Fayet (29 01), Véronique Gaffric (29 03), Elsa Bessot (29 26).
RÉDACTION
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Joseph Macé-Scaron (29 70)
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ : Eric Conan (29 93).
DIRECTEURS ADJOINTS DE LA RÉDACTION : Jack Dion (29 38),
Nicolas Domenach (29 36), Aude Lancelin (29 70), Hervé Nathan (29 84),
Anne Rosencher (29 13).
ÉDITORIALISTE : Jacques Julliard (29 03).
CONSEILLERS DE LA DIRECTION : Pierre Péan, Guy Sitbon.
ÉDITEUR : Christian Duplan (29 61).
RÉDACTION EN CHEF : Gérard Andrieu (internet) (29 67), Maureen Auriol
(photo) (29 37), Arnaud Bouillin (investigation) (29 51), Isabelle Chazot (savoir
vivre) (29 56), Martine Gozlan (reportage-enquête) (29 25), Jean-Claude Jaillette
(société) (29 39), Périco Légasse (savoir vivre) (29 65),
CHRONIQUEUR : Guy Konopnicki (29 64).
FRANCE : Daniel Bernard (grand reporter) (29 21), Perrine Cherchève
(grand reporter) (29 16), François Darras, Laurence Dequay (grand reporter-social)
(29 24), Mathias Destal (politique) (29 59), Laureline Dupont (politique) (29 62),
Elodie Emery (29 15), Marie Huret (grand reporter) (29 48),
INVESTIGATION : Clotilde Cadu (santé) (29 43), Marc Endeweld (grand reporter)
(29 79), Emmanuel Lévy (grand reporter) (29 20), Frédéric Ploquin (grand reporter)
(29 34).
MONDE : Alain Léauthier (grand reporter) (29 44),
Anne Dastakian (grand reporter) (29 23).
CORRESPONDANTS : Diane Cambon (Espagne), Pauline Curtet (Scandinavie),
Ariel F. Dumont (Italie), Julien Lacorie (Israël), Lamia Oualalou (Amérique latine),
Agnès-Catherine Poirier (Grande-Bretagne), Thomas Schnee (Allemagne).
IDÉES : Christian Godin, Thomas Rabino (histoire), Robert Redeker,
Maxime Rovere.
CULTURE : Vladimir de Gmeline (29 95), Benoît Duteurtre (musique classique),
Danièle Heymann (cinéma), Olivier Pourriol (cinéma), Vincent Huguet (arts,
enquêtes), Marin de Viry (littérature), Olivier Maison (variétés, littérature),
Myriam Perfetti (29 53) (musiques, enquêtes), Frédérique Briard (29 57),
Anne Dastakian (29 23) (musiques).
SAVOIR VIVRE : Anne-Sophie Michat (29 54).
Assistante idées, culture, savoir vivre : Françoise Drougat (29 70).
JEUX : Benjamin Hamuna.
Journal des lecteurs : lecteurs@journal-marianne.com.
ÉDITION : Myriam Perfetti (première SR) (29 53), Gilles Barbier (29 60),
Marc Lapouille (29 32).
RÉVISION : Stéphane Blondet (29 58), Lou Payen (29 30), Olivier Ourlié (29 58).
MAQUETTE : Thierry Feuillet (direction artistique) (29 27), Philippe Ealet
(chef de studio) (29 31), Mathieu Quintard (29 75).
PHOTO : Frédérique Briard (29 57), Gaëlle Gauducheau (29 28),
Annie Assouline (reporter photo). Infographie : IDÉ.
ÉDITIONS NUMÉRIQUES WWW.MARIANNE.NET
Journalistes : Bruno Rieth (29 78), Régis Soubrouillard (29 98).
Community manager : Alexandre Coste (29 29).
ADMINISTRATION
DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE : Katherine Menguy (29 22).
SERVICES GÉNÉRAUX : Marie Filipovic (29 90), Jean Benizri, Mariam Jagana.
SERVICE DU PERSONNEL : Dominique-Alice Caffin (29 11), Myriam Elbarch
(gestionnaire personnel et paie) (29 99).
Comptabilité-finances : Nourredine Khalid (responsable) (29 12),
Laëtitia Boumehdi (29 09).
INFORMATIQUE : Philippe Briansoulet (29 77).
DIFFUSION
DIRECTRICE DE LA DIFFUSION : Catherine Cathala (29 35).
MARKETING ABONNEMENTS : Annie Chédru (29 69) (responsable), Laurence Hay
(numérique) (29 40), Bernadette Sermage (29 41).
VENTES MESSAGERIES :
VIP Diffusion Presse - Frédéric Vinot - n° Vert : 08 00 51 49 74
PUBLICITÉ
PM & Co Régie publicitaire - 6 ter, rue Rouget-de-Lisle - 92400 Courbevoie
(01 49 97 07 06), fax : 01 49 97 05 90
DIRECTRICES ASSOCIÉES : Pascale Bieder-Singer; Maud Cohen Solal
SERVICE COMMERCIAL :
Marianne - 32, rue René-Boulanger - 75484 Paris Cedex 10
DIRECTRICE RÉGIE PM&CO : Pascale Bieder-Singer (01 53 72 29 81).
DIRECTRICE DU DÉVELOPPEMENT : Klervia Bianchi (29 87).
DIRECTRICES DE CLIENTÈLE : Aurélie Larvol (29 82), Zahia Hama
(29 83), Cécile Monod (Internet) (29 71). c.monod@journal-marianne.com
LITTÉRAIRE : Klervia Bianchi (29 87).
ASSISTANTE COMMERCIALE ET EXÉCUTION : Aline Aoutcheme (29 80).
a.aoutcheme@journal-marianne.com. fax :
01 53 72 29 88
Fabrication
DIRECTRICE DE LA FABRICATION :
Isabelle Michaux (29 33).
PHOTOGRAPHIE :
Keygraphic. Imprimerie : Maury S.A.
ISSN : 2270-4736 / N° commission paritaire
1017 C 89227 Printed in France / Imprimé
en France. Société anonyme au capital
de 4 319 064 € ; RCS : 97804940

Ce numéro comporte un
encart « abonnements »
de quatre pages broché
dans les exemplaires
vendus en kiosques.

Audience mesurée par
AUDIPRESSE



SERVICE ABONNEMENTS

POUR NOUS CONTACTER
01 44 84 85 20 (OU 22)
abonnements@journal-
marianne.com

123, rue Jules-Guesde - CS
70029 - 92309 Levallois Perret
Cedex

TARIFS

ABONNEMENTS

France métropolitaine

- Particuliers - 1 an (52 n°) 109 €

- Étudiants (sur justificatif) - 1 an

(52 n°) 78 €.

Autres pays : nous consulter.

NOTRE OPINION

Par Joseph Macé-Scaron

LA POSITION DÉMISSIONNAIRE

Démission, démission, démission ! » C'est le nouveau *Chant du départ* entonné dès que Christiane Taubira tente une sortie. A peine fait-elle un pas dans la rue ou pointe-t-elle son nez hors de la fenêtre qu'aussitôt l'UMP canal hystérique et l'extrême droite historique bondissent de leurs boîtes pour réclamer la tête de la ministre. Ce faisant, ils font preuve d'une belle constance puisque, le soir même de sa nomination, ils dansaient déjà autour de son scalp. C'est que l'opposition adore la détester. Et comme Taubira a la nuque raide, le verbe haut et fleuri, comme elle a défendu et porté à la place de François Hollande une des rares réformes de ce quinquennat (« *Puisque les évêques ont des courages de filles, les filles doivent avoir des courages d'évêques* », disait-on à Port-Royal), chaque apparition de la ministre fait l'effet de la muleta brandie devant le nez d'un Christian Jacob.

Il y a donc eu une affaire de la *Marseillaise*. Cela est consternant et renvoie directement à ce que Jean-François Kahn décrit dans *l'Horreur médiatique** quand il dépeint l'emballlement des médias audiovisuels sur des sujets dérisoires, cette pensée vide du vide. Et qu'importe si on tronque ce qu'a dit la ministre qui ne se moque pas du fait de chanter la *Marseillaise* mais qui écrit, à l'inverse, son respect pour l'hymne national, en soulignant : « *Certaines circonstances appellent davantage au recueillement... qu'au karaoké d'estrade.* »

Bien sûr, il n'y a pas de sujet plus urgent à traiter en ce moment que cette ténébreuse affaire. On pourrait, par exemple, examiner le bilan controversé de la ministre à la tête de la Justice et son maintien pour de strictes raisons d'équilibre politique (ce qu'a rappelé

Henri Guaino, ce qui ne fait pas de lui un « raciste » ! Au secours). Mais non, cette douloureuse question du chant patriotique va nous faire la semaine, d'autant que l'acteur Lambert Wilson vient nourrir la chaudière médiatique en y jetant son petit bois de propos convenus en jugeant les paroles de l'hymne « *racistes et xénophobes* ». Convenus et stupides, car rien n'a aussi peu de sens que de regarder les événements du passé en chaussant les lunettes du présent, ce qui conduit, à chaque fois, à commettre de pétaradants anachronismes. Pour autant, personne à droite n'a réclamé, fort heureusement, la démission de Lambert Wilson du jury d'un Festival de Cannes qui s'annonce aussi sulfureux qu'ennuyeux si l'on excepte les œuvres moldo-slovaques. Il pourra en toute quiétude pratiquer les délices de l'entre-soi.

Mais venons-en au « *péché originel* ». Christiane Taubira dans son jeune âge a été indépendantiste, donc hostile, forcément hostile à la *Marseillaise*. On n'aura pas la cruauté de faire remarquer que ce chant a fait le tour du monde et donc des révolutions, que les partisans de l'ordre moral le trouvaient blasphématoire et qu'avant *l'Internationale*, les bolcheviks l'adoptèrent pour hymne en 1917. Les bonnes âmes qui ne pratiquent pas le pardon mais les offenses y voient la preuve de la duplicité de la ministre. La théologie de la rédemption n'est pas leur fort. C'est, d'ailleurs, cette même droite radicale qui, jadis, reprochait encore à la fin de son quinquennat à Jacques Chirac d'avoir signé l'Appel de Stockholm. Glissons. Au moment où nous terminons ce texte, cela fait bien dix minutes que personne à droite n'a encore réclamé la démission de la garde des Sceaux. Décidément, dans ce pays, tout fout le camp, dirait un Jean-François Copé, encore une fois « choqué ». ■

* Plon.



3. **NOTRE OPINION.** Par Joseph Macé-Scaron
La position démissionnaire
6. **L'ÉDITORIAL.** Par Jacques Julliard
De pépère à dare-dare

ENQUÊTE

52. **LE MONDE EST FOU**
L'archevêché de Paris protège un prêtre pédophile
56. **LE JOURNAL DES LECTEURS**
La tyrannie de la pseudo-modernité

MAGAZINE

tunisia presidency / ap / sipa



LA NOUVELLE AFFAIRE MAM

L'ex-ministre est accusée par un ancien opposant tunisien d'avoir accepté sa demande d'extradition exigée par Ben Ali.

PAGE
8

12. **LE VIF DU SUJET.**
Un héros des temps modernes. Par Jack Dion
ÉVÉNEMENT

COMMENT ILS NOUS FONT DÉTESTER L'EUROPE

Ces gens qui pleurent sur l'euroscpticisme et qui ne se demandent jamais qui en est responsable.

PAGE
14

FRANCE

28. **ANTISÉMITISME, CE MAL AU NOM INTERDIT**
32. **À LA LOUPE**
34. **CAZENEUVE, SIMPLE FLIC ?**
38. **MIEUX VAUT EN RIRE !**
41. **ÇA M'ÉNERVE !** Par Guy Konopnicki

MONDE

42. **LA STRATÉGIE DE LA SECTE BOKO HARAM**
46. **EXPLIQUER, COMPRENDRE, RÉAGIR**
L'actualité politique, économique et société
48. **DÉBATS-CONTROVERSES**
Retour sur le film "Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?"

TÉLÉVISION

UN JOURNALISME SANS FOI NI LOI

Voyage à l'intérieur d'une télévision voyeuriste qui ne jure plus que par les faits divers.

PAGE
60

IDÉES

66. **AVOIR RAISON AVEC JACQUES ELLUL**

CULTURE

72. **OH, LES BELLES LETTRES DE SAMUEL BECKETT !**
QUELLE ÉPOQUE !

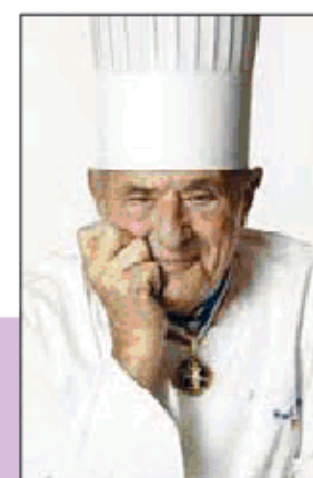
80. **TOUS À POILS !**

84. **MISE EN EXAMEN**

SAVEURS

LE VOILÀ, LE MEILLEUR CUISINIER DU MONDE

A 88 ans, Paul Bocuse continue à honorer le patrimoine culinaire national.



PAGE
86

88. **ON JOUE** Par Benjamin Hannuna
90. **FAUT VOIR** Par Nicolas Domenach
Eclats de mémoire

appels d'urgence / tti

stéphane de bourgies

couverture : stéphane de bourgies - w9 - jonathan rebboah / wostok press



MGEN

“

**La MGEN
s'ouvre à tous !**

**Bien plus qu'une
mutuelle,
la référence
solidaire !**

”

mgen.fr

MUTUELLE SANTÉ • PRÉVOYANCE • AUTONOMIE • RETRAITE

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation nationale, n°775 685 399, MGEN Vie, n°441 922 002, MGEN Fila, n°440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du code de la Mutualité - MGEN Action sanitaire et sociale, n°441 921 913, MGEN Centres de santé, n°477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du code de la Mutualité.



DE PÉPÈRE À DARE-DARE

Cette fois, il a brûlé ses vaisseaux. Cette fois, se connaissant, il s'est mis lui-même au pied du mur. Après avoir déclaré que, faute de recul du chômage, il ne se représenterait pas en 2017, François Hollande a ajouté, sur BFMTV, cette stupéfiante confidence : « *Figurez-vous que la France a failli déposer le bilan.* » Et figurez-vous qu'il a mis deux ans pour nous le dire. Ce « figurez-vous » est un poème. Ce « figurez-vous » est un aveu. Ce « figurez-vous » est une autocritique. Nous étions en danger de mort, et nous ne le savions pas. Il a voulu nous épargner la vérité, comme on en use avec les grands malades. Ce faisant – on n'a cessé de le répéter ici –, François Hollande s'est privé d'un atout majeur pour faire accepter les plus amères des pilules : l'urgence, la situation de détresse, la nécessité de remèdes de cheval. En gaspillant deux ans, il s'est laissé charger de toutes les fautes, de tous les manquements de ses prédécesseurs : le chômage, la dette, le déclin industriel, l'immobilisme tranquille de Mitterrand et de Chirac, le bougisme stérile de Sarkozy.

Déplorable tactique. Déplorables résultats. D'où cette ultime confidence, qui en dit long sur son moral : « *Moi, je n'ai rien à perdre.* » Il faut comprendre : « Moi, je n'ai plus rien à perdre. »

Alors, banco ! Plus de demi-mesures, des mesures et demie ! Au lieu des 20 milliards d'euros du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice), les 30 milliards du pacte de responsabilité. Et les 50 milliards d'économies sur trois ans. A la place d'Ayrault, tout en rondeur, voici Valls, tout en aspérités. Valls, la dernière carte déjà, la meilleure, mais aussi la plus risquée. En situation d'assiégé, on appelle ça une sortie. Cela passe ou cela casse. La rapidité : le dare-dare à la place du pépère. La surprise : la réforme des collectivités locales, invitée de dernière heure de Manuel Valls. Et tambour battant, encore. Cette réforme, un défi pour la classe politique tout entière, qui n'aime pas que l'on diminue le nombre de postes à pourvoir. Hollande paraît avoir enfin compris que c'est seulement en bousculant la classe politique qu'il pourra reconquérir l'opinion. Au départ, il n'est pas du bois dont on fait les Mendès ou les Barre ; encore moins de l'acier dont on fit un jour de Gaulle. Est-ce la mue trop longtemps attendue ? Le déclic qui transforme la carrière en destin ? « *Les*

sortes sont les sortes », disait ma grand-mère. François Hollande démentira-t-il ma grand-mère ? Il nous a annoncé le grand « *retournement* ». Nous avons cru qu'il visait l'économie. C'est peut-être bien de lui qu'il parlait.

Il y a en France, ce pays conservato-révolutionnaire qui déteste les réformes, deux manières de les faire passer : à l'usure ou à l'improvisiste. Et deux manières de les torpiller : en invoquant l'insuffisance de la consultation, ou en réclamant que l'on aille plus loin. Formidable hypocrisie que celle des experts, des notables, des syndicats et, il faut bien le dire, des Français eux-mêmes, qui n'ont jamais craint de se contredire.

Voilà des années que l'on nous rebat les oreilles avec des réformes élémentaires qui souvent ailleurs sont passées sans coup férir : le prélèvement de l'impôt à la source, le vote des étrangers aux élections locales, l'adaptation

des rythmes scolaires, et bientôt, car nous voici déjà en mai, le mufle préhistorique de l'examen devenu le plus coûteux, le plus stupide, le plus inutile, notre monstre du Loch Ness national, le baccalauréat ! Un examen qui, dans sa forme actuelle, aurait dû cesser d'exister depuis longtemps. Quand François Fillon, alors ministre de l'Éducation nationale, décida de faire droit aux revendications des étudiants qui, depuis des années, réclamaient son remplacement par le contrôle continu, ceux-là, qui flairèrent un piège, se mirent

en grève... Vigilance, vigilance ! C'est le nom moderne de la sclérose en plaques.

On attendra avec curiosité ce qui va se passer autour des régions et des départements. Les Français sont massivement pour le regroupement des premières et la suppression des seconds. Massivement. Mais individuellement, c'est une autre affaire. Le déchaînement des lobbies départementalistes promet une belle bataille. Gageons que c'est le parasitisme qui gagnera. Il serait pourtant simple de faire des départements une simple subdivision technique des régions, comme en Allemagne où les *Regierungsbezirke* (districts) et les *Landkreise* (arrondissements) sont des subdivisions des Länder.

Trop simple pour le génie national. Nos ancêtres de 1789 ne s'embarrassaient pas de tant de scrupules. En quelques semaines, ils abattirent le mille-feuille de l'Ancien Régime, au profit des départements, justement. Si le gouvernement gagne cette bataille, il aura au moins une réforme de référence, et François Hollande, une plate-forme pour reconstruire son quinquennat.

Josette Alia est morte. Elle fut, au *Nouvel Observateur*, ma voisine, mon amie. On n'oubliera ni son talent, ni sa gaîté, ni sa beauté. Avec elle, c'est une grande idée du journalisme qui nous quitte. ■



LA BIÉROLOGIE ★ *s'invite au* CARREAU DU TEMPLE

Le 23 mai de 18h30 à 1h
Les 24 et 25 mai de 11h à 19h

Inscription sur
www.tendancesbiere.fr



Le concours
DE BIÉROLOGIE



Le marché
DES SAVEURS



Les alliances
BIÈRE ET METS



Mixologie



Le chemin
DU BIÉROLOGUE



TendancesBIÈRE
Toutes les facettes de la bière

★ **HEINEKEN** S.A.S.

LE CARREAU DU TEMPLE
4 RUE EUGÈNE SPULLER
75003 PARIS



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

➔ POURQUOI ON EN PARLE

La révolution de jasmin et son cortège de révélations lui avaient déjà coûté son poste de ministre, mais une autre affaire tunisienne vient embarrasser Michèle Alliot-Marie. **Un opposant, alors réfugié en France, dénonce une demande d'extradition exigée par Ben Ali et approuvée par**

MAM RATTRAPÉE PAR

le Quai d'Orsay, qu'elle dirigeait à l'époque. Un exemple qui rappelle les échanges de bons procédés entre Paris et Tunis, si souvent dénoncés du temps de la dictature.

PAR MARC ENDEWELD



Michèle Alliot-Marie en a-t-elle vraiment fini avec ses casseroles tunisiennes ? On avait laissé l'ancienne ministre des Affaires étrangères sur le tarmac de l'aéroport de Tabarka, empêtrée dans des explications confuses sur les liens entre les affaires de sa famille et le régime de Ben Ali, envers lequel elle avait montré une solidarité suspecte lors des insurrections de décembre 2010. On s'en souvient : ses justifications n'avaient pas suffi à sauver sa tête puisque, le 27 février 2011, Nicolas Sarkozy s'était séparé de sa martiale ministre. *« J'ai accepté qu'elle me fasse une lettre de démission. Mais,*



tunisian presidency / ap / sipa

LA TUNISIE

enfin, personne n'est dupe », entend-on expliquer le président sur l'une des « cassettes Buisson ». Avant d'ajouter : « *Elle ne se rend pas bien compte. C'est comme si elle n'avait rien fait, qu'elle pouvait continuer.* »

Reprenons l'histoire pour ceux qui l'aurait oubliée : fin 2010, alors que la révolution tunisienne a déjà commencé, Bernard et Renée

Marie, tous deux nonagénaires, se rendent en Tunisie pour racheter les parts d'une société civile immobilière, Ikram, à l'homme d'affaires Aziz Miled, lié au clan Ben Ali. Dans la corbeille de cette SCI : un spacieux appartement avec vue sur la somptueuse baie de Gammarth, une marina géométrique construite façon Qatar,

MAM, L'AMIE D'ALI
En 2008, Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la Défense, rendait visite à Zine El Abidine Ben Ali, au palais présidentiel de Carthage. Quand le régime vacillera, elle n'hésitera pas à offrir "le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité". Malaise...

EMPÊTRÉE DANS UNE AFFAIRE FAMILIALE, ELLE A MONTRÉ UNE SOLIDARITÉ SUSPECTE AVEC LE RÉGIME DE BEN ALI LORS DES INSURRECTIONS DE 2010-2011.

avec ses bâtiments blanc, ses allées de palmiers et ses piscines privées. Montant de la transaction : 325 000 €, écrivent à l'époque les gazettes. « 395 465,33 € », corrige aujourd'hui Christophe Ingrain, avocat des parents Marie, associé au cabinet Darrois... et ancien conseiller justice de l'Elysée sous Sarkozy. MAM est du voyage. Elle a profité de la virée parentale pour prendre quelques jours de vacances dans ce pays où elle a des habitudes et des amis, dont le fameux Miled, qui lui fait goûter à l'occasion les charmes de son avion privé.

TRAVERSÉE DU DÉSERT

A l'époque, l'acquisition et l'escapade ministérielle débouchent sur un véritable scandale en France, car Michèle Alliot-Marie propose, quelques jours seulement après ce séjour en famille, « *le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité* » au régime de Ben Ali que la rue est sur le point de renverser. Voilà qui sent le mélange des genres et le copinage...

Trois ans et une traversée du désert (tunisien) plus tard, revoilà donc MAM sous les projecteurs des plateaux télé, tête de liste UMP pour les européennes dans le Sud-Ouest. Pourtant, d'après nos informations, un autre dossier relatif à la Tunisie pourrait de nouveau ternir l'image de cette chiraquienne historique. Moins connue du grand public, cette affaire concerne les tentatives d'extradition d'un opposant au régime tunisien peu de temps avant la chute de Ben Ali. Son nom : Faouzi Mahbouli. Cet entrepreneur, fils du magistrat Abdelkrim Mahbouli, est aujourd'hui bien décidé à aller au bout de son combat judiciaire contre le Quai d'Orsay en général et Michèle Alliot-Marie en particulier, qu'il accuse d'« abus d'autorité » et de « mise en danger de la vie d'autrui ».

Pour cet homme d'affaires au visage poupin, les ennuis avec Tunis ont commencé en 2005, quand il a entrepris des démarches pour implanter l'enseigne Bricorama ➤

➤ dans le pays. Le clan Trabelsi – du nom de la seconde épouse de Ben Ali, Leïla Trabelsi – l'a d'abord obligé à lui céder une partie de son capital. Puis les intimidations sont montées d'un cran : dégradation de plusieurs véhicules, effractions, convocations au commissariat... jusqu'à contraindre Mahbouli de s'exiler, en janvier 2008, dans le sud de la France.

C'est d'Antibes que ce businessman devient alors l'un des principaux opposants au régime, mitraillant les réseaux sociaux d'articles sur les pratiques mafieuses du président et de sa belle-famille, mais aussi de billets sur son autoritarisme politique. L'homme dérange. Au point d'avoir été victime, affirme-t-il, d'une tentative d'assassinat par les « services » tunisiens, pour laquelle il a porté plainte. Le dossier a été classé sans suite. Le 13 décembre 2010, soit quatre jours seulement avant l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid – qui déclencha le soulèvement populaire en Tunisie –, Faouzi Mahbouli est arrêté à son domicile par... des policiers français, prétextant un cambriolage dans sa résidence. « J'ai eu droit à une garde à vue sans aucune justification, ni question », témoigne-t-il aujourd'hui.

Il n'est pas au bout de ses surprises : à l'issue de sa garde à vue, l'opposant est conduit devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, au motif qu'il est sous le coup d'une demande d'extradition émise par les autorités tunisiennes. Demande que le ministère des Affaires étrangères, dont MAM est la patronne, a décidé d'appuyer. Ses souvenirs sont encore vivaces : « Je me suis



senti comme Jacques Mesrine, menotté, sirènes hurlantes. Devant la magistrate, j'ai dit que c'était une affaire politique : "J'ai des problèmes avec la famille du président." Elle me demande alors : "Mais quel président ?" Je lui ai simplement répondu : "Le président Ben Ali." Elle était assez stupéfaite. » D'ailleurs, au grand étonnement des policiers, elle décide de le remettre en liberté, sous contrôle judiciaire. Dans sa décision, la magistrate note son titre de réfugié politique et mentionne : « Reconnaissance de protection internationale. »

À LA DEMANDE DU DICTATEUR

Aujourd'hui encore, Mahbouli n'en revient pas : « Michèle Alliot-Marie a donné son accord à mon extradition en vingt-quatre heures, alors qu'elle ne pouvait rien ignorer de mon statut reconnu par le Haut-Commissariat aux réfugiés. » Pour Florimond Olive, il n'y a pourtant « aucune affaire MAM ». Le chargé de communication de la

FAOUZI MAHBOULI

L'homme d'affaires tenta d'implanter l'enseigne Bricorama en Tunisie. Spolié, intimidé, menacé, il s'exila en France en 2008. « En avalisant mon extradition en pleine révolution, la ministre m'envoyait à la mort. »

candidate aux européennes, par ailleurs neveu de l'intéressée – chez les Marie, la politique s'exerce en famille –, l'assure : « C'était juste une transmission de dossier. Quand il y a une demande d'extradition, le ministère des Affaires étrangères ne fait que passer le relais au ministère de la Justice, qui décide alors ou non de l'extradition. C'est pareil dans tous les cas. C'est technique. Les ministres des Affaires étrangères n'ont rien à voir là-dedans. »

Une erreur de la machine ? Il a bien fallu, pourtant, que quelqu'un ait à cœur de satisfaire les demandes pressantes du dictateur tunisien aux abois pour que Mahbouli fasse l'objet d'une deuxième salve, moins de dix jours après la première. Le 20 décembre, en effet, l'ambassade de Tunisie en France écrit au Quai d'Orsay pour renouveler sa demande de voir le gêneur rentrer au pays. La réponse des autorités françaises ne tarde pas : par une lettre en date du 22 décembre, le ministère des Affaires étrangères saisit le parquet général de la poursuite de la procédure d'extradition.

Heureusement pour Mahbouli, le 14 janvier, le régime tombe, et Ben Ali s'enfuit de Tunisie. Est-ce parce que l'Elysée pressent que le Quai a fait une erreur ? Est-ce parce que Paris entend nouer des liens avec les nouveaux hommes forts en Tunisie ? En tout cas, selon Mahbouli, un contact est pris avec

**« LES BARBOUZES DE BEN ALI ONT
ESSAYÉ DE M'ASSASSINER EN 2009,
C'EST UNE AFFAIRE BEN BARKA "LIGHT". »**
FAOUZI MAHBOULI

lui, dès le lendemain de la chute du raïs, via une « *avocate parisienne* ». « *Elle m'a proposé d'être reçu par le président Nicolas Sarkozy, assure notre homme. Elle m'a même laissé entendre qu'"on" pourrait financer mes futures activités politiques. J'ai peut-être commis une erreur, mais j'ai décliné cette offre en exprimant mon hostilité envers M. Sarkozy et son gouvernement, qui cherchait encore, quelques jours plus tôt, à m'extrader.* »



J. witt / sipa

PLAINTÉ CONTRE X

Pour l'opposant, le cauchemar prend fin en mars 2011, quand les nouvelles autorités tunisiennes demandent la cessation des recherches à son encontre. Soucieux, malgré tout, de faire la lumière sur cette histoire, Faouzi Mahbouli porte plainte contre X, six mois plus tard, pour « abus d'autorité » et « mise en danger de la vie d'autrui ». Une action en justice qui vise, en fait, l'ancienne ministre Michèle Alliot-Marie. Un combat perdu d'avance ? Il faut croire que la plainte inquiète assez la Sarkozie, pour que Boris Boillon, le bondis-

BORIS BOILLON
L'ambassadeur de France en Tunisie de février 2011 à août 2012 a joué un rôle étrange pour tenter de dissuader Faouzi Mahbouli de déposer plainte.

sant ambassadeur de France en Tunisie de février 2011 à août 2012, tente d'amadouer l'activiste. Ainsi, Faouzi Mahbouli rapporte-t-il à Marianne une bien étrange conversation qu'il eut, le 27 février 2012, avec le diplomate, alors que celui-là le recevait, deux heures durant, à la résidence de La Marsa, dans la banlieue nord de Tunis.

« Cette rencontre, raconte Mahbouli, a été organisée par l'une de mes connaissances, Adel Brahim, le frère du ministre des Transports de l'époque. » L'opposant tunisien s'en souvient comme si c'était hier : « Au début, on a parlé de la situation politique en Tunisie. Puis, assez vite, il s'en est pris à un article que j'avais écrit sur Internet et qui mettait en cause ce qu'on appelle ici le "parti de la France", et notamment la famille Mabrouk, les gendres de Ben Ali, qui continuent à faire des affaires avec la France. » Devant l'ambassadeur, Faouzi Mahbouli défend l'idée que Paris persiste dans l'erreur en continuant de soutenir ce qui s'apparente, pour lui, à un véritable « système ». Il évoque ensuite son propre cas, et la tentative d'extradition dont il a été victime, en mettant en cause Michèle Alliot-Marie : « Là, Boillon m'a dit : "Moi, personnellement, je la déteste. Mais, de toute façon, elle n'est plus là. Qu'est-ce que cela va vous apporter, toute cette procédure ? Vous voulez de l'argent ?" » Faouzi Mahbouli explique alors à son interlocuteur que sa mère est issue d'une riche famille et qu'il souhaite seulement que justice soit

rendue : « En avalisant mon extradition en pleine révolution, la ministre m'envoyait à la mort. Ce n'est pas une question d'argent, je veux la vérité. Les barbouzes de Ben Ali ont essayé de m'assassiner en 2009, c'est une affaire Ben Barka light. Une tentative d'assassinat sur votre sol, ce n'est pas rien. Mais je n'ai aucune animosité à l'égard de votre gouvernement, et je suis un francophile. »

A l'écoute de ce récit, Boris Boillon aurait affirmé à plusieurs reprises : « Ça nous emmerde ! ça nous emmerde ! » « Mais le ton est redevenu amical, et il m'a alors dit : "Laissez tomber. Tout ça, c'est du passé. Maintenant, il y a un gros chantier à venir dans le port en eau profonde d'Enfidha, on va vous faire entrer dans ce projet." J'étais un peu étonné, je n'ai pas réagi, et puis, quand il m'a quitté, il a ajouté : "Écoutez, tout ce que je vous ai dit là, c'est en off." » Marianne a essayé de joindre à plusieurs reprises Boris Boillon, ainsi que ses proches, sans succès.

Depuis cet épisode, Faouzi Mahbouli a rapporté l'entretien à différents responsables diplomatiques français, mais il attend toujours que les tribunaux se prononcent sur les tentatives d'extradition dont il a fait l'objet. « Tout le monde pensait que j'allais laisser tomber après le 14 janvier. » Que nenni. Face à l'inertie de la justice française, le Tunisien se dit désormais déterminé à saisir la Cour européenne des droits de l'homme. Si elle va à Strasbourg, MAM pourra suivre cette affaire de... près. ■ M.E.

LES ENNUIS JUDICIAIRES DE MAM AU PAYS BASQUE

C'est le Monde qui le révélait le 18 mars dernier : les domiciles de Michèle Alliot-Marie et de son père, Bernard, ancien député-maire de Biarritz, ont fait ce jour-là l'objet d'une perquisition. Les enquêteurs tentaient de retrouver des documents établissant la réalité de mouvements de fonds suspects entre 2010 et 2012, dont Michèle Alliot-Marie serait l'une des bénéficiaires, entre des associations liées à l'office de tourisme de Saint-Jean-de-Luz, ville dont elle était première adjointe, et un hôtel de luxe - le Chantaco - dirigé par son père, et dont elle détient des parts. Comme le dévoilait en octobre le Parisien, une information judiciaire pour « abus de confiance » a été ouverte à ce sujet le 13 juin 2013 par le parquet de Nanterre. En jeu : une somme de 200 000 €. « Il n'y a absolument rien dans ce dossier, assure Florimond Olive, chargé de communication auprès de MAM. Et, comme par hasard, tout cela sort en pleine campagne électorale ! » ■ M.E.

LE VIF DU SUJET

sylvain thomas / réa



➔ EN DEUX MOTS

Salaires: le vrai et le faux

Dans les années 70, le gouvernement fixait une norme d'augmentation des rémunérations. Signe des temps, c'est désormais le Medef qui a cette prétention. Pierre Gattaz interpelle les syndicats dans *le Journal du dimanche* en leur disant : « Les hausses de salaires ne doivent pas s'éloigner de 1 %. » On peut s'offusquer du cynisme d'un homme qui s'est augmenté de 29 % en tant que patron de Radiall. Mais il faut lui rendre justice : il ne fait que dévoiler la perversité de la politique économique du gouvernement. En effet, l'avantage compétitif que représentent les 30 à 40 milliards d'euros de réductions de cotisations et taxes patronales risque d'être annihilé par des hausses de salaires trop rapides. Résultat : l'austérité salariale s'ajoutera bien à l'austérité budgétaire et sociale. C'est le principe de la dévaluation interne. On remerciera donc le président du Medef de tant de franchise, à la veille des européennes.

Evidemment, Pierre Gattaz se trompe. En effet, au moment où tout le monde redoute la plongée dans la déflation – c'est-à-dire la spirale où tous les prix baissent, à commencer par celui du travail –, la sortie de crise ne peut venir que d'un retour des augmentations des salaires et de la baisse du chômage, et non l'inverse. ■ HERVÉ NATHAN



thomas padilla / maxppp

➔ IL A OSÉ LE FAIRE

MÉNARD DÉBORDE SUR LA DROITE

Qu'y a-t-il à la droite du Front national ? Robert Ménard. C'est Louis Aliot, vice-président du Front national, tête de liste à l'élection européenne dans le Sud-Ouest, qui le dit : « Il engage à son cabinet des gens qui sont beaucoup plus radicaux que ne le sera jamais le FN. » Il commentait l'arrivée dans l'équipe du nouveau maire de Béziers d'un directeur de cabinet et d'un chef de cabinet, tous deux issus de la mouvance identitaire, ultranationaliste et violente, ennemie de Jean-Marie Le Pen, jugé trop mou. Louis Aliot n'a pas parlé au hasard. Il entend rappeler à Robert Ménard, un tantinet ingrat, que, s'il a gagné la mairie de Béziers, c'est grâce au soutien du Front national. En guise de signal politique fort, le grand meeting régional a été organisé à Béziers le 9 mai dernier. Mais Robert Ménard ne l'a pas honoré de sa présence.

Or, mieux que quiconque, Louis Aliot connaît le parcours de son turbulent allié. La présence de militants identitaires efficaces dans la campagne municipale du futur maire ne lui a pas échappé. En outre, fondateur de Reporters sans frontières, passé un temps par l'extrême gauche, Ménard flirte depuis plusieurs années avec les identitaires. En 2013, il a pris la tête du comité de soutien aux « quatre de Poitiers », ces jeunes militants de Génération identitaire, poursuivis pour avoir occupé le chantier de la mosquée de Poitiers. Son épouse et éminence grise, Emmanuelle Duverger, militante catholique intégriste, est proche de l'organisation Civitas, opposante radicale au mariage pour tous. Aujourd'hui, Robert Ménard récompense ses vrais amis. ■

JEAN-CLAUDE JAILLETTE

➔ LA PREUVE PAR LA BARBE

Le principe de Conchita

D'ordinaire, l'Eurovision est considérée comme une grande messe ringarde. Il aura suffi d'une *drag queen* pour que le concours gagne ses galons de respectabilité au point de faire la une du *Monde*. Plus question de se moquer. Conchita Wurst, combinant la silhouette de Céline Dion et la barbe de Carlos, est devenue le symbole



jörg carstensen / dpa / maxppp

du « triomphe de la différence », comme le titre le quotidien. Un peu plus bas, un encadré citant la télévision russe prophétise « la fin de l'Europe ». Entre militants LGBT et pourfendeurs du mélange des genres, rares sont ceux qui ont pensé à évoquer la prestation vocale du chanteur. Au milieu de ce remue-ménage idéologique, le sociologue

Arnaud Alessandrin a trouvé les mots justes. Au journaliste de *20 minutes* qui lui demande si l'Eurovision est le lieu de tous les progressismes, il répond : « Mais, à l'Eurovision, tout le monde est travesti ! Regardez, sur scène, tout le monde est habillé en Abba ! » Conchita n'a fait que pousser le principe un peu plus loin que les autres. Avec succès. ■ ÉLODIE EMERY

CE QUE
"MARIANNE"
EN PENSE

xavier de torres / maxppp



UN HÉROS DES TEMPS MODERNES

PAR JACK DION

C'est curieux, comme certains ont l'émotion sélective et le patriotisme à géométrie variable. Ainsi, de bonnes âmes se sont-elles émues que la ministre de la Justice, Christiane Taubira, n'ait pas entonné *la Marseillaise* lors de la cérémonie de commémoration de l'abolition de l'esclavage. Mais pourquoi n'être pas aussi sourcilieux lorsqu'il s'agit du patriotisme économique ?

Depuis qu'a éclaté l'affaire Alstom, la plupart des journaux ont publié des portraits hagiographiques de son PDG, Patrick Kron. C'est à se demander si un homme qui s'est fixé comme objectif prioritaire de vendre la branche énergie de son groupe – celle qui a fait sa réputation internationale – à l'américain General Electric, en mettant les pouvoirs publics devant le fait accompli, ne mérite pas la Légion d'honneur industrielle.

A lire la presse, Patrick Kron est un héros des temps modernes. Il est devenu le Stéphane Hessel de l'économie, l'abbé Pierre de l'entreprise, le Nelson Mandela de la mondialisation. *Le Figaro* le décrit comme « un patron de combat ». Pour *le Point*, c'est « un patron hors norme ». Ses congénères ne tarissent pas d'éloges. A en croire Jean-Pascal Tricoire, PDG de Schneider, « Kron a Alstom chevillé au corps ». Henri de Castries, PDG d'Axa, fustige ceux qui le mettent « sur le banc des accusés ».

Grégoire Chertok, banquier d'Alstom, précise qu'il est « courageux de chercher un partenaire ». Serge Weinberg, président de Sanofi, lance : « C'est un combattant. » *Le Point* croit utile de rappeler qu'il a « déjà livré une belle bataille pour sauver Alstom ». Sauf que c'était avec une nationalisation partielle en 2004 et qu'il faudrait surtout dire merci à l'Etat.

Bref, il faudrait d'urgence transférer Patrick Kron de son vivant au Panthéon et passer l'éponge sur son vrai bilan. Il faudrait oublier qu'il n'a pas réussi à assurer le

développement de l'entreprise et qu'il a taillé à la hache dans les emplois ; oublier qu'il est l'un des patrons les mieux payés du CAC 40 et qu'il a augmenté son salaire de 11,35 % en 2013, pour atteindre 2,55 millions d'euros par an ; oublier que, en 2008, il

avait encaissé 15 millions d'euros en liquidant ses stock-options. Il faudrait ne retenir que son profil de star du business invitée de Nicolas Sarkozy au Fouquet's, le 6 mai 2007, un homme dont l'un de ses proches dit au *Point* : « Comme tous les gens supérieurement intelligents, il ne supporte pas la médiocrité. »

Nonobstant son QI de surdoué, Patrick Kron supporterait très bien que l'un des principaux fleurons industriels de France passât sous pavillon étranger. C'est une autre manière de ne pas chanter *la Marseillaise*, sous les applaudissements de la caste qui en a fait un petit Mozart des marchés. ■

**TRANSFÉRONS
DE SON VIVANT
PATRICK KRON
AU PANTHÉON !**

LEÇON

Vent de crise au "Monde"

Pour expliquer sa démission de la direction du *Monde*, Natalie Nougayrède a argué de la volonté de certains de réduire ses « prérogatives ». C'est possible. En vérité, celle qui avait pris les rênes du journal du soir le 1^{er} mars 2013, après le décès d'Erik Izraelewicz, a accentué une dérive déjà ancienne, tant dans le domaine économique que sur le plan international. Cette évolution a pris de telles proportions dans la dernière période qu'elle a fini par isoler Natalie Nougayrède au sein même de sa rédaction. Certes, il y a belle lurette que *le Monde*, qui se réclame pourtant de la gauche, s'est aligné sur les poncifs idéologiques en vogue dans les cercles néolibéraux. Mais, dans la dernière période, on est passé de l'alignement à la caricature, des éditoriaux débordant le Medef sur son aile orthodoxe, au point de faire passer Laurence Parisot pour une révolutionnaire. De même, *le Monde* s'est distingué par un traitement de la crise ukrainienne marqué par une russophobie systématique, comme si Poutine était le diable et l'Otan, le symbole du bien absolu. On avait connu pareil manichéisme lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, mais on ne croyait pas qu'il serait possible de faire pire. Bras armé de cette dérive, Natalie Nougayrède n'y aura pas survécu. Sans préjuger de l'avenir, on souhaitera à ce journal prestigieux qu'est *le Monde* de trouver une solution lui permettant de jouer son rôle en cette période difficile pour la presse. ■ J.D.



COMMENT ILS NOUS FONT DETESTER L'EUROPE



➔ POURQUOI ON EN PARLE

A la veille des élections, l'Europe apparaît bien malade : à son impotence politique et diplomatique s'ajoutent son aveuglement économique et sa faillite sociale. **Il y avait – et il y a encore – une autre façon de faire que celle de ces eurocrates confinés dans leur logique abstraite, méprisant les peuples.** PAR ÉRIC CONAN

On n'ose dire qu'il s'agit d'un progrès. La campagne pour les élections européennes atteste pourtant d'un changement majeur : plus personne ne défend le bilan de Bruxelles. L'Europe *bashing* semble le passage obligé pour être crédible sur le sujet. Même les partisans de longue date de l'Europe telle qu'elle s'est construite se sentent obligés d'en dresser d'abord le constat le plus accablant, dans les termes les plus durs. En France, un bon élève comme Bruno Le Maire, ancien ministre des Affaires européennes, parle d'« *une machine folle qui tourne à vide* ». En Allemagne, la grande vigie du « patriotisme constitutionnel européen », le philosophe Jürgen Habermas, considère que la gestion de la crise par l'Union est « *une insulte à toutes les conceptions de la démocratie* ». Et le président du Conseil, Herman Van Rompuy, a lui-même cédé à l'autoflagellation par l'un de ses haïkus inspirés : « *Quelle est la différence entre une locomotive folle et l'Union européenne ? Quand une machine dérape, elle s'arrête, pas l'Union européenne !* »

CRITIQUES EN CHŒUR

En France, cette reconnaissance préalable d'un échec, pour capter l'attention d'électeurs dont une majorité pensent désormais qu'appartenir à cette Europe est une « mauvaise chose », met sens dessus dessous les partis. A l'UMP, Henri Guaino annonce qu'il ne votera pas pour la tête de liste de son parti en Ile-de-France, Alain

Lamassoure, incarnant selon lui « *l'Europe dont plus personne ne veut : un monstre incontrôlable* » ; Xavier Bertrand ose dire que « *l'Europe est source de problèmes, alors qu'elle devrait nous aider à les résoudre* » ; Laurent Wauquiez, héritier de Jacques Barrot et longtemps enfant de chœur du fédéralisme, se met à blasphémer en disant qu'il « *faut tout changer* » et revenir à une Europe à six excluant l'Etat voyou du Luxembourg, ce qui lui vaut de se faire traiter de « *surdiplômé qui fait du Le Pen* » par Jean-Pierre Raffarin. Jean-François Copé pense une fois de plus s'en sortir par le ridicule en expliquant qu'il faut, par ces élections, « *amplifier la sanction contre François Hollande* », lequel dit la même chose que lui sur l'Europe !

BILAN DÉPRIMANT

De l'autre côté, le Parti socialiste, déjà fracturé en 2005 par son référendum interne sur l'Europe, fait profil bas et patauge aussi dans la contradiction, Jean-Christophe Cambadélis s'opposant à la contrainte des 3 % tout en s'en remettant, faute de grands candidats (où est passé Vincent Peillon ; qu'apporte le semillant Edouard Martin ?) au panache de Martin Schulz, leader d'un Parti social-démocrate associé au gouvernement d'Angela Merkel ! La même contrainte politique travaille UMP et PS, qui n'ont cessé de valider cette politique européenne dont l'évidence ne peut plus être niée : c'est un échec du point de vue même de ses objectifs et de ses promesses, et cela quels que soient les domaines.

Bruxelles, qui annonçait la « *puissance et la prospérité* », ➤

JOSÉ BARROSO, adepte du « consensus de Bruxelles »

Une expression nouvelle, certainement destinée à faire florès, le « consensus de Bruxelles », vient d'être inventée par la fondation Terra Nova, dans une note au vitriol qui trace un parallèle éclairant entre la politique économique imposée par les élites gouvernementales et les technocrates européens et le « consensus de Washington » élaboré en 1989 par les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale), appliqué fermement aux pays en voie de développement. Selon Terra Nova, qui, faut-il le rappeler, est aussi proeuropéenne que sociale-démocrate, le consensus de Bruxelles est, comme son oncle d'Amérique, composé d'un cocktail de privatisations, de « *réformes structurelles* » visant en premier lieu à faire baisser les salaires, et de réduction forcenée des déficits. Simplement, l'Europe met davantage l'accent sur les « *réformes* » que sur les déficits. Selon le président sortant de la Commission, José Manuel Barroso, cette



mario salerno / council of the ue

orientation serait « *fondamentalement bonne* », même si elle manque « *du minimum de soutien politique et social* ». Bref les technos sont des incompris... par les populations, voire les gouvernements. Pas de quoi convaincre les

auteurs de la note. Qui rappellent, au contraire, les dégâts considérables engendrés par l'aveuglement économique qui a frappé de Berlin à Paris, en passant par Bruxelles : « *La trajectoire suivie par la zone euro est pire que celle connue par les pays européens lors de la Grande Dépression. [...] La Grèce a subi un cataclysme qui ne peut se comparer qu'à la chute de moitié du PIB de la Russie qui a suivi la chute de l'Union soviétique.* » Au niveau de l'Union, les résultats sont pitoyables : à partir de 2010, les salaires réels ont baissé dans 18 Etats sur 27, alors que dans la seule zone euro on compte 18,9 millions de chômeurs, dont 3,5 millions sont directement imputables à l'application de la doctrine bruxelloise. Contrairement au « *récit* » des multiples *think tank* néolibéraux adeptes de l'adage *no pain, no gain* (« pas d'efforts, pas de gain »), « *la souffrance des Européens n'était ni nécessaire ni vertueuse. Elle était évitable et néfaste* ». Le FMI a renié dès 2010 le consensus de Washington... Quand la Commission fera-t-elle son aggiornamento ? ■ H.N.

LA MÊME CONTRAINTE TRAVAILLE UMP ET PS : LA POLITIQUE EUROPÉENNE QU'ILS N'ONT CESSÉ DE VALIDER EST UN ÉCHEC DANS SES OBJECTIFS ET SES PROMESSES.

➤ présente un bilan qui pourrait servir de cas d'école absurde pour manuel d'école de commerce : l'Europe réussit en effet le prodige d'être la seule zone du monde qui cumule une monnaie trop forte et une économie déprimée et sans croissance !

La promesse de protection ? Elle n'a pas été tenue, l'Union ayant au contraire institutionnalisé la concurrence avec les pays à bas salaires. Depuis 1970, la part de l'industrie dans le PIB de la plupart des pays européens a chuté de 40 %. La non-harmonisation des règles sociales permet cette main-d'œuvre à moins de 5 € l'heure que l'Allemagne asservit à l'Est et celle des règles fiscales est symbolisée par une anomalie aussi énorme qu'évadée : le Luxembourg est un paradis de l'évasion fiscale au cœur de l'Europe et son responsable, Jean-Claude Juncker, ambitionne la présidence du Conseil européen.

ÉLECTEURS MÉPRISÉS

Le tabou de l'euro se brise. Quatre journalistes d'une presse longtemps conformiste sur le sujet (*l'Express*, *l'Expansion*, Rue 89) connaissent le succès avec un livre pédagogique – *Casser l'euro pour sauver l'Europe* (Les liens qui libèrent) – expliquant que la monnaie unique est un « bouclier en carton-pâte » qui « ne protège personne,



enzo zuchi / european-union

« QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE UNE LOCOMOTIVE FOLLE ET L'UNION EUROPÉENNE ? QUAND UNE MACHINE DÉRAPE, ELLE S'ARRÊTE, PAS L'UNION EUROPÉENNE ! »

HERMAN VON ROMPUY, président du Conseil européen

détruit l'industrie et fabrique des chômeurs». Jacques Attali préface le livre de Steve Ohana *Désobéir pour sauver l'Europe* (Max Milo), expliquant que « le coût du travail des entreprises françaises vient avant tout de la valorisation de l'euro ». Et François Heisbourg, longtemps Garde rouge de l'europamania, suggère dans *la Fin du rêve européen* (Stock) de « détricoter la monnaie unique » pour sauver une l'Europe qui se transforme en URSS sans le goulag. Clé de voûte de l'Europe, la monnaie unique – « l'Europe c'est l'euro » – disait Sarkozy – n'est évoquée dans cette campagne que par deux hypothèses : son maintien, calamiteux, ou sa dislocation, catastrophique.

Sur le plan diplomatique, et contrairement à ce que dit François Hollande, le continent européen, en crise d'identité, semble sorti de l'Histoire et même de la sienne, hier lors de la crise yougoslave nécessitant l'intervention américaine et, aujourd'hui, l'isolement de la France dans ses interventions africaines confirme cette inexistence diplomatique, tout comme les attermoissements sur la crise ukrainienne.

La sanction la plus sévère de cette entreprise européenne est le désintérêt croissant qu'elle suscite chez les Européens, y compris les plus récents, Espagnols et Polonais. Au Parlement, sa façade démocratique, la « majorité » représente

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE EN DATES

alinari / roger-viollet



SIGNATURE DU TRAITÉ DE ROME instituant la Communauté économique européenne, le 25 mars 1957.

18 AVRIL 1951 : traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca) : France, Allemagne, Italie, Belgique, Luxembourg et Pays-Bas.

25 MARS 1957 : signature du traité de Rome instituant entre les Six une Communauté économique européenne (CEE).

30 JANVIER 1962 : instauration d'une politique

agricole commune (PAC) dont l'objectif est d'assurer l'autosuffisance alimentaire par des prix garantis.

17 AVRIL 1962 : rejet du plan de la commission Fouchet d'union politique et de coopération entre les Etats membres en matière de politique étrangère, de défense, de science, de culture et de protection des droits de l'homme.

29 JANVIER 1966 : « compromis du Luxembourg ». Après six mois de « chaise vide », la France obtient que la procédure de vote à l'unanimité continue d'être appliquée lorsque des « intérêts vitaux » pour un des pays membres sont en jeu.

13 MARS 1979 : « système monétaire européen » (SME), avec

22 % des électeurs, 43 % seulement d'entre eux ayant participé aux dernières élections. En France, le taux d'abstention est passé de 37 % en 1979, lors de la première élection au suffrage universel, à 59 % en 2009... La grande faute est d'avoir conforté ce désintérêt par l'entourage du non-respect des résultats du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel. Que la ratification parlementaire par Nicolas Sarkozy en 2008 (avec la complicité du PS) de ce qu'avaient refusé les Français ait pu être alors saluée comme un « *geste d'audace* » montre le mépris pour l'électeur. Mais ce cynisme est tout à la fois le problème et l'armure des technocrates, comme l'a avoué de manière stupéfiante Jean-Claude Juncker en 2005, avant le référendum, prévenant dans la presse que la consultation était pour rire : « *Si c'est oui, nous dirons donc : on poursuit ; si c'est non, nous dirons : on continue.* »

Les mêmes bateleurs exhortent aujourd'hui les électeurs à ne pas boudier la grande consultation du 25 mai, jeu de rôles entre Jean-Claude Juncker et Martin Schulz, expliquant que ces derniers offrent des scénarios différents. L'on se souvient qu'après la consultation de 2009 droite et gauche avaient passé un accord pour présider à mi-temps le Parlement ; d'abord la « droite » avec le Polonais conservateur Jerzy Buzek, puis la « gauche » avec le

social-démocrate allemand Martin Schulz... Un pacte de pouvoir logique : ils étaient pratiquement d'accord sur tout...

PAS D'ALTERNATIVE

Signe de désarroi face à leur bilan, les eurobéats ressortent le vieux slogan qui fait toujours son effet malgré sa fausseté : « L'Europe, c'est au moins la paix. » Il faut reconnaître à l'honnêteté d'un vrai européen nourri de culture historique, Jean-Louis Bourlanges, d'avoir toujours condamné cet artifice : « *Ce n'est pas l'Europe qui a fait la paix ; c'est la paix qui a fait l'Europe !* » Mais beaucoup, dont François Hollande, n'ont d'autres arguments que de présenter la conséquence pour la cause : l'Europe a pu naître grâce à l'ensemble atlantique pacifié par les Etats-Unis et tendu par la guerre froide. Les mêmes embouchent l'argument inverse si cela peut les servir, comme Jean Quatremer, de *Libération*, rêvant au moment de la crise géorgienne qu'une confrontation virile avec les prétentions russes permettrait à l'Union européenne de s'affirmer comme le firent les Etats-nations : « *On passerait ainsi de l'Europe par la paix à l'Europe par l'épée* », espérait-il alors...

Autre manière de se défausser d'un bilan qu'on ne peut plus nier : accuser ceux d'avant, comme le fait Van Rompuy à propos de l'euro : ➤

VASSILIOS SKOURIS, le juge qui s'assoit sur la politique

La Cour européenne de justice fait rarement les manchettes des journaux. Dommage, car sa doctrine et ses arrêts sont d'une importance presque aussi déterminante que la Cour suprême des Etats-Unis. La dernière actualité nous apprend que, sous prétexte d'un vice de forme, la cour, présidée par le magistrat grec Vassilios Skouris, a annulé une directive permettant l'échange d'informations entre les polices sur les auteurs d'infractions routières graves (excès de vitesse, ivresse au volant, usage de drogue, etc.), qui aurait enfin permis d'envoyer un PV de France vers l'Allemagne ou l'Espagne. Las ! A cause d'un point de procédure, donc, il faudra que le Parlement, le Conseil européen et la Commission, qui avaient mis plus de trois ans à s'entendre, rediscutent du sujet. Et évitent un veto de la Grande-Bretagne, qui ne veut à aucun prix d'une



cour de justice de l'union européenne

telle intrusion chez elle. C'est l'Europe ouverte aux marchandises, aux capitaux... et aux chauffards ! La cour de Luxembourg est, de par les traités européens, une « *autorité indépendante* » du politique. Tellement indépendante que ses arrêts, qui s'imposent à toute l'Union, sont souvent de véritables bombes. En 2007 et 2008, la cour a ainsi littéralement torpillé l'Europe sociale en déclarant le principe de concurrence supérieure aux conventions collectives, ouvrant la porte à l'abus de travailleurs détachés et aux délocalisations sauvages. Vassilios Skouris et ses pairs doivent bientôt définir la portée du mandat de la Banque centrale européenne face à la crise de la zone euro. On en tremble d'avance ! ■ H.N.

JACQUES DELORS ET FRANÇOIS MITTERRAND, au Conseil européen, à Strasbourg, le 8 décembre 1989.



vincent kessler / sipa

marges de fluctuation réduites entre les monnaies des Neuf.

JUIN 1979 : élection au suffrage universel direct du Parlement européen.

28 FÉVRIER 1986 : signature de l'Acte unique instaurant un « grand marché sans frontières » à l'horizon de 1993.

7 FÉVRIER 1992 : traité de Maastricht instaurant l'Union européenne avec nouveaux domaines de compétence (politique étrangère, sécurité commune, justice et affaires intérieures), créant une « citoyenneté européenne » et prévoyant une monnaie unique.

26 MARS 1995 : accords de Schengen sur la libre circulation des personnes entre l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, le Luxembourg, le Pays-Bas et le Portugal.

1^{ER} JANVIER 1999 : lancement de l'euro sur les marchés financiers dans 11 pays membres.

9 DÉCEMBRE 2000 : traité de Nice réformant

des institutions paralysées par les élargissements.

29 OCTOBRE 2004 : traité établissant une constitution pour l'Europe.

13 DÉCEMBRE 2007 : traité institutionnel « modificatif » de Lisbonne remplaçant le traité constitutionnel rejeté par la France et les Pays-Bas en 2005.

➤ « Il faudrait poser la question de la génération qui nous a devancés, qui a été responsable des premières années de la zone euro, a dû voir les problèmes émerger et n'a pas agi. Là, c'est une grande responsabilité. » Reconnaître les erreurs de ses prédécesseurs le dispense d'imaginer pouvoir lui-même en commettre. Car s'il faut saluer le consensus sur la panne, révélation de cette campagne électorale, il débouche souvent sur la même conclusion désespérante : il n'y a pas d'alternative. Chacun le fait à sa façon. Alain Juppé droit dans ses bottes modèle années 90 : « Il faut aller plus loin. » D'autres continuent d'expliquer qu'il faut faire le grand saut fédéraliste alors que bien des problèmes viennent de sauts fédéralistes antérieurs (l'euro, le statut de la Banque centrale, l'autonomie de la Cour européenne de justice).

EUROCRATES ENTÊTÉS

Et il y a tous les temporisateurs expliquant que ce n'est qu'un mauvais moment à passer, il n'y a pas d'autre solution que de persévérer et cela ira mieux. Une vulgate qui partage avec le communisme le dogme du rail unique : si cela ne marche pas, il faut « encore plus d'Europe », comme les apparatchiks du Politburo disaient qu'il fallait encore plus de communisme. Un langage indémodable incarné à merveille par l'extravagant vice-président de la Commission chargé des Affaires économiques, l'Estonien Siim Kallas, ancien membre du Soviet suprême jusqu'à la chute de l'URSS, qui a inversé son petit logiciel pour devenir un néolibéral aussi dogmatique qu'il était communiste. Curieusement, la presse se garde d'évoquer ce personnage arrogant œuvrant à notre avenir économique...

Ce sont eux qui encouragent l'europhobie, à force d'expliquer qu'il n'y a qu'une issue, la leur ; qu'une façon d'avancer, comme avant ; qu'un problème, le « populisme ». Et à force de présenter cette Europe qui déçoit comme une pri-



« CE N'EST PAS L'EUROPE QU'IL FAUT METTRE AU PLACARD, MAIS CEUX QUI LA FONT ! »

DANIEL COHN-BENDIT, eurodéputé Vert

son, une ratière dont on ne peut sortir : ce qui a été fait serait hors du débat démocratique, tout comme la suite devrait être la simple continuité de ce qui a été fait. Or, si l'on veut réconcilier les opinions avec l'idée européenne, il faut commencer par admettre qu'il y a plusieurs façons d'envisager l'avenir, que la panne actuelle ne s'explique pas par des « retards », mais par des erreurs d'aiguillage sur lesquelles il n'est pas interdit de revenir. Pour toute une génération d'eurocrates, c'est un exercice impossible. Ils peuvent reconnaître l'évidence – ce qu'ils ont fait ne marche pas – mais reconnaître que l'on aurait pu faire autrement est hors de leur portée. Or, ce qui se passe n'est ni un accident ni une surprise, c'est au contraire leur « réussite » : l'Europe telle qu'ils l'ont voulue et faite. José Manuel Barroso, que tout le monde se plaît aujourd'hui à railler et qu'Arnaud Montebourg dénonce comme « le carburant du FN », est l'héritier de Jacques Delors, son

prédécesseur pendant dix ans à la tête de la Commission.

DANS LE DOS DES PEUPLES

Contrairement à ce que pensent beaucoup de démocrates-chrétiens qui se sont penchés sur son berceau, la construction européenne n'est pas l'Immaculée Conception, elle a eu une histoire ; elle aurait pu – et dû – en avoir une autre. Et, contrairement à ce que pensent beaucoup d'europhobes, le ver n'était pas dans le fruit dès le départ. Exercice guère évident, à voir le tout récent eurocritique Wauquiez proposer benoîtement de réconcilier de Gaulle et Monnet, quand l'eurologue Elie Barnavi reconnaît l'erreur de ce dernier en diagnostiquant un « défaut de fabrication d'une Europe qui, en tournant le dos à l'histoire et en prétendant asseoir sa légitimité sur des valeurs abstraites, s'est condamnée à rester une entité froide incapable de mobiliser les cœurs et les esprits ».

max roseireau / voix du nord / maxppp

des citoyens ». Car c'est là un bon résumé de la « méthode Monnet » sur laquelle il faut revenir pour comprendre la panne actuelle.

Haut fonctionnaire, banquier aux Etats-Unis mais aussi négociant en cognac, Jean Monnet, technocrate du commerce, avait une vision très précise pour renouveler l'action publique : la débarrasser de la politique. Méfiant envers la démagogie des politiciens et les embardées de la démocratie, il pensait qu'il fallait pacifier les passions par le droit et le marché, en traitant les peuples par une sorte de thérapie comportementaliste : à force d'être soumis à des réglementations semblables édictées par des experts professionnels de la rationalité, les peuples européens finiraient selon lui par constituer un seul peuple européen.

Mais cette méthode Monnet, agir en catimini, par « l'engrenage » des « petits pas », confier les choses aux intelligents pour qu'ils œuvrent en douce dans le dos des peuples, ne l'a pas emporté tout de suite. Socle de l'Union européenne, le traité de Rome de 1957 créait des institutions – la Commission, le Conseil, le Parlement, la Cour – dont la nature n'était pas claire. C'est de Gaulle qui dissipe cette ambiguïté en donnant son interprétation du traité au travers du plan Fouchet en 1961. Loin d'être

WERNER HOYER, le banquier qui défend l'argent qui dort

C'était en juin 2012. Sous pression de François Hollande (fraîchement élu) et des sociaux-démocrates, l'Union à 27 annonçait avec tambours et trompettes un pacte de croissance de 120 milliards d'euros... à budget constant. A cette occasion, le couple Hollande-Merkel réveillait la Banque européenne d'investissement (BEI), frileuse institution nichée au Luxembourg, en la recapitalisant avec 10 milliards d'euros de fonds publics pour lui permettre d'emprunter 65 milliards (c'est-à-dire la moitié de la somme annoncée pour le pacte de croissance) en triple A. Las ! Depuis, obnubilé par la défense de sa note financière,



Werner Hoyer, son président – ancien patron des libéraux allemands –, prend le minimum de risques. Du coup, « 23 % des entreprises grecques, 46 % des italiennes, n'obtiennent toujours pas les prêts dont

elles ont besoin », se désole un conseiller d'Antonio Tajani, le commissaire européen à l'Industrie. La France, qui a apporté 1,67 milliard d'euros à la BEI lors de cette recapitalisation, ne bénéficie pas d'un meilleur soutien. Certes, en 2013, la BEI a aidé des banques à financer des PME de l'Hexagone pour 1,3 milliard, mais elle a surtout financé pour 5,2 milliards des infrastructures publiques (transports, universités, santé...) Seuls Airbus, Renault et PSA ont eu droit à un soutien direct dans leurs investissements. ■ LAURENCE DEQUAY

un antieuropéen, de Gaulle, qui a avalisé le traité de Rome signé avant son retour au pouvoir, défend en leader du continent une « Europe européenne » non fédérale, partant du principe qu'en l'absence de peuple européen une Europe affranchie de l'imperium américain ne pouvait venir que de la coopération des « ambitions nationales » (ce qu'il fit en lançant quelques mois avant son départ, en 1969, le programme Airbus, projet coopératif entre Etats que l'Union européenne rend désormais impossible).

NÉOLIBÉRALISME OBLIGÉ

Ce plan Fouchet, matrice d'une Europe politique des nations, inquiète les Américains qui vont presser l'Allemagne de le rejeter en 1962. De cette bifurcation essentielle résulte la conception actuelle d'une Europe simple espace de libre-échange se développant par la fluidité du marché et par son élargissement géographique continu. En 2009 la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a donné rétrospectivement raison au réalisme de De Gaulle en estimant qu'il « n'existe pas de peuple européen », que la souveraineté demeure aux mains des peuples nationaux et que le Parlement européen n'a donc pas la même légitimité que les parlements nationaux. Position que rejoint aujourd'hui Jürgen Habermas : « Nous n'avons besoin d'aucun peuple européen, mais d'individus éclairés, ayant appris qu'ils sont citoyens d'un Etat et citoyens européens. Ces citoyens peuvent tout à fait, en participant à leurs vies publiques nationales, participer à une formation de la volonté politique à l'échelle de l'Europe. »

Le paradoxe est que cette Europe plate-forme atlantiste du néolibéralisme doit beaucoup à la gauche française, François Mitterrand, élu en 1981, ayant fait du Grand Soir européen l'argumentaire de substitution de son programme électoral mort-né dès 1983. A défaut de Programme commun dans un seul pays, la gauche promet en effet ➤

« CE N'EST PAS
L'EUROPE QUI A
FAIT LA PAIX, C'EST
LA PAIX QUI A FAIT
L'EUROPE ! »

JEAN-LOUIS BOURLANGES,
ancien député européen



➤ de « *changer la vie* » par le détour de « *l'Europe sociale* » annoncée par Jacques Delors, président de la Commission de 1984 à 1995. Ce qui fait de l'Europe une question taboue à gauche, car Mitterrand a laissé (naïveté? cynisme? les historiens en discutent) son programme européen de substitution s'engloutir dans la vague néolibérale qui déferle alors. Il semble qu'il y eut consentement à ce piège, comme l'avouera Michel Rocard en 1989 : « *Les règles du jeu du capitalisme international sanctionnent toute politique sociale audacieuse. Il faut assumer ce jeu cruel pour faire l'Europe.* » Car la gauche assumera toutes les étapes réactionnaires de ce « *jeu cruel* », comme le résume Serge Halimi dans *le Grand Bond en arrière* (Agone) : « *Défaire le contrat social sans tirer un coup de feu, manipuler le sentiment internationaliste pour favoriser les solidarités du capital, prétendre défendre le "plombier polonais" pour imposer que le moins cher gagne.* »

La machine européenne entre dès lors dans une phase irration-

nelle, ressentie comme telle y compris à l'intérieur de ses rouages, mais encore mal explicitée. Une fuite en avant idéologique, les sages principes technocratiques de la méthode Monnet s'enflammant des dogmes néolibéraux codifiés, depuis l'Acte unique en 1986, au travers d'une prolifération de règles assurant le pilotage automatique de l'économie.

MORT DE L'EUROPE SOCIALE

D'où l'idée, reconnue aujourd'hui absurde par la plupart des économistes, de faire d'un instrument technique – une monnaie unique – un instrument politique chargé de créer une homogénéité entre économies nationales qui aurait dû être sa condition de création !

D'où l'idée d'en finir avec les frontières extérieures (la « préférence communautaire » du traité de Rome) pour constituer le seul espace économique de la planète ouvert à tous les vents de la concurrence mondiale. Avec l'illusion de

JEAN-CLAUDE TRICHET, l'austère incorrigible

« *Is n'ont rien oublié et rien appris* » : on prête ce commentaire à Talleyrand en 1814, à propos des émigrés de retour en France après la chute de Napoléon. La sentence pourrait s'appliquer à Jean-Claude Trichet, président retraité de la Banque centrale européenne, revenu dans l'Hexagone,



sans changer un iota sa réflexion. Dans *le Point* (8 mai), il charge encore Jacques Chirac et Gerhard Schröder de la responsabilité de la crise des dettes souveraines. En 2003, « *la France et l'Allemagne*

et l'Italie ont choisi de ne pas s'appliquer à elles-mêmes [les règles du pacte de stabilité], en dépit des objurgations de la BCE et de la Commission. Ces pays ont donné le mauvais exemple aux autres avec des conséquences graves, notamment au Portugal et en Grèce ». Dans cette interview, aucun mot n'est dit du rôle ravageur de la troïka, et de la BCE en son sein, dans la récession imposée aux pays du Sud... ■ H.N.

« L'EUROPE EST SOURCE DE PROBLÈMES, ALORS QU'ELLE DEVRAIT NOUS AIDER À LES RÉSOUDRE. »

XAVIER BERTRAND, député UMP

spécialiser le continent européen, qui se croit encore le centre du monde, dans « l'économie de la connaissance », pour laisser l'industrie sale au tiers-monde. Une conception de la division mondiale du travail – alors bien représentée en France par DSK – aussi prétentieuse que méprisante pour les pays émergents. Pascal Lamy expliquait en 2003 que l'ouverture au marché chinois était une grande chance pour le textile français du Nord en difficulté parce que la dépense d'habillement des Chinois allait bientôt être multipliée par cinq...

D'où aussi l'idée saugrenue des accords de Schengen proclamant, sur le modèle de l'euro, la libre circulation interne avant d'harmoniser les politiques migratoires et avant de prévoir une surveillance commune efficace aux frontières.

Comme si le principe néolibéral de la guerre de tous contre tous au nom du bien (qui se fait attendre) de tous était devenu le seul déno-



« L'EUROPE EST
UNE MACHINE FOLLE
QUI TOURNE À VIDE. »

BRUNO LE MAIRE, député UMP

minateur commun. Depuis le constat de décès de « *l'Europe sociale* » de Jacques Delors promettant l'harmonisation fiscale et sociale par le haut, l'Union se transforme en terrain de jeux où chaque pays membre est libre de se servir selon ses intérêts au nom de la règle minimale mais sacrée de la libre circulation des capitaux, du travail et de l'emploi. C'était déjà le message de la célèbre circulaire Bolkestein adressée aux nouveaux adhérents : il n'y a plus d'argent à distribuer comme au temps de l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, alors servez-vous par les délocalisations, les dumpings salariaux et fiscaux !

A la mise en concurrence des statuts fiscaux, des systèmes d'assistance sociale, des prolétariats, s'ajoute celle des exclus. Ce qui se passe avec les Roms. Que des populations qui continuent de faire l'objet de discriminations quotidiennes dans un pays devenu membre de ➤

Sondage

LES FRANÇAIS N'ONT TOUJOURS PAS DIGÉRÉ MAASTRICHT

L'institut OpinionWay a réalisé une étude pour Open Diplomacy, les 29 et 30 avril, portant sur plus de 1 000 personnes interrogées sur « les Français et l'opinion européenne ». L'examen attentif des résultats de ce sondage montre bien que, sur la question de la construction européenne, la dynamique ne se trouve plus du côté des partisans du *statu quo*. La première question portant sur l'idée que l'on se fait de l'influence de l'Union européenne dans le monde en 2020 donne le ton : 72 % des personnes interrogées estiment que l'UE aura moins d'influence que les Etats-Unis, ce qui n'est pas optimiste mais guère étonnant. De plus, ils sont une majorité (52 %) à penser que l'influence de l'UE sera moindre que celle de la Russie et, si 39 % jugent que l'Europe parlera plus fort que le... Brésil, ils sont quand même 33 % à penser le contraire et 27 % à dire que leurs influences seront équivalentes. Autre question stimulante : quelles sont les trois politiques prioritaires à traiter au niveau européen et non plus des Etats afin de mieux défendre les intérêts des citoyens européens ? La réponse est claire : la régulation financière (47 %), la défense et la sécurité (35 %) et le commerce international (34 %). Des réponses qui soulignent l'absolue nécessité de parvenir à davantage de régulation dans l'actuelle mondialisation. Un domaine où l'Europe a démontré son inappétence, et ce ne sont pas les discussions autour du Traité transatlantique qui vont combler les attentes. D'où en partie les réponses sur la stratégie à adopter dans les négociations internationales. Trente-trois pour cent pensent que la France doit se débrouiller seule et se démarquer de l'UE, ce qui est l'expression d'un souverainisme pour le moins radical. Et pourtant

ils sont 40 % des 18-24 ans à faire ce choix. Soixante-six pour cent jugent que la France gagnerait à renforcer le poids collectif de l'UE pour mieux défendre ses intérêts, une formulation que Jean-Pierre Chevènement lui-même ne démentirait pas. L'Europe ouverte à tous les vents a vécu et, sur ce point, un Laurent Wauquiez a senti le grand tournant. Trente-deux pour cent seulement des personnes interrogées estiment que la construction européenne doit se poursuivre si elle concerne les 28 pays de l'UE et 64 % veulent qu'elle se poursuive entre les pays qui le souhaitent. Et voilà sans doute la question la plus clivante qui porte sur l'évolution de l'UE. Les sondés sont mis en demeure de choisir entre les deux seuls projets véritables : souverainisme ou fédéralisme. Cinquante-cinq pour cent estiment que l'Union doit aller progressivement vers une fédération européenne et 43 % sont prêts à dénoncer les traités européens pour revenir à une simple coopération diplomatique entre Etats. Vingt-deux ans plus tard, la fracture de Maastricht reste bien présente. La question suivante va dans le même sens. Elle concerne les options institutionnelles pour améliorer le fonctionnement de l'Europe actuelle. Cinquante-six pour cent souhaitent élire au suffrage universel direct un président de l'Union européenne (66 % des 65 ans et plus). Mais 41 % proposent carrément de supprimer le Parlement européen élu au suffrage universel direct et de le remplacer par un groupement des parlementaires nationaux. Bref, de revenir aux fondamentaux gaullistes. ■ FRANÇOIS DARRAS



Marianne.net
RETROUVEZ LE SONDAGE
DANS SON INTÉGRALITÉ.



« LES RÈGLES DU JEU DU CAPITALISME INTERNATIONAL SANCTIONNENT TOUTE POLITIQUE SOCIALE AUDACIEUSE. IL FAUT ASSUMER CE JEU CRUEL POUR FAIRE L'EUROPE. »

DÉJÀ EN 1989, MICHEL ROCARD... ex-Premier ministre socialiste

➤ L'Union n'ait comme liberté que d'errer d'un bidonville à un autre dans les pays voisins – parce que la Roumanie s'en débarrasse avec cynisme au nom de la libre circulation – n'indigne pas les grandes voix européennes incapables de faire respecter le droit des Roms de vivre chez eux.

VÉNÉNEUSE ET IMPOTENTE

Face à cette panne d'une Europe aussi vénéneuse économiquement et socialement qu'impotente politiquement et diplomatiquement, Daniel Cohn-Bendit a établi un diagnostic – « *Ce n'est pas l'Europe qu'il faut mettre au placard, mais ceux qui la font* » – qu'il a eu le courage de s'appliquer en annonçant sa retraite ! Le problème, ce sont tous les autres, qui restent... François Hollande, qui, il y a dix ans, lors du référendum européen de 2005, faisait couverture commune de *Paris Match* avec Nicolas Sarkozy : deux clones hilares appelant à voter oui à « l'Europe

qui protège ». Jean-Pierre Jouyet, aujourd'hui secrétaire général de l'Elysée, qui, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes de Nicolas Sarkozy, proposait en 2008 de supprimer de la Constitution française l'obligation de soumettre à référendum tout futur élargissement de l'Union européenne. Michel Sapin, qui déjà ministre de l'Economie et des Finances il y a vingt-deux ans, en 1992, disait quelques semaines



EVA MARCEGALIA, la patronne qui saborde l'Europe sociale

Contraindre les entreprises à anticiper leurs restructurations afin que l'Union soit plus innovante et plus compétitive, mais aussi faire réfléchir ensemble managers et salariés pour favoriser un consensus interne, avant de supprimer le moindre job. Telle était, en 2012, l'ambition légitime de Laszlo Andor, discret commissaire européen à l'Emploi et aux Affaires sociales. Le Hongrois était aussi soucieux de mobiliser efficacement le Fonds social européen (FSE), doté de 10 milliards d'euros, et le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), doté



enzo zucchi / european union

de 150 millions. Hélas ! Avant même que ses collaborateurs n'aient couché sur le papier leurs recommandations, Business Europe – puissant lobby libéral des patrons, présidé par l'Italienne Eva Marcegaglia – tempêtait dans le bureau de Barroso, pour que la Commission renonce

à toute mesure imposant une consultation accrue des salariés. Résultat ? Adopté fin décembre à Bruxelles, l'intéressant texte européen sur les restructurations n'est pas un projet de directive mais un simple « cadre incitatif » qui ne comporte aucune obligation nouvelle pour les employeurs... Reste un espoir : pour lui redonner du poids, le Parlement a voté en février une résolution réclamant une régulation accrue pour les restructurations d'entreprises. Une initiative soutenue par la CES, la Conférence européenne des syndicats (85 organisations de salariés). Les services de Laszlo Andor gardent espoir. « *Il suffirait que la Commission consacre notre travail par le titre de projet de directive pour que le Parlement puisse relancer l'Europe sociale* », confie souriant l'un de ses hussards. ■ L.D.

avant le référendum sur le traité de Maastricht la même chose qu'aujourd'hui : « *L'Europe est la réponse d'avenir à la question du chômage. En s'appuyant sur un marché de 340 millions de consommateurs, le plus grand du monde ; sur une monnaie unique, la plus forte du monde, sur un système de sécurité sociale, le plus protecteur du monde, les entreprises pourront se développer et créer des emplois...* » S'ils ne prennent pas leur retraite, comme le fait élégamment Cohn-Bendit, qu'ils prennent au moins le temps de réfléchir à ce qu'ils ont fait avant de continuer... ■ E.C.

DEUX CLONES HILARES

François Hollande et Nicolas Sarkozy, en une de *Paris Match* en 2005, appelant à voter oui à « l'Europe qui protège »...

The Power of Dreams*

A white Honda CR-V SUV is shown from a front-three-quarter view. The car is parked on a solid red background. The front grille features the Honda logo, and the license plate area displays 'CR-V'. The car has black plastic trim on the lower body and roof rails.

TECNOLOGIE
DIESEL
1.6 i-DTEC

4 200 €
D'AVANTAGE CLIENT⁽²⁾

GAMME CR-V À PARTIR DE
22 990 €⁽²⁾

(1) Statistique obtenue via une étude réalisée par un organisme indépendant auprès d'un échantillon de 617 acheteurs de véhicules neufs HONDA en 2013. (2) 22 990 € : prix du CR-V 1.6 i-DTEC 2WD Comfort incluant un **avantage client total de 4 230 €** composé de **2 430 €** de remise Concessionnaire et de **1 800 €** d'aide à la reprise «autres marques» (aide réservée à la reprise d'un véhicule d'une autre marque conditionnée à l'acceptation de la reprise par votre Concessionnaire Honda participant), valable pour toute immatriculation avant le 31/05/14. Offre réservée aux particuliers chez les Concessionnaires participants et dans la limite des stocks disponibles. **Prix catalogue du modèle présenté CR-V Executive Navi** avec option peinture métallisée (610 €) : **32 630 €** selon tarif au 01/01/2014. Consommation et émissions de CO₂ du modèle présenté : 4,7 l/100 km en cycle mixte et 124 g/km de CO₂. *Donnez vie à vos rêves. **www.honda.fr**

CES SUBVENTIONS LOUFO QUI ENGLOUTISSENT LES

Bureaucratie défailante, clientélisme, copinage, voire pure escroquerie... Autant de raisons qui font que certains subsides européens ne sont pas utilisés à bon escient. Un gâchis qui prive l'Union de précieux leviers politiques.

PAR HERVÉ NATHAN

La tchalga fait fureur dans les boîtes de nuit de Sofia, capitale de la Bulgarie. Les jeunes se déhanchent sur cette musique, mariage improbable de salsa (pour la chorégraphie), de disco (pour la rythmique), de glossolalie balkanique (pour les paroles) et de musique turque (pour la mélodie). Sans oublier une forte influence tzigane. A regarder les clips de tchalga, le genre est généralement interprété par des beautés pneumatiques – dont la sophistication esthétique n'a rien à envier aux bimbos du rap – accompagnées par d'ombrageux *bad boys* aux muscles brillants et aux sourcils épilés. Non content de remporter un incontestable succès populaire au pays de Sylvie Vartan, ce kitschissime melting-pot sonore a aussi réalisé l'exploit d'être subventionné... par l'Union européenne !

L'affaire a bien fait rire sur les bords de la mer Noire, quand la presse, relayée en France par *le Figaro*, a révélé que Mitko Dimitrov, propriétaire de Payner Media, un des gros producteurs locaux, avait obtenu une aide de 1,3 million d'euros ! En provenance non pas de l'« Eurovision » – habituée au



LES ERREURS D'AIGUILLAGE DES ENVELOPPES EUROPÉENNES SONT SOUVENT LE FAIT DES RESPONSABLES POLITIQUES NATIONAUX.

kitsch –, mais du programme « Développement de la compétitivité bulgare », auquel l'Union européenne a alloué 1,163 milliard d'euros pour la période 2007-2013, afin d'« améliorer la productivité et le potentiel de croissance des PME, favoriser le

développement des innovations, faciliter la transition vers une économie de la connaissance et l'introduction de nouvelles technologies, et optimiser l'environnement des entreprises ».

En clair, l'argent destiné à dynamiser l'économie bulgare, notamment

QUES EUROS



1,3
million d'euros
de subventions

en augmentant de 30 % en cinq ans le volume de ses exportations, en créant des emplois de chercheurs pour parvenir à « une économie de la connaissance et de l'innovation », a bien failli servir à améliorer les comptes en banque des vedettes bulgares du show-biz. Face au tollé provoqué par cette révélation, Mitko Dimitrov s'est empressé de renoncer à ce qu'il appelait « une bourse »... Il était moins une !

Si l'argent de l'Europe va parfois à n'importe qui, c'est d'abord parce qu'il est abondant : 491 milliards d'euros (un quart du PIB annuel de la France) en cinq ans sont consacrés

DES ARTISTES
de Payner Media. Cette société de production bulgare avait obtenu une enveloppe de l'Union européenne au titre du développement des PME.

à la politique régionale, au travers, principalement, du Fonds européen de développement régional (Feder), du Fonds social européen (FSE) et du Fonds de cohésion... Comme les enveloppes européennes sont obligatoirement accompagnées d'un financement national ou régional, bien souvent les erreurs d'aiguillage, volontaires ou non, sont d'abord le fait des responsables politiques nationaux.

LES ROMS SPOLIÉS

C'est ainsi que les 50 milliards d'euros disponibles pour résoudre les problèmes rencontrés par les populations rom en Europe sont scandaleusement sous-utilisés. La Commission européenne s'est aperçue en 2013 que 10 % seulement de l'enveloppe du Feder allouée à la Roumanie à ce sujet a été consommé, et que de 10 à 20 % des crédits dépensés font l'objet de sanctions pour « irrégularité »... Autant dire que les Roms de Roumanie n'ont pas vu la couleur d'un billet de 10 € ! Ceux de Bulgarie sont, hélas, dans la même situation. La France n'est pas exempte de critiques puisqu'elle n'a pas utilisé, loin de là, les 15,8 millions disponibles pour le « logement des communautés marginalisées », nom de code des Roms dans la France administrative.

« La faute à la bureaucratie ! » s'exclament les élus pour se justifier. Pas toujours, cependant. Ainsi des efforts vains (et ruineux) de l'Union européenne pour aider la Grèce à se doter d'un cadastre. Pendant quatre années, l'Europe a subventionné un conglomerat – sorte de partenariat public-privé regroupant des amis politiques de tous bords – censé assister Athènes dans l'élaboration de cette précieuse cartographie administrative. Après l'engloutissement de 100 millions d'euros, Michel Barnier – alors commissaire à la Politique régionale –, avait dû stopper les frais : non seulement l'entreprise demandait une rallonge de 146 millions d'euros, mais on s'apercevait que le futur cadastre devait exclure toute utilisation fiscale ! Certes, les

responsables furent poursuivis pour fraude et détournement d'argent public, mais le résultat demeure : quinze ans après toute cette affaire, la Grèce, surendettée, est toujours dans l'impossibilité d'exiger le paiement des taxes foncières par les propriétaires réels. Le fisc doit passer par un impôt accolé à la facture d'électricité !

L'autre grande et historique dépense de l'Europe, c'est la politique agricole commune (PAC), qui, avec 55,5 milliards d'euros par an, représente 38 % du budget de l'UE. En 2009, la levée de l'anonymat des données de la PAC a révélé au grand public un secret de Polichinelle : les plus grosses subventions ne vont pas à des paysans, mais à de grandes sociétés, ou à des têtes couronnées. En France, les poulets Doux, aujourd'hui disparus, ont longtemps tenu la palme des subsides de la PAC, avec une enveloppe de 54,9 millions d'euros destinée à l'aider à exporter ses volailles bas de gamme. Derrière, on trouvait assez vite Albert II, prince régnant de Monaco, dont le vaste domaine agricole situé dans l'Aisne rapportait 253 986 € de prime par an. Au Royaume-Uni, la PAC sert d'abord à remplir les poches des grandes sociétés comme Nestlé (1,23 million d'euros), Tate & Lyle (1,17 million d'euros), puis la reine Elisabeth (570 000 €), puis son fils Charles, duc de Cornouailles et prince de Galles (220 000 €)... Enfin, le très riche duc de Westminster, dont la fortune est estimée à 7,9 milliards d'euros, reçoit 590 000 € au titre de ses nombreuses fermes. Pour mémoire, la subvention moyenne de la PAC s'élève à 20 000 € par exploitation ou autres, car, en Belgique, un récent rapport nous apprend que la PAC peut contribuer aussi bien à aider un club de lutte à la corde qu'un golf près d'Ostende, ou même la Croix-Rouge de Liège.

Une « nouvelle » PAC sera appliquée en 2015. Les inégalités de traitement devraient être réduites. Mais il ne s'agira pas d'une nuit du 4 août : aucun bénéficiaire ne doit perdre plus de 30 % de ses subventions. La reine, le prince, le duc peuvent dormir tranquilles ! ■

COMMENT PARIS ET BERLIN ONT TORPILLÉ LA TAXE TOBIN

PAR PASCAL CANFIN*

La taxe européenne sur les transactions financières a été réduite à peau de chagrin. Ce résultat ne vient pas d'un dysfonctionnement des institutions de l'Union européenne, mais d'un manque de volonté politique des gouvernements.

Marianne : On le sait désormais : la taxe sur les transactions financières (TTF) européenne ne rapportera que 5 milliards d'euros par an. Pour le fervent militant de cet impôt que vous avez été au Parlement, constater, au bout de trois ans, un résultat aussi mince, n'est-ce pas à désespérer de l'Europe ?

Pascal Canfin : Certes, le résultat est décevant, mais la responsabilité n'est pas à mettre sur le compte des institutions de l'Union. Deux d'entre elles, le Parlement d'abord, la Commission ensuite, voulaient une taxe large, frappant les actions et les produits dérivés, et pouvant rapporter 35 milliards d'euros par an. Ceux qui ont voulu et finalement obtenu une taxe croupion, de seulement 5 milliards d'euros, et qui ne sera appliquée qu'en janvier 2016 au lieu de janvier 2015, ce sont les Etats. Oui, ce sont les Etats membres de l'Union qui ont bloqué le processus. *A contrario*, si nous avions eu une Europe plus intégrée et plus démocratique, la TTF serait d'une tout autre ampleur.

Mais pointer « les Etats », n'est-ce pas tout aussi indéfini que d'accuser « Bruxelles » ? Les Etats, c'est qui ?

P.C. : Bien entendu, ce sont les gouvernements. Et il ne faut pas se faire d'illusions : il n'existe, hormis celle du Royaume-Uni, que deux places financières importantes, à savoir Francfort et Paris. C'est donc



"UNE TAXE CROUPION"

Occasions manquées, absence de réelle pression politique, lobbying des banques... Les obstacles se sont multipliés pour faire d'une taxe large, frappant les produits spéculatifs, une mesurette cosmétique.

là que s'est exercé le lobbying des grandes banques : la Deutsche Bank en Allemagne, le Crédit agricole, la Société générale ou BNP Paribas en France, etc. Ces banques françaises toucheront plus de 1 milliard d'euros à travers le Cice [crédit d'impôt compétitivité], alors qu'elles n'ont aucun problème de coût du travail, bien davantage que ce qu'elles devront verser au titre de la TTF. La clé était donc dans un accord franco-allemand. Pour ce qui concerne le gouvernement français, tant que j'y étais présent [jusqu'au 31 mars 2014], je me suis battu pour que la France soutienne l'option d'une taxe large, sur les actions et les produits dérivés, qui sont les vecteurs de la spéculation financière. En février 2014, c'est la position qu'a affirmée Pierre Moscovici lors

d'un conseil des ministres franco-allemand alors qu'auparavant il était bien plus ambigu.

Alors qu'est-ce qui explique un résultat aussi pitoyable ?

P.C. : Le manque de volonté politique. J'ai vécu depuis 2009 le débat sur cette taxe de l'intérieur au niveau tant européen que français. Et j'ai vu les occasions manquées et le peu de pression politique exercée. Le gouvernement français aurait dû continuer à mettre la pression pour une taxe large. Car, au fond, qu'est-ce qui s'y oppose ? Rien de technique. La Commission a démontré la faisabilité de la taxe, même en l'absence de la place de Londres. Il y avait donc la possibilité d'un compromis européen bien plus ambitieux.

Je rappelle qu'un impôt de 35 milliards d'euros sur la spéculation financière aurait permis de financer des investissements ambitieux, une politique de relance écologique, ou encore de minimiser les coûts sociaux de la réduction des déficits. Il faut toutefois pour cela être convaincu que la TTF n'est pas qu'un hochet pour contenter le bon peuple qui la réclame, mais que c'est une mesure fondamentale pour commencer à faire en sorte que la finance rembourse ce qu'elle a coûté avec la crise qu'elle a provoquée... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR HERVÉ NATHAN

* Ancien député européen Europe Ecologie et ancien ministre délégué du gouvernement Ayrault.

EST.
1887

Glenfiddich®

SINGLE MALT

En conservant la distillerie dans
notre famille, nous avons préservé le
caractère unique de notre whisky.

GLENFIDDICH DISTILLERY



DISTILLERIE FAMILIALE DEPUIS 1887

ANTISÉMITISME. CE MAL AU NOM INTER

Les témoignages vérifiés sur les agressions contre des juifs en France se multiplient. Deux ans après la tuerie de Toulouse, et dans le sillage des imprécations de Dieudonné, ces actes que l'on dit "isolés" sèment l'inquiétude. **Peut-on encore porter une kippa et aller tranquille dans les rues de France ?** Notre enquête donne la parole aux victimes.

PAR MARTINE GOZLAN

Dès que j'arrive au lycée technique où j'enseigne, j'enlève ma kippa. Je respecte la loi qui interdit les signes religieux distinctifs. La direction, les collègues, mes élèves de confession musulmane me respectent. » L'homme qui égrène cette litanie de bonnes nouvelles a le nez cassé, les yeux cerclés de noir, les épaules voûtées. Il entrouvre sa chemise et on voit une espèce de croix gammée dessinée au feutre sur son torse. David K. a été tabassé le 20 mars, vers 22 heures, dans le XIX^e arrondissement parisien, alors qu'il sortait d'un restaurant kasher. « Au milieu de l'allée Arthur-Honegger, j'ai vu trois personnes qui se dirigeaient vers moi en criant : "Sale juif ! Fils de pute !" Et ils m'ont frappé, frappé, le sang coulait de mon nez. L'un d'eux a sorti quelque chose de sa poche en m'insultant et j'ai cru que c'était un couteau, qu'il me tuait. C'était un feutre, ils ont arraché ma chemise et dessiné cette chose que vous voyez sur mon torse. Ce n'étaient pas des voleurs. Ils ne m'ont rien pris.

LES AGRESSIONS ONT LIEU DANS LE TRAIN, DANS LES PARAGES DES ÉCOLES CONFESSIONNELLES, SUR LE TRAJET DU BUS SCOLAIRE.

DIT



Que ma dignité. Maintenant, je me sens sale. »

Dans la rue, David K. porte toujours cette kippa qui l'identifie comme « juif visible » et constitue le dénominateur commun de toutes les victimes recensées par le bureau national de vigilance contre l'antisémitisme. Les agressions ont lieu dans le train, dans la rue, dans les parages des écoles confessionnelles, sur le trajet du

ramassage scolaire de ces mêmes établissements. Par la vitre, on voit des enfants et des ados qui portent la kippa. Alors les insultes fusent. Les pierres pleuvent. Un caillasse en règle, comme le 7 mars contre un bus qui traversait une rue du XX^e arrondissement. « *Les enfants se sont couchés dans le car, ils étaient terrorisés, ils criaient au chauffeur : "Avance, plus vite, on a peur !"* » raconte le directeur

de l'école d'où venait le véhicule.

C'est peu avant la Pâque juive, la fête de l'arrachement à l'esclavage, que nous avons rencontré, à son domicile, le directeur de l'établissement. David K., lui, était venu témoigner dans les locaux de *Marianne*. « *C'est une mitsva* [un devoir religieux et moral] *de témoigner* », nous disait-il. Mais aucun des deux ne voulait voir leurs noms mentionnés. Seule la police, la ➤

➤ famille, la justice détiennent ces données que nous ne publions pas, en respectant la volonté des victimes, tараudées par la peur d'être identifiées par leurs anciens ou nouveaux agresseurs. « *Ce n'est pas fini pour toi !* » hurlaient en s'enfuyant les bourreaux de David K., qui n'ont toujours pas été arrêtés.

La maison du directeur de l'école juive dont les élèves se couchaient sur le plancher du car resplendissait d'ordre et de lumière avant la fête. Mais un grand désordre habitait les pensées de l'enseignant. « *Cette haine récurrente, on ne s'habitue pas. Toute une aile de l'école a été incendiée en 2003 la veille du shabbat. Mais quel rapport avec les ados qui ont caillassé notre car onze ans plus tard en criant : "Juifs ! Juifs !" ? L'été dernier, une rumeur a ravagé un centre d'examen du brevet : nos jeunes auraient refusé d'être surveillés par des femmes. C'était absolument faux, ça nous a fait un tort terrible auprès du rectorat. Quel rapport entre la rumeur et le caillassage ? Ce sont des éléments séparés, mais ils finissent par s'agglutiner.* »

MAGMA DE HAINE

Beaucoup de « juifs visibles » vivent dans cette glu à laquelle s'ajoute un nouveau facteur : le refus de nommer le mal.

Il n'est pas facile de prononcer le mot « antisémitisme ». Certains affirment qu'on ne parle que de ça. C'est le discours de Pascal Boniface, le directeur de l'Iris, qui renvoie les actes antisémites à la violence générale et n'hésite pas à écrire dans son dernier essai (1) : « *Il n'est pas certain que d'autres représentants de communauté puissent se féliciter d'une telle sollicitude* », à propos d'un dialogue entre un ex-garde des Sceaux et le président du Crif. Terrible formule : car c'est précisément la pseudo-majoration d'une pseudo-bienveillance des autorités envers les juifs qui aggrave le climat de haine. Les nouvelles victimes, elles, constatent que la plupart des agressions sont rarement évoquées dans les médias. La sortie du film

« ON VIT ENTRE UNE MOSQUÉE ET UNE CITÉ. MAIS ON VA PARTIR D'ICI. ON VA PARTIR DE FRANCE TOUT COURT. »

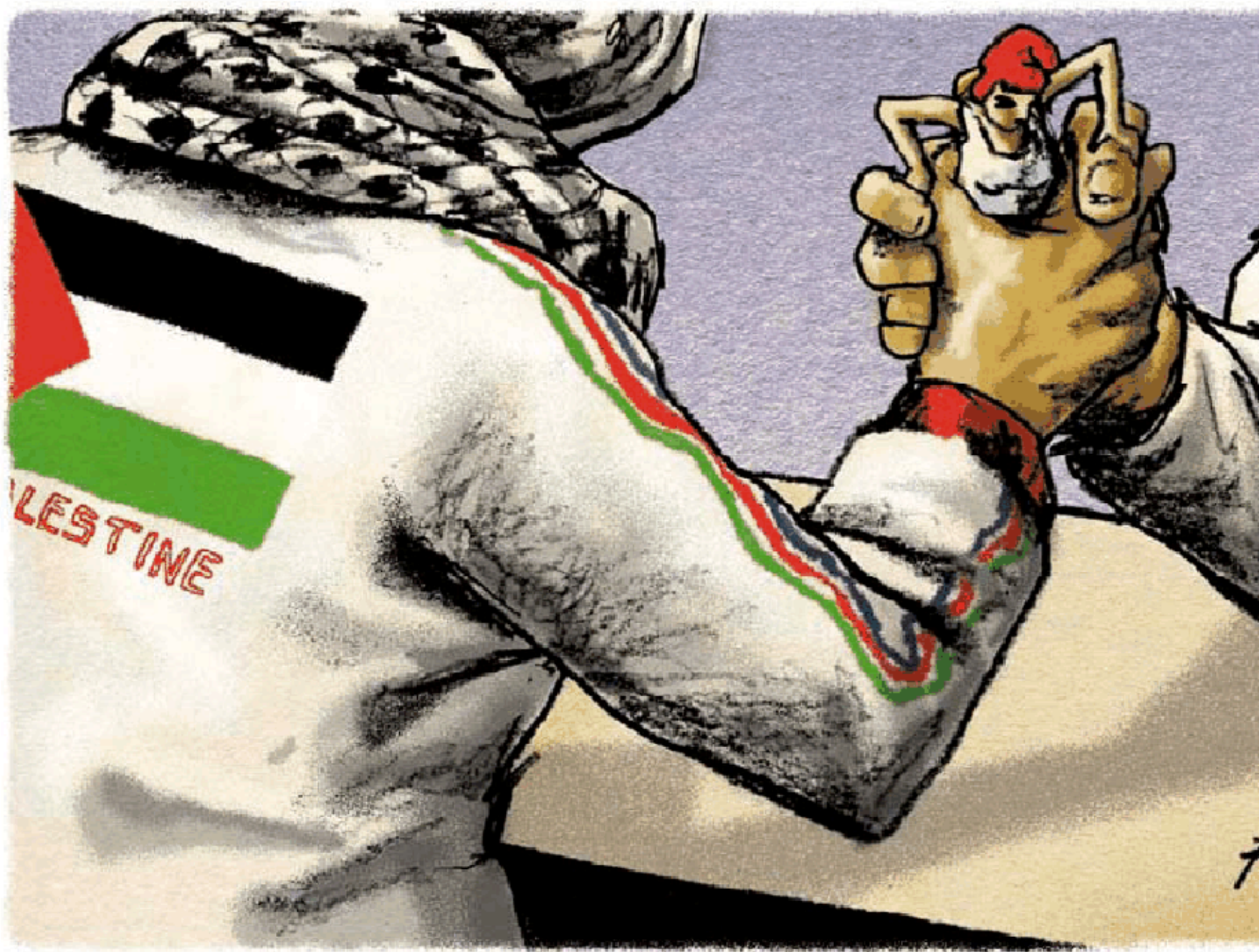
LA MÈRE D'UN ADO AGRESSÉ

d'Alexandre Arcady sur la torture et le meurtre d'Ilan Halimi est l'exception qui confirme la règle. Jean-Jacques Bourdin, au micro de RMC, avait brisé cette omerta le 10 mars dernier, en invitant un jeune homme de 28 ans, agressé huit jours plus tôt sur la ligne A du RER, entre Nogent-sur-Marne et la gare de Lyon. « *Ils étaient quatre, ils ont fait une quenelle et ils m'ont frappé, en criant : "Lihoud ! Lihoud !" – "juif" en arabe. Personne n'est intervenu dans le wagon* », racontait la victime, lui aussi un porteur de kippa et de franges rituelles.

Dan, 15 ans, a entendu ces mêmes cris, toujours en mars

dernier, dans la Seine-Saint-Denis, lorsque deux gamins de son âge se sont jetés sur lui. Il s'est défendu, a donné un coup de poing. « *Alors trois adultes sont arrivés, c'était réglé avant. Ils envoient d'abord les mineurs parce qu'un mineur, ça ne risque rien. Et quand ça peut se gêner, ils viennent cogner à leur tour* », raconte Mme F., la mère de Dan. Son fils a eu un traumatisme crânien. Elle tire le bilan du drame : « *On vit entre une mosquée et une cité. Mais on va partir d'ici. On va partir de France tout court.* »

La famille F. fait partie des candidats à l'alya, la « montée » en Israël. Quelle que soit la conscience des difficultés économiques à affronter là-bas, les périls et l'avenir d'une société en guerre, l'alya des juifs de France s'est accrue de 300 % en un an ! Dans les récits de ceux qui avaient décidé de franchir le pas, l'insécurité des « juifs visibles » était la première raison invoquée, lors d'un récent « salon de l'alya » organisé par l'Agence juive, à Paris. « *Marre de ne pas pouvoir porter mon collier avec une étoile de David dans le métro ! On a arraché le sien à*



une copine, même pas pour le voler, pour l'écraser sous le pied ! raconte une adolescente. Marre de voir des gamins de 10 ans hurler : "Sales juifs, la Shoah va revenir !" répétait une mère, le commissaire de police m'a dit que la prévention, c'était fichu dès la fin de l'école primaire... »

M. B. est sceptique. Lui aussi porte kippa et franges rituelles. Avec sa haute stature et sa carrière, il parvient à impressionner les agresseurs : « J'ai la chance d'être grand. Et de toujours vouloir dédramatiser. Un jeune de couleur me croise l'autre jour, dans le XVIII^e arrondissement et me crie : "Juif !" Je lui réponds : "Noir !" Il est resté médusé. Bon, j'ai eu souvent de la chance. Il est hors de question que j'enlève ma kippa. Et celle de mes fils. Et puis je me souviens : au lendemain de l'affaire Merah, une Arabe française m'a abordé au supermarché, en me disant : "On rejette tout ça, cette haine..." Cet antisémitisme est un magma de choses difficiles à amalgamer. La haine islamiste, le vieux mépris des sociétés arabes pour le juif qui doit baisser les yeux, cela revient très fort. Comme si le

LES ACTES ANTISÉMITES, QU'ON DIT « ISOLÉS », REPRÉSENTENT, PAR RAPPORT À LA POPULATION JUIVE, UN POURCENTAGE ÉNORME.

modèle français n'avait pas réussi à vaincre les préjugés de ses nouveaux citoyens. Là, un Alain Finkielkraut a tellement raison ! Et puis il y a l'incompréhension de nos compatriotes non juifs, catholiques ou non pratiquants, qui en ont assez de ces histoires de gens différents. Enfin, la crise avec la fiction de la puissance financière et médiatique des juifs... » Mais non, M. B. ne partira pas en Israël. « Pas encore... Il y a encore une chance que ça se tasse. C'est par vagues. J'ai peur, c'est sûr, que les choses empirent s'il y a une nouvelle intifada ou une guerre là-bas... »

IMPOSSIBLE DIALOGUE

La situation dans ce (trop) Proche-Orient a un lien direct avec les agressions contre les juifs français. Son instrumentalisation vient élargir la toile collante, imprécise, souvent suffocante dans laquelle évoluent les victimes réelles ou potentielles. Le 14 mars 2014, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) invite des étudiants israéliens à la faculté de Paris-VIII Saint-Denis dans le cadre des rencontres « Avoir 20 ans en Israël », qui se sont déroulées sur plusieurs campus français. La plupart des étudiants israéliens et juifs militent pour la paix avec les Palestiniens. Ils sont venus dialoguer. Surgissent mégaphones et drapeaux palestiniens. Pas pour le dialogue. Suivent des insultes et des menaces, puis des violences. Aux cris de « sionistes assassins ! » et d'insultes antisémites en arabe, les Israéliens et les juifs français sont contraints de quitter la fac, bien que leur présence résulte de l'invitation

de la direction. Celle-ci invoquera « le trouble à l'ordre public » pour les prier de partir. Quelques jours plus tard, la présidente de l'université, Danielle Tartakowsky, recevait l'UEJF dans son bureau et présentait ses excuses aux victimes. Mais, sur le moment, la violence avait gagné.

C'est dans ce contexte de la diabolisation du sionisme que se renforce la diabolisation du juif. « Les jugements préconçus sur les juifs n'ont pas été véritablement modifiés ou corrigés, écrit Pierre-André Taguieff (2), mais réinterprétés, adaptés à la conjoncture et reformulés. Leur stock s'est enrichi de nouvelles munitions symboliques, fournies par la corruption idéologique de l'antiracisme et des "droits de l'homme" au nom de "l'humanisme" et de "l'universalisme". Grâce à ce travail d'accommodation, les stéréotypes antijuifs les plus anciens ont pu être réinvestis dans la lutte contre le "sionisme" sans déclencher une indignation générale des milieux intellectuels. »

Là-dessus, le raz-de-marée du « dieudonnisme » a fait son nid de vipères en mettant bout à bout tous les éléments de la vieille et moderne détestation du juif. Le faux humour a servi de ciment à ce collage, recyclage de ce qui a toujours ciblé le juif comme bouc émissaire des malheurs de son temps.

Pourtant, le nouveau dogme serait-il de détester si fort l'antisémitisme qu'il n'est pas question de le nommer ? Une parade court face aux témoignages : « C'est plus compliqué... Et puis c'est une goutte d'eau (de sang) dans l'océan des agressions... » En réalité, font valoir les responsables communautaires, les actes antisémites, par rapport à la population juive, représentent un pourcentage énorme. « On nous parle toujours d'actes isolés, murmure David K., mais, à force, ça fait beaucoup d'actes isolés. »

Et il a repris le chemin du métro, en ajustant sa kippa. ■ M.G.

(1) *La France malade du conflit israélo-palestinien*, Salvator, 2014.

(2) *La Nouvelle Propagande antijuive*, PUF, 2010.



FRÉJUS

L'EXPERT
BIDON DU
MAIRE FN

Soucieux d'équilibrer les comptes de sa municipalité, le nouveau maire frontiste a fait appel à une très surprenante société de conseil.

David Rachline veut aller vite. Très vite. Sitôt élu, le maire FN de Fréjus (Var) claironnait : « *Nous allons déclencher deux audits pour lancer un plan d'assainissement de la ville.* » Ni une, ni deux, le jeune édile de 26 ans a mandaté une boîte de conseil, La Financière des territoires, pour obtenir des « *conseils préparatoires* » – l'expression qu'il a livrée à *Marianne* – sur les comptes de la commune, l'une des plus endettées de France. L'opposante locale, Elsa Di Méo, candidate du PS malheureuse face à David Rachline et conseillère régionale de Paca, s'est étonnée de ce choix. « *Je n'avais jamais entendu parler de cette entreprise avant aujourd'hui. Il m'a semblé normal d'en informer les Fréjusiens puisque c'est elle qui doit fournir l'audit sur lequel va être bâti le premier budget de la nouvelle mandature* », explique-t-elle.

L'AUDIT POUR LES NULS

Domiciliée dans une boîte aux lettres du très chic VIII^e arrondissement de Paris, La Financière des territoires a été enregistrée au greffe du tribunal de commerce de Paris le 21 mars 2014. Soit deux jours avant le premier tour des municipales... A sa tête, un prési-

DAVID RACHLINE dit avoir choisi la société pour son efficacité. Une seule certitude : son patron a de saines lectures.

dent-associé unique, Clément Brieda. Agé de 26 ans comme son maire de client, le jeune homme est du genre discret. Pas de CV sur Internet. Aucun site Web présentant La Financière ou son autre boîte, créée le même jour, Strat'Pol. Interrogé par *Var-Matin* fin avril, David Rachline, expliquait avoir « *choisi cette société, car c'est celle qui [lui est] apparue comme la plus efficace et la plus compétente* ». La raison est un brin plus prosaïque. Selon nos informations, Clément Brieda est un membre essentiel du dispositif de Marine Le Pen dans la construction du programme économique du parti. « *C'est un homme de l'ombre que vous ne verrez pas à la télé*, confie un cadre frontiste. *Il rédige des notes, conseille des élus et collabore étroitement avec des gens comme Jean-Richard Sulzer, [le "M. Economie" du FN, désormais*

adjoint aux finances à la mairie FN de Hénin-Beaumont]. » Diplômé de l'Edhec, Clément Brieda a fait ses premières armes comme consultant au cabinet Deloitte. Un job qui l'a familiarisé avec la comptabilité des collectivités locales ? Voire... Dans le tableau des dépenses engagées pour créer sa société, il mentionne l'achat de trois livres qui laissent peu de place au doute : *Conduire un audit financier de début de mandat* (40 €), *Guide pratique de l'élaboration du budget* (64,90 €) et *le Budget communal, mode d'emploi* (20 €). A moins de 130 € la compétence et l'efficacité, les Fréjusiens ont fait une sacrée bonne affaire... ■ MATHIAS DESTAL

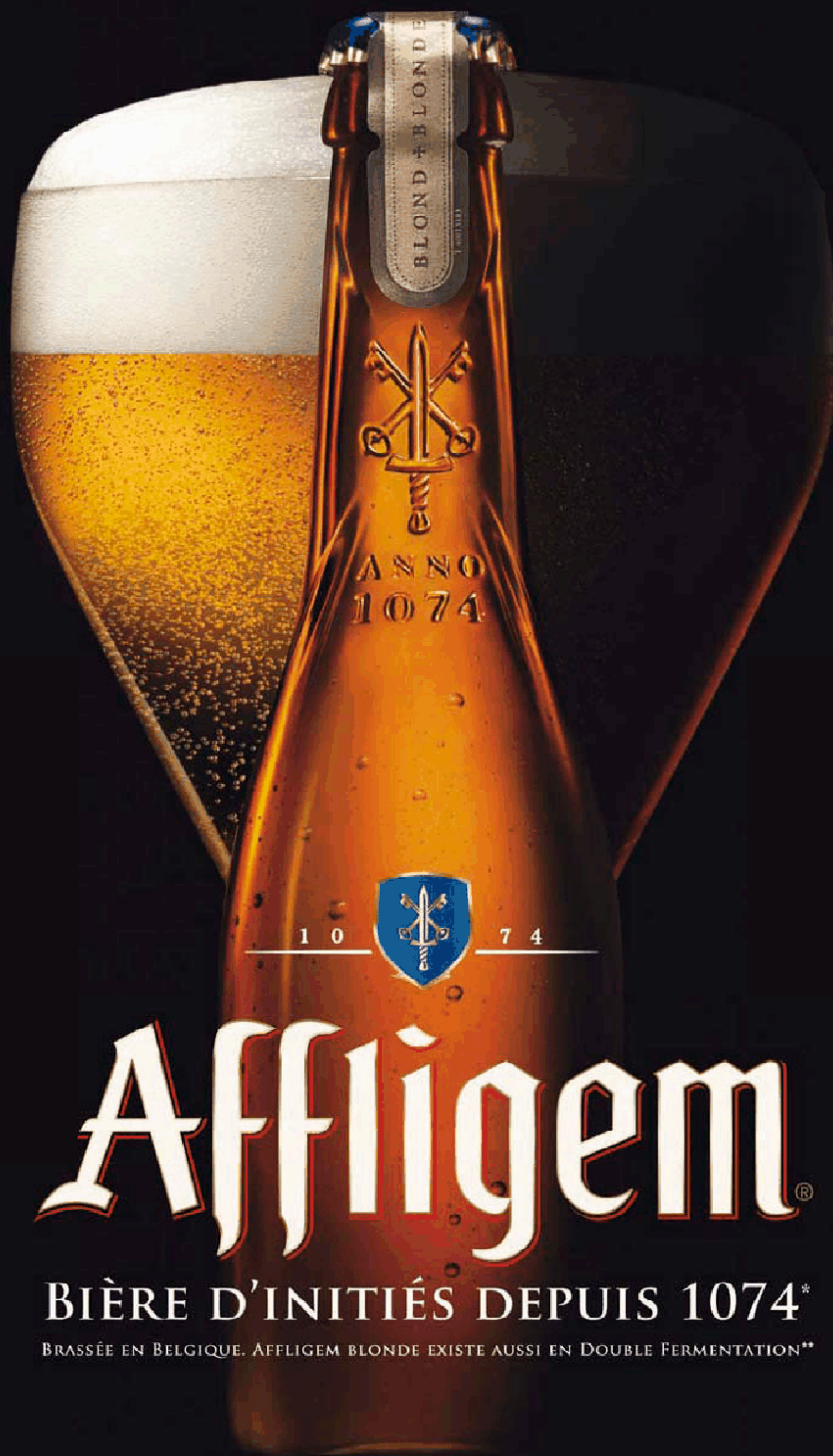


jean-luc luyssen / réa

Le + de
Marianne

Marianne.net

RETROUVEZ NOTRE ENQUÊTE
DANS SON INTÉGRALITÉ.



Affligem®

BIÈRE D'INITIÉS DEPUIS 1074*

BRASSÉE EN BELGIQUE. AFFLIGEM BLONDE EXISTE AUSSI EN DOUBLE FERMENTATION**

MAISON FONDÉE EN 1074 - 100% BIÈRE - 100% QUALITÉ - 100% AFFLIGEM

*Depuis 1000 ans, la recette de la bière Affligem est transmise par les moines de l'Abbaye à nos maîtres brasseurs, gage de sa haute qualité. **Disponible uniquement en CHR.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

CAZENEUVE, SIMPLE FLIC ?

Discret par nature et étranger au sérail policier, l'homme qu'on n'attendait pas à l'Intérieur aura une double tâche : gérer avec doigté les statistiques de la délinquance et, surtout, prendre la main sur une administration encore sous influence sarkozyste malgré les vingt-deux mois passés par Manuel Valls Place Beauvau. **PAR FRÉDÉRIC PLOQUIN**



Bernard Cazeneuve a sauté sur le ministère de l'Intérieur tel le parachutiste sur le champ de bataille, mais en costume trois pièces. Du jour au lendemain, il a quitté l'ambiance feutrée de Bercy, où il avait la charge du Budget, pour renifler les salles de garde à vue. Laissé tomber les chiffres du déficit pour jongler avec ceux des cambriolages. Abandonné les technos des Finances pour pratiquer les « bœuf carottes », les ripoux à la mode marseillaise et les flics borderline du Quai des Orfèvres. Lâché les fraudeurs du fisc pour chasser le jihadiste. Le tout sans se départir de ce flegme et de cet humour dévastateur, mais si retenu, qu'on lui prête...

Alors que Manuel Valls avait déjà la tête à Matignon, Bernard Cazeneuve, 50 ans, n'y pensait pas en se rasant. A Bercy, il tenait les cordons de la bourse sans imaginer qu'il s'occuperait bientôt de ceux qui les dérobent (les bourses). François Hollande ne l'avait pas prévenu, d'ailleurs pourquoi ce ministère lui échoirait-il alors que plusieurs de ses camarades socialistes le convoitaient ? La bataille devait opposer François Rebsamen,

sénateur-maire de Dijon, qui lorgne sur Beauvau depuis qu'il y a épaulé Pierre Joxe, au milieu des années 80, à Jean-Jacques Urvoas, député du Finistère, qui surveille police et gendarmerie comme le lait sur le feu depuis le quinquennat Sarkozy. Valls, dit-on, a craint que le premier n'installe un canal Intérieur-Elysée, Hollande voyait le second comme le copain de « Manuel », alors ils se seraient mis d'accord sur un troisième... Ce qu'il conteste : « *L'accord s'est fait tout de suite sur mon nom. Nous nous connaissons bien tous les trois et cette proximité est un atout : ça fluidifie la circulation de l'information. Ils savent que la loyauté et la fidélité ne sont pas pour moi négociables.* » Ministre par défaut, non...

Dès le premier soir, l'ancien porte-parole discipliné de Hollande pendant la campagne met le gyrophare,

direction la banlieue de la capitale, pour la visite d'un commissariat et d'une gendarmerie sous l'œil des caméras. Mimétisme ? Cazeneuve l'assure, il ne va pas chercher à « faire du Valls », qui lui-même s'était inspiré de Sarkozy, transformant Beauvau en tremplin pour conquérir d'autres places fortes, avec un grand sens de la communication. « *J'ai un tempérament trempé et une seule boussole : le sens de l'Etat,* plaide cet ancien avocat (côté droit public), dont le président a apprécié la manière – immédiatement opérationnelle – avec laquelle il a remplacé au Budget Jérôme Cahuzac. *Jene suis pas là en fonction d'une trajectoire, ni pour m'incruster, mais pour faire.* »

Valls se revendiquait « premier flic de France », pas sûr que son successeur fasse entendre la même musique, lui qui voit d'abord ce

ÉCONOME DE SES PAROLES, IL NE DEVRAIT PAS DE SITÔT MONTRER SA BOBINE DANS UNE ÉMISSION PEOPLE, ÇA NE ÇADRerait PAS AVEC SA RIGUEUR « MENDÉSISTE ».



denis allard / réa

ministère comme « celui de la République et de ses valeurs ». Valls jouait du menton, Cazeneuve s'assume en « patron des forces de l'ordre », mais assure que l'on peut être « extrêmement ferme dans le calme et la maîtrise ». Valls était narcissique, lui est plus timide, évoquant la « dimension sacerdotale » de l'exercice. Valls rêvait de Clemenceau, lui évoque Gambetta, « qui a exercé la fonction de ministre de l'Intérieur peu de temps, mais avec une passion républicaine ». Valls partage sa vie avec une violoniste, lui avec une éditrice de livres pour la jeunesse, qui devrait venir vivre à ses côtés Place Beauvau, parce qu'il a l'intention d'investir les lieux « à 150 % »...

Au menu, « une réforme territoriale ample qui ne doit pas apparaître comme un désengagement de l'Etat », martèle-t-il. Quand on lui fait remarquer qu'il est un peu novice en matière de képis, il répond qu'il apprend vite et rappelle qu'il a été maire d'une grande ville, Cherbourg, dans la Manche, conquise à la demande de son parrain au PS, Laurent Fabius, grand féodal de la Normandie. Sera-t-il plutôt flics, comme le fut Sarkozy ? Ou plutôt gendarmes, comme Valls a parfois été soupçonné de l'être ? « Choisir entre les deux,

c'est rendre impossible le travail des uns avec les autres, tranche-t-il, sentant le piège. *Les Français ne demandent pas au ministre de choisir, mais d'assurer la sécurité pour tous sur le territoire. Ils attendent de notre part des résultats.* » Ceux de ses prédécesseurs qui ont compris qu'il y avait une part d'affect dans la relation avec les troupes s'en sont mieux sortis que les autres, mais Cazeneuve n'est pas du genre à taper sur le ventre de ses interlocuteurs. Peu de risques qu'il se laisse aller à de petits arrangements avec tel ou tel syndicat, lui qui dit « préférer un conflit assumé à un mauvais mensonge ». Il n'en affiche pas moins le désir de « soutenir les fonctionnaires qui s'exposent », qu'il appellera personnellement si le besoin s'en fait sentir, et de combattre « les petites haines, les dérapages verbaux, les pulsions [antiflics] qui s'expriment sur la Toile ».

« Insubmersible, méticuleux et cérébral », selon les mots de Jean-Jacques Urvoas, qui lui a dressé la liste des hommes qui comptent dans son nouveau périmètre, le parachuté sait tenir sa langue, si l'on en croit le surnom que lui ont donné ses collaborateurs, « la Tombe » : placer un micro ou un espion dans sa

BERNARD CAZENEUVE
L'ancien ministre délégué au Budget, n'a-t-il été que le troisième choix de l'Elysée et de Matignon pour la Place Beauvau ? Il s'en défend.

voiture ne serait pas utile, hormis, dit-il, pour confirmer qu'il est « *petit et chauve* ». Ce n'est pas forcément une mauvaise chose quand on est le chef de la police, mais cela peut devenir un handicap quand on voit que le job de ministre de l'Intérieur, aujourd'hui, c'est moitié bâton, moitié com. En interne comme en externe, surtout dans une période où l'opposition ne cesse de se gargariser des chiffres de la délinquance, en hausse. Comment répliquera-t-il ? « *On a pris dans le passé des libertés avec les statistiques, dit-il. Je veux des grilles d'analyse incontestables pour que le Parlement et la presse puissent mesurer le décalage entre les objectifs qu'on s'assigne et les résultats. S'ils sont mauvais, il faut le dire.* »

FAIRE PASSER LES CONSIGNES

Ce ministre économe de ses paroles ne devrait pas de sitôt montrer sa bobine dans une émission people, cela cadrerait mal avec la rigueur « mendésiste » qu'il revendique et avec le ton de ses premiers communiqués, comme celui qui annonçait l'expulsion vers l'Algérie d'un recruteur de volontaires pour la Syrie : « *Cette expulsion, à laquelle il a été procédé sans délai, souligne la pertinence et l'efficacité des mesures décidées par le gouvernement. Elles seront appliquées avec une totale fermeté.* » A peu près le ton avec lequel il a annoncé, de Marseille, que les présumés violeurs du Quai des Orfèvres pouvaient craindre pour leur matricule. Ou celui qu'il a employé pour exiger des gendarmes qu'ils en rabattent quant à leurs prétentions sur le front du renseignement, où ils s'apprêtaient à commettre un doublon de plus. Il lui reste le plus dur à faire : contrôler toutes les courroies de transmission afin que ses consignes descendent vraiment jusqu'à la salle des machines, ce que Valls n'a pas complètement réussi à faire en vingt-deux mois, tant les prédécesseurs (sarkozystes) avaient verrouillé leur empire. Pas simple pour quelqu'un dont le carnet d'adresses compte encore peu de représentants des forces de l'ordre... ■

Amnésie chez les Copé "boys"

Guy Alves et Bastien Millot se connaissent depuis vingt ans : ils ont travaillé à la mairie de Meaux, puis dans trois ministères, pour Jean-François Copé. En 2008, ils fondent l'agence de com Bygmalion, qui prospère vite grâce à l'UMP. Grâce aussi à France Télévisions, où Millot s'était fait embaucher trois ans plus tôt. Deux vieux associés, en politique et en affaires, qui n'ont aucun secret l'un pour l'autre ? Pas du tout ! Interrogés par le juge Van Ruymbeke, qui piste les contrats signés par Bygmalion, sans appels d'offres, avec la télé publique, Alves assure que ces prestations étaient gérées par le seul Millot. La boîte a palpé plus de 1 million d'euros d'argent public, et son président ignorait la nature des contrats ? Cocasse. Millot, lui, a oublié le nom de la banque dans laquelle Alves bossait précédemment. Il s'agit de Centuria Capital, un établissement présidé par Emmanuel Limido qui a injecté, via le Luxembourg, 1,6 million d'euros... dans Bygmalion ! Nos deux amnésiques n'ont pas convaincu le juge : l'agence, en tant que personne morale, et Millot ont été mis en examen pour « recel de favoritisme ». ■ **ARNAUD BOUILLIN**



JEAN-FRANÇOIS COPÉ avec Bastien Millot et Guy Alves. Ils ont la mémoire qui flanche...

ATOMIQUE

AREVA : FRIC, DÉTECTIVES ET MINES D'URANIUM

Montré du doigt dans une affaire qui a coûté cher au groupe français, Olivier Fric accuse Sébastien de Montessus, un cadre d'Areva, de l'avoir fait espionner.

Un procès à tiroirs s'ouvre ce vendredi devant le tribunal correctionnel de Paris. Olivier Fric, consultant dans l'énergie et mari de l'ex-patronne d'Areva, Anne Lauvergeon, accuse l'un des anciens responsables du groupe public, Sébastien de Montessus, d'avoir mis des détectives privés à ses basques et épluché ses fadettes. Une immixtion que son avocat, Jean-Pierre Versini-Campinchi, juge aussi « *illicite qu'arbitraire* », au point de traîner l'ancien cadre d'Areva en justice et de lui réclamer 300 000 € au titre de son préjudice professionnel. Montessus, défendu par M^e Patrick Maisonneuve, reconnaît avoir commandité une enquête. Mais, s'il a mis une officine suisse sur le dos d'Olivier Fric, c'est qu'on lui a assuré que ce dernier avait recommandé Daniel Wouters, un financier franco-belge, pour mener à bien en 2007 le rachat par Areva d'une société canadienne, UraMin.

UN FIASCO SUSPECT

Une opération qui s'est terminée par une acquisition à prix d'or (1,8 milliard d'euros) de mines d'uranium qui se sont révélées bien moins riches et faciles à exploiter que prévu... Bref, un fiasco que les adversaires d'Anne Lauvergeon imputent à du copinage. Dans un prérapport publié mardi 13 mai par *les Echos*, la Cour des comptes estime que « *le directoire et les services d'Areva n'ont pas présenté le projet de façon objective au conseil de surveillance* ». Conséquence : Luc Oursel, qui a succédé à Anne Lauvergeon à la présidence d'Areva en juin 2011 et qui siégeait au directoire au moment des faits, a dû déprécier les



OLIVIER FRIC ET ANNE LAUVERGEON L'époux de l'ancienne PDG d'Areva aurait été surveillé par une officine suisse de détectives.

comptes de l'entreprise d'une somme quasi équivalente ! Une affaire « *grave* », appuie la cour, même si « *les fautes sont difficiles à cerner* ». Pour « Atomic Anne », l'histoire autour du rôle joué par Daniel Wouters n'est qu'un écran de fumée. Le parquet financier semble, lui, y voir une piste, tout en scrutant le rôle d'un autre « facilitateur », Patrick Balkany, fidèle s'il en est de la Sarkozie, et très actif, à l'époque, en marge des contrats d'Areva. ■

FRÉDÉRIC PLOQUIN

IL A OSÉ LE DIRE

« Nous devons faire baisser cette pression fiscale. »



Manuel Valls, le 11 mai, au journal télévisé de TF1. A entendre le Premier ministre, la « *pression fiscale* » ressemble à la pression atmosphérique, un phénomène physico-chimique sur lequel aucun politique n'a vraiment prise,

si ce n'est en bidouillant le baromètre - en l'occurrence, le barème de l'impôt sur le revenu, gelé par la droite puis la gauche, et dont Manuel Valls a promis l'aménagement pour alléger la douloureuse de 650 000 ménages.

COMMISSION EUROPÉENNE

Lamy : le troisième homme

Malgré ses démentis, Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, est bien en campagne pour le poste de président de la Commission européenne. Ce « socialiste », qui dirigeait le cabinet de Jacques Delors à Bruxelles dans les années 80, a multiplié ces derniers mois les sorties médiatiques en France et les rencontres dans les pays européens. Officiellement, il soutient la candidature du social-démocrate allemand Martin Schulz contre le démocrate-chrétien luxembourgeois Jean-Claude Juncker. Mais, en coulisses, Lamy a fait savoir à certains Etats qu'il était disponible. Il a déjà reçu le soutien discret du Royaume-Uni et des Pays-Bas, qui voient d'un bon œil ce troisième homme, adepte des petits boulots « pas forcément payés au Smic ». Et celui, public, de Jacques Delors. En octobre dernier, l'ancien président de la Commission a indiqué à la RTBF sa préférence : « On va m'accuser de favoritisme, mais le meilleur candidat serait Pascal Lamy. » Problème : Pierre Moscovici (lire ci-contre) souhaite ardemment devenir commissaire européen. Or, il ne peut y avoir qu'un Français, président ou commissaire, dans l'exécutif de l'Union. La guerre des clones ne fait que commencer... ■ MARC ENDEWELD

TRAIT POUR TRAIT

SONDAGES : HOLLANDE CHUTE TOUJOURS



LE DESSOUS DES CARTES

PIERRE MOSCOVICI ET L'AVERTISSEMENT AU PRÉSIDENT

L'ex-ministre des Finances qui vise le poste de commissaire européen négocie âprement pour obtenir le soutien de Hollande.



xavier de torres / maxppp

Je ne suis pas affaibli ! » Pierre Moscovici veut faire *bella figura*, après son éviction du gouvernement. Un départ rendu inévitable par l'accord passé entre Manuel Valls et Arnaud Montebourg, et par une communication qu'il reconnaît avoir été « de merde ». La faute, selon lui, à une situation économique mauvaise dont on ne pouvait que lui attribuer la responsabilité, et à un travail de sape de plusieurs de ses ennemis de l'intérieur, dont Aquilino Morelle, l'ancien conseiller de Hollande aujourd'hui en disgrâce. « Ce proche de Montebourg a contribué à nous scier avec Vincent Peillon, poursuit Moscovici, nous qui avons soutenu Hollande lors de la primaire et qui sommes les seuls à avoir payé l'addition d'une rupture avec les Français. » Avertissement, donc, au président : « Il ne fera pas la maille avec les seuls hollandais historiques. S'il ne s'appuie pas sur nous, sur nos réseaux, ce sera la défaite assurée. » Avertissement entendu pour l'instant... Le président a pris soin de

recevoir son ancien directeur de campagne, de lui parler longuement et de l'assurer de son soutien pour le poste de commissaire européen. Soutien confirmé par Manuel Valls qui lui a confié une mission sur l'Europe.

LA TOURNÉE DES 27

Exit Elisabeth Guigou, présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée, qui guignait le job avec l'appui de Laurent Fabius, appelé aujourd'hui à se montrer plus discret. Des mois de campagne dans les capitales européennes attendent Moscovici, qui devrait donc bénéficier du renfort logistique de l'Élysée. Mais gare s'il y avait du mou : « Notre relation de plus de trente ans, avec Hollande, ne peut qu'avoir été affectée par mon départ du gouvernement. Il faut qu'elle se reconstruise sur le fond. » Ne jamais oublier : si leur carapace peut paraître épaisse, les animaux politiques sont hypersensibles. Une simple coupure de presse les fait saigner... ■ NICOLAS DOMENACH

MIEUX VAUT EN RIRE !

BONNET D'ÂNE

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tout le monde attend avec impatience une définition de ce fameux développement durable que les écologistes tiennent pour la seule voie de sortie de crise. Bernard Arnault, président de LVMH, a trouvé la réponse. N'étant pas certain qu'on utilisera encore le smartphone dans vingt ans, il affirme : « Je peux vous garantir que, dans vingt ans, ils boiront toujours du dom pérignon. » Il est certain que le développement du luxe n'est pas en péril quand tant de gens s'enrichissent durablement. ■

GRÂCE DIVINE

Selon le chef de Boko Haram, les lycéennes enlevées et séquestrées par ses hommes « ont été converties à l'islam ». S'agissant de femmes, on ne peut dire qu'elles « se sont converties », ce qui les supposerait responsables de leurs actes. Il faut donc les convertir et, bien sûr, les voiler. ■

L'un chante, l'autre pas

En prenant la défense de Christiane Taubira, qui n'a pas entonné la Marseillaise lors des commémorations de l'abolition de l'esclavage, Benoît Hamon, ministre de l'Education nationale, précise qu'il chante systématiquement l'hymne national dans les stades, mais qu'il adopte plutôt une attitude de recueillement lors des cérémonies officielles. Dans les stades, il est vrai, personne ne remarque que le ministre chante faux. ■

Les déchets

Mauvaise surprise pour Manuel Valls : les éboueurs ne peuvent accepter ni le gel des salaires ni le recul de l'âge de la retraite, sans reconnaissance de la pénibilité de leur métier. Ils ont donc entamé une grève nationale. L'austérité va provoquer l'accumulation des déchets. ■

Sécurité routière

François Hollande a fait savoir qu'il allait plancher sur une réforme du permis de conduire. Pour un président qui a déjà beaucoup œuvré en faveur du port du casque, c'est logique. ■

CHARIA À LA SAOUDIENNE

Raëf Badaoui a été condamné à 1 000 coups de fouet en Arabie saoudite. Son crime ? Il a critiqué la police religieuse et certaines fatwas d'oulémas. S'il survit, il devra purger une peine de dix ans de prison et payer une amende de 190 000 €. A Riyad, on ne badine pas avec la charia. ■

POMPIER : LE MÉTIER LE PLUS POPULAIRE POUR LES FRANÇAIS

J'AI CHANGÉ MON CASQUE POUR FAIRE REMONTER MA CÔTE DE POPULARITÉ



LASSERRE

LA BOMBE POUR TOUS

Le président iranien Hassan Rohani assène : « L'Iran n'acceptera pas l'apartheid nucléaire. » L'expression est d'autant plus saugrenue que les bombes et leurs radiations ignorent les différences. ■

L'opération croissants

Un cadre du PS en colère a confié au Parisien à propos du plan com de François Hollande : « Quand tu t'es fait virer de chez toi, tu ne te pointes pas au petit déjeuner avec des croissants. » Encore moins sans croissants. ■

Vrais et faux scrutins

François Hollande a dénoncé les fausses consultations électorales organisées dans l'est de l'Ukraine pour désavouer le gouvernement de Kiev. La France, au moins, est une démocratie où le gouvernement est désavoué par de vraies consultations. Même si la participation aux vraies élections européennes risque d'être inférieure à celle enregistrée lors des faux scrutins d'Ukraine. ■

NOUVEAU NOM

Alain Juppé a salué la présence des pays baltes dans l'Union européenne, mais aussi, et c'est plus surprenant, dans l'Otan. On en déduira donc que le nouveau nom de la défense européenne, c'est Otan. Quand le général de Gaulle va apprendre la nouvelle, il va encore se retourner dans sa tombe. ■

STAR LIBÉRALE

Un sondage Ifop-l'Opinion a posé la question suivante : « *Qui incarne le mieux les idées libérales ?* » Nicolas Sarkozy arrive en tête (43 %) devant Manuel Valls (26 %). C'est assez injuste pour François Hollande, qui n'arrive qu'en dixième position (10 %).

Vu ses efforts en la matière, il méritait mieux. ■

Maladie d'Alzheimer

Emilio Fede, un ami de Silvio Berlusconi, ne doute pas de l'effet positif du passage de l'ex-Cavalière auprès de malades d'Alzheimer. « *Il a étudié à fond la maladie d'Alzheimer* », assure Fede. Sans compter que Berlusconi a lui-même fait l'expérience des trous de mémoire par le passé. ■

L'art du titrage

Titre du *Monde* sur une pleine page : « *La Grèce va mieux, les Grecs ne le savent pas encore* ». Suit un article qui prouve exactement le contraire. On y découvre les plaies béantes d'un pays où le chômage, qui représentait 7,6 % de la population active en 2008, atteint aujourd'hui 27,3 % et frappe même 57 % des jeunes. Faire dire à un article le contraire de ce qu'il dit, c'est tout un art. ■

UN CLUB RESTREINT

Liêm Hoang-Ngoc, eurodéputé socialiste, et Philippe Marlière, professeur d'économie politique au London University College, ont décidé de fonder le Club des socialistes affligés - par l'incapacité du PS à rompre avec la politique de la droite. Malheureusement, ces socialistes affligés sont nettement moins nombreux que les socialistes affligeants. ■

L'esclavage, c'est pas fini !

MÊME MORT, MICHAEL JACKSON CONTINUE DE BOSSER !



Reconnaissance du ventre

Pierre Moscovici, évincé du ministère de l'Économie, pourrait porter le chapeau de l'échec du gouvernement Ayrault. Pour lui éviter cette délicate posture, le gouvernement l'a nommé « *parlementaire en mission* » auprès de son ancien ministère. Sitôt en fonction, Mosco s'est félicité du discours de Manuel Valls promettant d'atténuer la pression fiscale. Féliciter un Premier ministre qui vient de vous confier une mission, c'est quand même la moindre des choses. ■

Salauds de pauvres !

La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, est intervenue pour faire retirer la pub géante installée sur un hôtel particulier classé monument historique et actuellement en travaux, place des Vosges, à Paris. Un particulier habitant sur place s'était ému de la présence d'un smartphone géant qui « *dénaturait complètement* » ce lieu où le prix de l'immobilier est l'un des plus élevés de Paris. Autant réserver ce genre d'initiative aux quartiers où s'entassent les pauvres. ■

L'ARGUMENT QUI TUE

Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, reproche au FN de faire une campagne européenne négative pour engranger le vote protestataire. Ce n'est pas faux. Et le secrétaire d'État assène : « *Le FN ne présente même pas de candidat potentiel à la présidence de l'Union européenne...* » Dommage, on aurait pu se faire peur, si, comme les socialistes, les extrêmes droites européennes se rassemblaient autour d'un Allemand ! ■

MIEUX VAUT EN RIRE !

BIENVENUE

Réaction du député vert Christophe Cavard au retour de Cécile Duflot à l'Assemblée nationale après son départ du gouvernement : « *Je lui demande de jouer collectif plutôt que le collectif joue pour elle.* » Chez les écolos, l'amitié relève du développement durable. ■

Occident : 10-Poutine : 2

Dans une carte, *le Monde* rappelle que depuis 1989, date de la chute du mur de Berlin, il y a eu 10 interventions occidentales sur la planète, contre seulement deux pour la Russie. Poutine a encore du chemin à faire pour rattraper son retard. ■

UKRAÏNE : L'EUROPE SE PRÉPARE AU PIRE



Capacité d'adaptation

Stéphane Sitbon-Gomez, bras droit de Cécile Duflot, a confié au *Monde* : « *Cécile n'a jamais caché son hostilité à la politique d'austérité et de rigueur.* » Rester deux ans dans un gouvernement avec lequel on est en désaccord, c'est le signe d'une capacité d'adaptation qui peut mener loin. ■

LA BOULETTE DE LA SEMAINE

COURS DE CONDUITE

Un confident du président a expliqué au *Monde* la nouvelle stratégie de François Hollande avec l'arrivée de Manuel Valls : « *Jusqu'ici, on a fait du rallye avec une voiture d'auto-école. Ce qui est assez risqué dans les virages : avec deux pédales, il y en a un qui freine et l'autre qui accélère. La logique voudrait que l'Elysée prenne du recul. Valls doit jouer l'énergie et le président, l'écoute des Français.* » Il aura donc fallu deux ans de présence à l'Elysée pour que François Hollande découvre que la pédale de frein n'avait pas la même fonction que celle de l'accélérateur. Avec un peu de chance, il va s'apercevoir qu'il y a aussi un volant pour changer de direction. ■

ET RIBÉRY ?

Un député PS a eu cette comparaison : « *On avait plus de chances de gagner la Coupe du monde en 2010 avec Raymond Domenech que d'être au second tour à la prochaine présidentielle avec Hollande.* » Et qui joue le rôle de Ribéry dans l'équipe gouvernementale ? ■

CHAMBRE D'HÔTE

Selon un visiteur de l'Elysée, le grand retournement promis par François Hollande peut se résumer ainsi : « *Faire mieux connaître la personnalité du président, entre empathie, sens de l'humour et l'écoute des Français.* » Il ne reste plus qu'à transformer le palais présidentiel en chambres d'hôtes et le quinquennat sera réussi. ■

A l'heure

Julien Dray, conseiller régional PS d'Ile-de-France, connu pour son goût des montres anciennes, va devenir chroniqueur horloger pour le magazine *Lui*. Le trotskisme mène à tout à condition d'être à l'heure. ■

BONNE JOURNÉE

Après la visite de François Hollande à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), un de ses conseillers a fait circuler ce message à destination du bon peuple : « *Le président a passé une bonne journée.* » C'est l'essentiel, car la santé du monarque, depuis l'Ancien Régime, est le souci premier. ■

Euro-enthousiaste

Dans une interview euro-enthousiaste au *Monde*, l'ancien Premier ministre UMP et maire de Bordeaux Alain Juppé, que l'on sent droit dans ses bottes de prétendant à un destin national, explique que la fin de l'euro aurait « des conséquences catastrophiques ». Apprécions donc la quiétude douce régnant dans une zone euro régie par le plein-emploi, la croissance forte et l'absence totale de toute incertitude pour l'avenir des peuples concernés. ■

Le retour d'une vieille connaissance

Lors de son voyage aux Etats-Unis, Nicolas Sarkozy a fait cette confidence : « Si Hollande se baladait dans la rue, on ne le reconnaîtrait pas. » Ce n'est évidemment pas comme celui qui l'a précédé : on le connaît tellement qu'on préfère ne plus le croiser. ■



M. Meubles

L'ex-Premier ministre Jean-Marc Ayrault est redevenu député. Il a retrouvé son bureau à l'Assemblée nationale, entre-temps occupé par Bruno Le Roux, qui lui a succédé à la présidence du groupe PS, mais vide. Pendant que Jean-Marc Ayrault est parti en quête de meubles, d'anciens collègues du gouvernement sont à la recherche, eux, de placards, dorés si possible. ■

JOUR CHÔMÉ

L'ex-président de la République Valéry Giscard d'Estaing estime que la journée du 8 mai ne devrait pas être chômée. Depuis le temps, VGE devrait peut-être songer, pour sa part, à arrêter le travail. ■

Le pouvoir des urnes

Selon Nathalie Arthaud, ex-candidate à la présidentielle et tête de liste Lutte ouvrière pour les européennes, « ce n'est pas par les élections que les choses changent ». Pour son parti, il est vrai que d'élection en élection, rien ne change, les scores ne décollent pas. ■

ÇA M'ÉNERVE !

Par Guy Konopnicki

LE DON PÉNIBLE

Les plébiscites organisés par les séparatistes dans l'est de l'Ukraine méritent bien d'être déclarés illégaux par le président de la République française. Assurément, ces scrutins se déroulent hors de tout contrôle, dans un climat empoisonné. Sans nul doute, Vladimir Poutine s'amuse comme un fou en se gardant de reconnaître une république du Donbass sans se priver de menacer Kiev et d'armer ses opposants. Un vote dans ces conditions ne saurait être reconnu comme un vote. Donc nous condamnons ce simulacre de référendum, au nom de l'Europe, continent de démocratie qui s'étend de l'Atlantique à la dernière maison de la ville de Przemyśl, faute d'atteindre l'Oural ou même l'extrémité des Carpates. Il n'y a donc pas eu de référendum du Donbass, même si *le Monde*, peu suspect de russophilie poutinienne, affirme que ce fut un succès populaire en dépit des fraudes. On l'aura compris, ce référendum nullement légitime a tout de même attiré les électeurs. On comprend la colère de François Hollande ! En France, nous organisons des élections légitimes, qu'aucun pays ni aucun organisme international ne songerait à contester, mais, contrairement aux scrutins illégitimes des autorités fantoches du Donbass, nos élections légitimes attirent de moins en moins d'électeurs. Nos maires sont élus en dépit d'une abstention qui frise les 40 % et sans tenir compte des quelques millions de citoyens majeurs qui ne jugent pas utile de s'inscrire sur les listes électorales.

Nos maires n'ont pas à se prononcer sur le Donbass, même quand ils héritent de vieux jumelages autour de Donetsk, vestiges du communisme au même titre que la ville minière de Thorez, ainsi nommée en l'honneur de Thorez, notre fils du peuple. En revanche, les députés du Parlement européen que nous élirons le 25 mai auront toute légitimité pour juger de ces simulacres de scrutins organisés aux portes de l'Union européenne. Lors de la précédente élection, en 2009, les eurodéputés français se partageaient les suffrages de 40 % des citoyens inscrits sur les listes. Ce scrutin n'a rien d'illégitime, mais les électeurs, dans une large majorité, ne jugent pas utile de participer. Il faut bien admettre, à leur décharge, que certains eurodéputés, élus par une minorité, se rangent à l'avis majoritaire en ne participant pas ou peu aux sessions du Parlement. L'abstention progressant, les eurodéputés français de 2014 seront élus par un peu plus du tiers des inscrits. Ce qui leur donnera une légitimité pour protester contre les scrutins illégitimes du bout de l'Europe ! ■

NIGERIA

La secte islamiste qui a enlevé plus de 200 adolescentes s'est lancée dans une sanglante spirale de violences. **Sa haine de l'Occident mêlée à un fondamentalisme aveugle**

COMMENT BOKO HARAM IMPOS

en fait un groupe redoutable, dont l'émergence vient d'un malaise profond parmi des populations laissées pour compte face aux élites corrompues du pays. Enquête.

PAR PATRICIA HUON

ABUBAKAR SHEKAU, le chef de Boko Haram, revendique l'enlèvement de 200 adolescentes dans l'école de Chibok, un village du nord-est du Nigeria.

Plus de 200 adolescentes ont été enlevées par un groupe islamiste qui menace d'en faire des esclaves sexuelles, et le monde ouvre les yeux sur une insurrection qui terrorise le nord du Nigeria depuis des années. D'abord passé presque inaperçu, le rapt a entraîné une mobilisation qui s'est vite transformée en phénomène planétaire par le biais des réseaux sociaux. Le hashtag #BringBackOurGirls (« Rendez-nous nos filles ») a été retweeté 2 millions de fois, et, aux quatre coins du monde, des personnalités se font prendre en photo avec

capture vidéo afp



L'ITINÉRAIRE MEURTRIER D'UNE SECTE

2002. Mohammed Yusuf fonde Boko Haram.

Il établit un centre religieux à Maiduguri, qui comprend une mosquée et une école coranique, où il prêche une version radicale de l'islam.

Décembre 2003. Boko Haram lance ses premières offensives contre les forces de sécurité.

Juillet 2009. Boko Haram est violemment réprimé par l'armée nigériane. Plus de 800 membres de la secte sont tués, dont Mohammed Yusuf.

Décembre 2010. Une série d'attaques dans les villes de Jos (centre du pays) et Maiduguri font 86 morts.

Août 2011. Attentat-suicide contre le siège de l'ONU dans la capitale, Abuja. Bilan : 23 morts.
Décembre 2011. Une bombe dans une église catholique d'Abuja fait 45 victimes.

Janvier 2012. Boko Haram attaque Kano, la grande métropole du nord du pays. Huit assauts sont lancés contre des postes de police et des bâtiments de l'Etat. Voitures piégées et tueurs déguisés en policiers font plus de 180 morts.

Février 2013. L'organisation revendique l'enlèvement d'une famille française, les Moulin-Fournier, au Cameroun, avant de les relâcher deux mois plus tard.

14 mai 2013. Instauration de l'état d'urgence dans trois Etats du Nord.

14 avril 2014. Attentat à la bombe dans la gare routière d'Abuja : 75 morts.

Nuit du 14 au 15 avril 2014. Rapt de 276 jeunes filles dans un lycée de Chibok, dans le Nord-Est, 53 d'entre elles seraient parvenues à s'échapper.

1^{er} mai 2014. Attentat à la bombe dans la gare routière d'Abuja : 19 morts et 80 blessés.

E SA FOLIE

une pancarte réclamant la libération des lycéennes. L'attaque mi-avril contre l'école de Chibok, un village situé dans le nord-est du Nigeria, a choqué l'opinion internationale. Des mères désespérées qui implorent le gouvernement de retrouver leurs filles, une vidéo glaçante où le chef de la secte islamiste Boko Haram, en tenue militaire et kalachnikov en bandoulière, revendique le rapt des adolescentes et révèle son intention de les « vendre sur le marché », l'histoire a tous les éléments pour horrifier. Mais Boko Haram, qui en langue haoussa signifie « L'éducation occidentale est sacrilège », n'est pas un phénomène nouveau.

Cette mouvance islamiste est apparue en 2002 dans l'Etat de Borno, l'un des plus pauvres du Nigeria. Ses membres prêchent le rejet de tout ce qui touche à la culture occidentale et réclament la mise en place d'un Etat islamique, régi par la charia. La nostalgie du jihad qui avait mené à l'instauration du califat de Sokoto – qui s'étendait dans le nord du Nigeria et sur une partie du Niger et du Cameroun – au XIX^e siècle est toujours dans les mémoires. S'opposant au gouvernement laïc, qu'ils accusent de corruption, les insurgés lancent des attaques contre des installations policières et militaires. En 2009, un violent conflit avec ➤

➤ les autorités éclate et débouche sur une hécatombe : des centaines de membres de la secte sont tués, dont son charismatique fondateur, Mohammed Yusuf, abattu alors qu'il était en garde à vue.

« Le gouvernement nigérian a pensé être venu à bout de Boko Haram, mais le mouvement s'est reformé et radicalisé », explique David Zounmenou, chercheur à l'Institut d'études de sécurité de Pretoria. Attentats-suicides, attaques contre les symboles de l'Etat ou les lieux de culte chrétiens se multiplient et deviennent de plus en plus organisés. « Les bâtiments publics ont alors été mieux protégés, surtout depuis l'attaque du siège des Nations unies en 2011, à Abuja, dit David Zounmenou. Boko Haram s'est donc tourné vers des cibles plus vulnérables, comme des villages isolés, des écoles... »

SOIF DE REVANCHE

S'il est impossible de nier la dimension religieuse de Boko Haram, il serait simpliste de réduire le mouvement à une guerre sainte. Son émergence est le symptôme d'un malaise plus profond. « L'insurrection est née d'une contestation face à un gouvernement corrompu. Les dirigeants se remplissent les poches, mais il n'y a pas de développement, et les jeunes ne voient aucun avenir », dit Sule Bello, professeur à l'université de Kano. Le Nigeria, géant économique africain, est le premier producteur de pétrole du continent. Mais les revenus ont été mal redistribués par l'Etat fédéral et le nord du pays souffre clairement d'un manque d'infrastructures. Selon un récent rapport d'International Crisis Group, « la plupart des Nigériens sont plus pauvres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient lors de l'accession à l'indépendance, en 1960, victimes de la malédiction des ressources naturelles et de la corruption endémique ».

La pauvreté et la frustration des populations du Nord garantissent à Boko Haram un afflux constant de nouvelles recrues. Des analystes mettent aussi en avant les liens entre le fondateur de la secte, Moham-

« LA PLUPART DES NIGÉRIENS SONT PLUS PAUVRES AUJOURD'HUI QU'ILS NE L'ÉTAIENT LORS DE L'INDÉPENDANCE EN 1960. »

med Yusuf, et l'ancien gouverneur de l'Etat de Borno, où est né Boko Haram. Le politicien aurait utilisé les hommes de Mohammed Yusuf pour l'appuyer dans sa campagne électorale en 2007. Une fois élu, il se serait retourné contre ces miliciens devenus encombrants qui, à leur tour, s'en sont alors pris aux symboles du pouvoir. « Il y a eu des soutiens de la part de politiciens locaux, mais ils ont perdu le contrôle de la situation, constate Sule Bello. Les insurgés ont dû trouver d'autres sources de financement : certaines cellules se sont lancées dans la criminalité, tandis que d'autres se sont rapprochées de groupes islamistes actifs dans la région. »

Selon les Nations unies, Boko Haram aurait des liens avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et certains de ses membres auraient été

formés dans des camps d'entraînement au Mali.

Au début de cette année, le président du Nigeria, Goodluck Jonathan, confiant, avait qualifié Boko Haram de « problème temporaire ». Huit mois auparavant, le gouvernement avait mis un terme à toute négociation et lancé une offensive militaire d'envergure contre les bastions des islamistes, dans le nord du pays.

L'état d'urgence a été déclaré dans trois Etats et un couvre-feu y a été instauré. Les militants ont été poussés hors de leur fief de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno, et se sont réfugiés dans la forêt de Sambisa, une zone reculée et difficilement accessible, située près de la frontière camerounaise. La chasse aveugle aux militants a commencé, tandis que les bombardiers de l'armée de l'air harcelaient les villages suspectés d'en abriter. Une démonstration de force qui devait isoler et anéantir Boko Haram.

Mais la répression sans discernement a attisé la soif de revanche. « Les soldats ne peuvent pas résoudre des décennies de marginalisation, en particulier lorsque l'armée elle-même a été impliquée dans des exactions commises contre les populations civiles », note Ayesha Kaje, chercheuse à l'Institut sud-africain des affaires internationales (Saiia). Selon

2014 EST L'ANNÉE LA PLUS SANGLANTE

Au moins 1 500 personnes ont été tuées dans des dizaines d'attaques. Ici, dans la capitale, Abuja, le 14 avril dernier.



afolabi sotunde / reuters



capture vidéo afp

les informations récoltées par plusieurs ONG internationales, des centaines de personnes suspectées d'appartenir à Boko Haram auraient été exécutées sommairement après l'évasion massive d'une prison, le 14 mars. Les habitants des Etats du nord-est craignent autant la brutalité des forces de l'ordre que celle des terroristes. « Des membres de la famille d'Abubakar Shekau [le chef de Boko Haram et ancien lieutenant de Mohammed Yusuf] ont été spécifiquement visés par les forces de sécurité, dit Ayesha Kajee. Cela a accentué son fanatisme et l'a amené à frapper tous ceux qu'il voyait comme des alliés ou des informateurs du gouvernement. »

AUTORITÉS IMPUISSANTES

Depuis le début de l'insurrection, 2014 est l'année la plus sanglante : au moins 1 500 personnes ont été tuées dans des dizaines d'attaques. Deux attentats successifs dans la capitale, Abuja, ont fait 90 morts, et les islamistes ont massacré au moins 300 personnes à Gamboru Ngala, un village proche de la frontière camerounaise. Tant qu'ils s'attaquaient au pouvoir en place, les fondamentalistes musulmans jouissaient d'une certaine sympathie parmi les laissés-pour-compte du Nord, mais les nombreuses attaques contre les civils ont inversé la tendance. A Maiduguri, des groupes d'autodéfense ont pris les armes, avec la bénédiction des militaires

nigériens et de certaines élites locales. Et Boko Haram a intensifié ses actions de représailles contre les populations locales.

Avec l'enlèvement des lycéennes à Chibok, le message est clair : Boko Haram est toujours bien là, et le gouvernement est loin d'avoir gagné le combat. « Avec ce kidnapping, l'organisation lance un avertissement sévère aux familles qui continuent d'envoyer leurs filles à l'école, jugée immorale, dit Jacob Zenn, expert sur le Nigeria auprès de la James-town Foundation, à Washington. Par ailleurs, cela peut permettre aux islamistes d'obtenir une ran-

LES LYCÉENNES ENLEVÉES

portant hijab et en train de prier, le 12 mai. Ce rapt perpétré le 14 avril est d'abord passé inaperçu. Aujourd'hui, dans le monde entier, on s'en émeut.

çon importante et d'empêcher les bombardements de leurs camps, où pourraient se trouver les otages. » Les islamistes ont aussi démontré qu'ils avaient les ressources et l'organisation nécessaires pour cacher des centaines d'adolescentes, peut-être même de leur faire traverser la frontière en direction du Cameroun ou du Tchad. « Tant qu'il n'y aura pas un contrôle efficace des frontières, la lutte contre Boko Haram est vouée à l'échec », avertit Jacob Zenn. Le fait que les ravisseurs n'aient pas encore été repérés par les militaires prouve que des zones entières échappent au contrôle des autorités.

Cet enlèvement de masse et l'approche de l'élection présidentielle de 2015 mettent sous pression le régime de Goodluck Jonathan, très critiqué pour son incapacité à mettre fin aux menées terroristes.

Le président nigérian a sous-estimé, ou volontairement minimisé, la gravité de la situation. Et la multiplication des attaques reflète l'échec de sa politique sécuritaire. Après l'avoir plusieurs fois rejetée, il s'est résolu à demander l'aide de la communauté internationale. Un aveu d'impuissance. Des experts américains et britanniques sont arrivés au Nigeria pour assister les recherches des jeunes filles enlevées. Mais l'aide extérieure n'est jamais venue à bout du fondamentalisme. Sans une réponse efficace à la marginalisation des populations du nord du Nigeria, Boko Haram est là pour rester. ■

UN ENLÈVEMENT DE MASSE

Dans la nuit du 14 au 15 avril, des hommes armés lancent l'assaut contre un lycée pour jeunes filles de la localité de Chibok, dans l'Etat de Borno. Une quinzaine de soldats gardaient l'école, mais, après plusieurs heures de combats, les militants de Boko Haram, venus en nombre et lourdement armés, prennent le dessus et emmènent 276 étudiantes à bord de camions. Une cinquantaine parviennent à s'échapper, tandis que les autres ont probablement été dispersées en petits groupes. Les autorités nigérianes auraient été informées de l'attaque imminente, mais n'auraient pas réagi. Selon Amnesty International, l'armée n'a pu rassembler les troupes nécessaires pour stopper cette attaque, « à cause des faibles ressources dont elle dispose et de peur d'affronter les groupes armés souvent mieux équipés ». Ces derniers mois, Boko Haram a multiplié les attaques contre des écoles dans la région. Des actes qui ont entraîné la fermeture de dizaines d'établissements scolaires, limitant l'accès à l'éducation, en particulier pour les jeunes filles. ■

ISRAËL

La menace jihadiste se précise

COUP DE PROJO

Al-Qaida et d'autres groupes jihadistes se rapprochent dangereusement d'Israël. Ces groupes qui luttent contre l'armée de Bachar al-Assad du côté syrien du plateau du Golan, une région en partie occupée par Israël, ne cessent de se renforcer sur ce front, alors qu'ils sont plutôt sur la défensive dans les autres régions syriennes. Les forces de Bachar al-Assad ne contrôlent maintenant plus que deux villes du Golan. Et les combattants islamistes font la loi dans le reste de cette région stratégique. A tout moment, selon les militaires israéliens, ces extrémistes bien implantés sur le terrain et aguerris par des mois de guerre civile, peuvent retourner leurs armes contre Israël. Signe des temps : l'armée israélienne a accéléré ses préparatifs pour faire face à un tel scénario catastrophe. Elle a déployé d'importants renforts en hommes et en matériel de surveillance, avec notamment une clôture électronique qui peut résister à des tirs de roquettes et des radars sensibles à tout mouvement humain. ■ J.L.



ronen zivulun / reuters

SUR LE PLATEAU DU GOLAN, face à la Syrie, l'Etat hébreu se prépare au pire.

NO COMMENT

IRAN : LA "FIRST LADY" DANS LA LIGNE DE MIRE

Les ultraconservateurs iraniens ont lancé une offensive sur un nouveau front contre le président Hassan Rohani, dirigeant de la faction religieuse la moins extrémiste, en s'attaquant aux « fêtes luxueuses » qu'organiserait son épouse Sahebeh Arabi, qui apparaît davantage en public que les femmes des précédents chefs d'Etat iraniens, notamment lors de réunions caritatives ou éducatives, mais toujours revêtue d'un long tchador noir. ■

IL LICO

UKRAINE

LES MERCENAIRES DE KIEV

L'hebdo allemand *Bild am Sonntag* a révélé que 400 employés de la société américaine privée Blackwater combattent aux côtés de l'armée ukrainienne contre les séparatistes prorusses autour de l'enclave de Slaviansk. Cette « entreprise » qui se comportait comme une garde prétorienne en Irak a été privée de contrat par l'armée américaine après une fusillade en 2007 ayant causé la mort de 17 civils irakiens.

ITALIE

LE CHANT DU GRILLO

Il monte, monte dans les sondages, Beppe Grillo, et, du coup, ses élus qui pourraient être une force d'appoint au Parlement européen pour des groupes en mal d'influence suscitent bien des convoitises. Ils sont donc courtisés aussi bien par le souverainiste Nigel Farage, patron de l'Ukip, que l'écologiste José Bové. Jadis, Daniel Cohn-Bendit avait traité Grillo de « fou ». Dany, pourquoi tu tousses ?

ALLEMAGNE

LE MAÏS DE MERKEL

La dirigeante allemande, partisane d'une directive européenne promaïs transgénique valable pour toute l'Europe sans exception, change son fusil d'épaule. Courant avril, son parti et le Bundesrat se sont prononcés pour une autonomie de choix des Etats nationaux. Le ministre délégué à la chancellerie a fait savoir que Merkel s'alignerait très probablement sur cette solution. Quatre-vingts pour cent des Allemands seraient opposés aux cultures OGM.

ROUMANIE

LE DÉNI DES CARPATES

Le château de Bran dans la région de Brasov, plus connu grâce au livre de Bram Stoker pour être le château de Dracula, est à vendre. Confisqué par les communistes, le château a été rendu, il y a environ huit mois, à Dominic de Habsbourg, petit-fils de la reine Marie de Roumanie. Ce dernier veut aujourd'hui s'en débarrasser, pour la somme de 60 millions d'euros. L'affaire fait grand bruit en Transylvanie et dans tout le pays. ■



BERLIN, LE 18 NOVEMBRE : manifestation devant le Bundestag pour accorder l'asile à Edward Snowden.

ALLEMAGNE

Snowden, l'effet boule de neige

La commission du Bundestag qui enquête sur les écoutes de la NSA a décidé qu'elle auditionnerait Edward Snowden, criminel aux yeux des Etats-Unis. Reste à savoir si la chose se fera en Allemagne (comme le veut l'opposition verts-gauche radicale), ou par vidéoconférence (comme l'exigent les conservateurs).

La différence n'est pas mince pour l'avenir des « lanceurs d'alerte » et du « monde libre ». Le cas Snowden pose en effet deux problèmes aux Allemands. D'abord, peut-on inviter M. Snowden ou doit-on l'inviter ? Les premières expertises estiment que, l'Américain ayant révélé les écoutes illégales et attaques d'un service étranger contre l'Allemagne, les députés et la justice sont obligés par la loi de l'auditionner directement. Ensuite, si M. Snowden se rendait en Allemagne, devrait-il être immédiatement extradé en vertu des accords existant entre les deux pays, comme l'affirme le gouvernement fédéral ? Ou pourrait-il y séjourner, l'intérêt national primant sur tout autre accord ? La question demeure.

Pour Angela Merkel, en tout cas, tous les moyens sont bons pour bloquer la venue de Snowden et éviter le clash diplomatique avec les Etats-Unis. Berlin vient ainsi de publier un rapport sur la question. Celui-ci intègre l'avis de juristes anglo-saxons, qui estiment que le seul fait d'interroger Snowden rendrait les députés allemands coupables de complot contre la sécurité des Etats-Unis ! ■ T.S.

thomas peter / reuters

GÉOPOLITIQUE

Anne Applebaum part en guerre

Stéphane Hessel avait exhorté les Français à s'indigner contre les inégalités. Outre-Rhin, l'historienne américano-polonaise Anne Applebaum engage aujourd'hui les Allemands à réapprendre à dissuader ! Lauréate du prix Pulitzer 2004 pour ses recherches sur le goulag*, également catapultée dans la liste « des 100 intellectuels les plus influents au monde » de la revue *Foreign Policy*, Mme Applebaum se demande « si les Allemands n'ont pas oublié les leçons du XX^e siècle » face à la Russie de Poutine qui veut « détruire » l'Otan, l'Union européenne et le droit international. Son appel très guerre froide explique ainsi que la diplomatie n'est pas tout. Face à l'URSS, « l'Ostpolitik de Willy Brandt, c'était bien, mais les fusées Pershing américaines, c'était mieux ! » affirme-t-elle en amie de la dissuasion nucléaire. Logiquement, l'appel est publié par *Die Welt*, quotidien du groupe Springer, longtemps fer de lance de l'anticommunisme allemand. Correspondante à Varsovie du *Washington Post* et de *The Economist*, Mme Applebaum est par ailleurs mariée à l'actuel ministre des Affaires étrangères et ancien ministre de la Défense polonais

Radosław Sikorski. Or, la Pologne est aux premières loges de la crise ukrainienne et fait feu de tout bois pour que l'Europe se réarme. ■ **THOMAS SCHNEE**

* Goulag. Une histoire, Folio, 2008.

QUI C'EST, CELLE-LÀ ?

Anne Applebaum veut remettre la dissuasion nucléaire dans l'équation diplomatique.



rex features / rex / sipa

LE DESSOUS DES CARTES

NETANYAHOU AURAIT-IL SABOTÉ LA PAIX ?

Des négociations israélo-palestiniennes menées par Shimon Peres il y a trois ans auraient pu aboutir, si "Bibi" n'était pas intervenu.



SHIMON PERES ET JOHN KERRY

Le secrétaire d'Etat américain met aujourd'hui en garde le gouvernement de Netanyahu contre une possible troisième intifada.

Conclure un traité de paix entre Israéliens et Palestiniens : une mission qui semble décidément impossible sur le papier. Des légions de diplomates s'y sont cassé les dents. Mais, selon Shimon Peres, un tel « miracle » est possible. Il a d'ailleurs failli se produire avant que Benyamin Netanyahu ne lui assène le coup de grâce. Le président israélien vient de révéler qu'il avait mené il y a trois ans des négociations secrètes avec Mahmoud Abbas en Italie, à Londres, puis à Amman avec l'assentiment de Benyamin Netanyahu, le Premier ministre.

Pratiquement tous les dossiers, tels l'avenir des colonies israéliennes en Cisjordanie, les frontières du futur Etat palestinien, les arrangements de sécurité et le sort de la partie arabe de Jérusalem étaient sur le point d'être réglés. « Je devais me rendre en Jordanie, où Mahmoud Abbas m'attendait dans un palais royal pour conclure », raconte Shimon Peres. Mais une

heure avant l'échéance tout a déraillé. « Bibi [Netanyahu] m'a téléphoné pour me demander de tout reporter de quelques jours », se souvient Shimon Peres. Un retard qui a été fatal à toute l'opération. John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, s'est ensuite échiné à relancer un « processus de paix ». Il a effectué en quelques mois une douzaine de tournées dans la région avant de jeter l'éponge. Tirant les leçons de cet échec, John Kerry a lancé un avertissement : si le gouvernement de Netanyahu poursuit la colonisation et tue dans l'œuf toute possibilité de créer un Etat palestinien viable, Israël risque un jour de verser dans « l'apartheid » et d'être confronté à une troisième intifada, que de nombreux commentateurs israéliens estiment quasiment inévitable. Shimon Peres, qui achève son mandat à la fin juillet, pourrait servir d'alternative. Mais il a dépassé les 90 ans. Difficile à cet âge d'incarner l'avenir. ■ **JULIEN LACORIE**

IL A OSÉ LE DIRE

« Soyez cléments ! »



Ordonnant, dimanche 11 mai, 13 nouveaux prêtres, **LE PAPE FRANÇOIS** a souligné la nécessité d'être plus indulgents avec les fidèles. « Ils ont l'impression que l'Eglise leur ferme la porte au nez. Je vous en prie, ne faites pas cela. Soyez cléments », a lancé le pontife, ajoutant : « Ce n'est pas vous qui êtes les maîtres de la doctrine. C'est la doctrine de Dieu. »

alessandro bianchi / reuters

“Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?”

Les trucages d'une bluette identitaire

PAR ÉRIC CONAN ET PÉRICO LÉGASSE

C'est le propre des œuvres de propagande subliminale réussies : parvenir à rassembler un large public et lui faire croire que ce qu'il voit et qui l'inquiète n'est pas la réalité ; que nous voguons au contraire vers des lendemains qui chantent. *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* peut être vu comme l'adaptation cinématographique du fameux rapport Tuot remis l'année dernière à Jean-Marc Ayrault, qui plaidait avec franchise pour les vertus joyeuses du multiculturalisme et proposait de faire le constat de décès de l'ignoble modèle français d'assimilation.

« C'est génial et joyeux parce que tout le monde rit ! » nous explique-t-on benoîtement pour encenser ce film qui « cartonne ». L'on sait pourtant que le rire de dérision est le fonds d'une époque qui pense de plus en plus souvent qu'il « vaut mieux en rire qu'en pleurer » et l'on a appris depuis Dieudonné qu'humour ne rimait pas toujours avec bienveillance. Le malaise que l'on ressent à la vision de *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* vient du ressort principal de son scénario, rythmant tous les gags débités à haute dose : nous sommes tous racistes, et c'est justement pour cela que l'on va bien s'entendre ! Car il y aurait un équilibre des racismes comme il y a un équilibre de la terreur dans la dissuasion nucléaire : la généralisation de l'agressivité déboucherait sur la paix. Pour faire gober cela, le film mobilise les pires clichés maurrassiens au service d'un univers orwellien où tout s'inverse : la haine, c'est l'amour ; le mépris, le respect ; la vérité, le mensonge.

Les personnages de *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* ne sont plus des individus libres mais des poupées ethniques – le « Renoi », le « Feuj », le « Rebeu » et le « Noiche » selon le vocabulaire de Dieudonné qui a modernisé Maurras – présentées comme autant d'emblèmes de tribus, races, cultures et habitus. On nous expose les supposés qualités et défauts de cette typologie humaine « multicultu » par une habile alternance de prétentieuses mais fières affirmations identitaires et des pires clichés racistes dont le film se fait l'exhaustive encyclopédie, pour que ne nous échappent pas ceux qu'on

LE PROPOS CENTRAL DU FILM : LE PROBLÈME VIENT DE LA VIEILLE FRANCE DÉCATIE.

ignorerait encore. Comment, vous ne savez pas ? Les « juifs » sont roublards et savent y faire avec le fric ; les « Chinois » sont fourbes et ont une petite bite ; les « Arabes » sont obligatoirement « muslims » et un peu voleurs ; les « Noirs », bêtes de sexe, sont des grands enfants pas très civilisés et toujours prêts à frapper. Comme par hasard, c'est au détriment de ces derniers que le film en fait un maximum, avec un personnage Banania aussi idiot qu'odieux, à la voix caverneuse et qui roule de gros yeux inquiétants comme Michel Leeb.

N'insistons pas sur la faute morale du procédé consistant à faire flotter l'intégralité d'un scénario sur toute cette boue raciste pour nous intéresser plutôt à la malhonnêteté

foncière de son objectif : inverser la réalité d'aujourd'hui et mépriser ceux qui la subissent. Car la société multiculturelle qui s'impose petit à petit en France ne fonctionne pas aussi bien que le *happy end* (grâce à une bonne biture...) de cette bluette identitaire. Non pas parce que les gens sont racistes, mais parce qu'a été abandonné ce qui fonctionnait, l'intégration par l'assimilation. C'est par le peuple que l'immigration passait et qu'elle s'intégrait ; c'est dans le peuple que cela se passe mal aujourd'hui, parce que c'est lui seul qui est en « confrontation avec les difficultés réelles de la cohabitation », comme disait déjà Pierre Bourdieu il y a plus de vingt ans dans *la Misère du monde*. Depuis, les choses n'ont cessé de se dégrader et les principaux concernés par le multiculturalisme que les élites leur ont imposé de loin le fuient par des comportements d'évitement : le déménagement, car eux n'ont pas les moyens de contourner la carte scolaire ou de vivre dans les beaux quartiers à double digicode.

On parle de plus en plus de « vivre-ensemble » à mesure qu'il décline. Le géographe Christophe Guilluy a dressé la carte de ce séparatisme territorial massif produit par une fracture culturelle grandissante : « La société multiculturelle, c'est une société où l'autre ne devient pas soi. Si l'autre ne devient pas soi, j'ai besoin de savoir combien va être l'autre. La crainte d'être ou de devenir minoritaire est une angoisse identitaire quelle qu'en soit l'origine. » Ces vastes zones périurbaines pavillonnaires bas de gamme devenues les bastions du Front national et ces cités que Gilles Kepel décrit en voie d'islami-



a. borrel

sation rapide sont les deux faces de ce séparatisme culturel qui fracture le peuple. Parce qu'il a été décidé, par les élites, qu'au nom du « droit à la différence » il fallait renoncer à la tradition française de l'assimilation républicaine qui impliquait l'adoption par les nouveaux venus des règles du vivre-ensemble des accueillants tout en laissant une part d'expression des origines culturelles (cuisine, musique, etc.).

D'où le subterfuge grossier du scénario de *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* pour éviter ce réel problème : l'installer ailleurs que là où cela se passe ! Dans un monde irréel de bourgeois, entre la paisible petite cité touristique de Chinon et les confortables lofts de bobos parisiens. Car ils sont tous bourges dans le film de Philippe de Chauveron : l'horrible (et ridicule) Blanc-françouillard-catholique-gaulliste allergique à la diversité de ses quatre gendres est un notaire châtelain et ces derniers sont respectivement banquier, chef d'entreprise, avocat, comédien. Ils parlent français aussi bien que Finkielkraut, sont de grands laïcs très cool et pourraient tous faire la couverture de *GQ*.

Le film vise juste en décidant d'axer son propos sur la question de l'échange matrimonial, essentielle

dans tout processus d'intégration, mais la traite à l'inverse de ce qui se passe dans la réalité, les études démographiques de l'Insee montrant que dans la vraie vie des familles de culture religieuse, les catholiques sont les moins endogames et les plus ouvertes à la diversité... Et, surtout, il doit recourir à un autre subterfuge, aussi énorme que révélateur. Son habile scénario – dont l'objectif est de nous persuader des félicités du passage historique d'une France assimilatrice pratiquant la *fusion des origines* pour produire un seul peuple à une France multiculturelle s'enrichissant de la *diversité des peuples* – est contraint d'évacuer la principale pierre d'achoppement de ce changement de modèle : le statut de la femme. D'où l'absence surprenante du voile dans cette comédie qui se veut exhaustive sur les expressions du multiculturalisme. Mais absence nécessaire, indispensable, car la présence du voile invaliderait le propos central de *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* (le problème vient de la vieille France décatie) puisqu'il est le signe affiché du refus du métissage, comme l'a bien vu Emmanuel Todd qui, comme tout démographe, fait du métissage le critère premier de l'intégration. Il y a vingt ans, il alertait sur cette difficulté particulière de l'islam, notant que son « refus de

ON EST RACISTES, MAIS ÇA VA ALLER...

Philippe de Chauveron joue avec les stéréotypes et les légitime, sur l'air de « nous sommes tous racistes, et c'est pour cela que l'on va bien s'entendre ! » Une fiction qui prend place dans une France bourgeoise et idéalisée, où les gendres sont banquier, comédien, avocat, chef d'entreprise...

l'échange matrimonial » et « l'enfermement de la femme, incompatible avec les traditions françaises » heurterait « l'égalitarisme ouvert des familles du peuple françaises ». Il n'a pas été écouté et ce qu'il redoutait a eu lieu : le taux de mariages mixtes (se réalisant principalement dans les catégories populaires), élevé dans les années 60 et 70, s'est effondré ces trente dernières années à cause du renfermement endogamique d'une immigration récente encouragée à valoriser et préserver sa culture d'origine. On repart se marier au bled.

Comme le dit Francis Terquem, cofondateur de SOS Racisme, avec la satisfaction de celui qui a atteint son objectif, la France passe désormais au « modèle américain », selon lui plus « moderne » que « l'étape de l'assimilation républicaine » honnie par les racistes et les francophobes. C'est là un point de vue qui rejoint celui du film de Philippe de Chauveron, point de vue qui peut se soutenir, se défendre, et pour lequel on a le droit de militer. Mais à deux conditions.

Ne pas imputer au « peuple égalitaire abandonné par ses élites », comme dit Todd, les dégâts de ce changement radical sur lequel il n'a jamais été consulté démocratiquement. Mais que ses dirigeants ont officiellement confirmé sans lui dire il y a dix ans en ratifiant la conception européenne de l'intégration définie par Bruxelles comme le « respect mutuel des différentes cultures et traditions ».

Ne pas diaboliser ceux qui en souffrent et s'en plaignent par un usage devenu réflexe du terme de « raciste » qui a été vidé de son sens exact et qui a de plus en plus pour fonction de réduire au silence ceux qui préféreraient l'ancien melting-pot, puisque sont aujourd'hui traités de « raciste » aussi bien le partisan de la maîtrise des flux migratoires, l'employé qui s'inquiète de ne plus entendre parler français dans son train de banlieue ou l'enseignant défendant la laïcité. Autant de scènes que s'est épargnées *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?*... ■

ILS NE PENSENT PAS (FORCÉMENT)

Manifeste des socialistes affligés

PAR LIÊM HOANG-NGOC ET PHILIPPE MARLIÈRE

hamilton / réa



LIÊM HOANG-NGOC, député au Parlement européen, membre du bureau national du PS.



dr

PHILIPPE MARLIÈRE, professeur à l'University College London, ancien membre du PS.

Trente et un ans après mars 1983, un gouvernement à majorité socialiste opère un second tournant de la rigueur. L'accumulation de la dette publique et l'excès du « coût du travail » rendraient impossible toute autre politique. Tout socialiste « sérieux » serait donc condamné à expliquer à ses concitoyens qu'après la « désinflation compétitive », c'est désormais un « choc de compétitivité » qu'il faut administrer à notre pays. Tel est le nouveau discours officiel que doivent accepter les militants et électeurs socialistes. Ces choix ont fini par désarmer les électeurs de gauche, qui ont manifesté leur profond mécontentement, en s'abstenant massivement lors des élections municipales.

Le tournant de la rigueur de 1983 devait permettre l'avènement d'une Europe progressiste. Il a accouché d'une Europe ordo-libérale, que la France a renoncé à réorienter en 2012, en adoptant un traité budgétaire qui interdit toute politique progressiste et en négociant dans la foulée un budget européen en baisse de 10 % pour 2014-2020, ce qui a tué dans l'œuf la promesse d'un pacte de croissance pour l'Europe.

Le virage de 2014 se matérialise par un plan d'austérité de 50 milliards d'euros au détriment de la croissance, de l'emploi, de la protection sociale, des services publics et du pouvoir d'achat, pour financer un transfert de 1,5 point de PIB (30 milliards) sans contreparties en faveur des profits des entreprises. Or, non seulement l'efficacité des « politiques de l'offre », menées de façon coordonnée par tous les Etats de la zone euro, n'est en aucun cas avérée, mais, surtout,

parti et *a fortiori* aucun congrès n'a délibéré de ce choix fondamental. La V^e République permet au président de la République et à son Premier ministre de l'imposer à la représentation nationale et à tout le pays, au mépris du récent message des urnes. Nombre de militants socialistes ont d'ores et déjà déserté le terrain du combat politique. Les autres constatent amèrement que le choix de l'exécutif risque de mener inexorablement notre camp, défaite électorale après défaite électorale, à un nouveau 21 avril 2002 qui menacera l'existence même de notre parti en 2017. Ils observent que l'aile gauche du PS n'est pas parvenue à ce jour à empêcher la mise en œuvre de cette politique. Ils regrettent que l'espace occupé par le Front de gauche et les écologistes soit parfois le théâtre d'affrontements stériles d'appareils qui n'offrent pas de débouché politique crédible.

Une politique néfaste et démobilisatrice

Socialistes et sociaux-démocrates, nous sommes affligés par l'orientation politique du gouvernement actuel. Nous l'estimons néfaste et démobilisatrice pour les électeurs de gauche qui avaient nettement indiqué vouloir rompre avec le sarkozysme en 2012. Ce choix fragilise le PS et la gauche dans son ensemble. C'est pour préserver l'identité socialiste et transmettre le témoin aux générations futures de militants que nous décidons de créer un club, ayant pour vocation de montrer qu'un programme socialiste est plus que jamais crédible en France et en Europe, et bien plus approprié que les politiques d'austérité pour lutter contre le chômage et les inégalités, ainsi que pour financer la transition écologique. En France, tout comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal, ni les salaires, ni l'Etat social ne sont nos ennemis. Ce qui nous menace, c'est la finance et l'austérité, imposées en Europe par des procédures antidémocratiques.

Ce club est ouvert à toutes et à tous, adhérents du PS ou pas. Il doit regrouper les citoyens actifs, intellectuels, militants associatifs, politiques et syndicaux qui veulent aider la gauche à redevenir une force de proposition et d'action au service de la justice et de l'égalité sociale. Nous n'avons aucun ennemi à gauche et nous entendons, dans un esprit unitaire, mener collectivement la bataille idéologique et politique que la gauche a perdue au cours de ces trente dernières années. Nous travaillerons ainsi en collaboration avec des clubs et *think tanks* européens, eux aussi engagés dans le même combat. Nous entamerons le dialogue avec toutes les forces qui entendent œuvrer à la recomposition de la gauche. Notre objectif sera aussi de fournir les ressources intellectuelles et humaines aux listes de gauche qui se présenteront aux prochaines échéances électorales. ■

CE QUI NOUS MENACE, C'EST LA FINANCE ET L'AUSTÉRITÉ IMPOSÉES EN EUROPE PAR DES PROCÉDURES ANTIDÉMOCRATIQUES.

le PS français avait toujours déclaré vouloir se tenir à distance de la « Troisième voie » promue par Tony Blair et Gerhard Schröder dans les années 90. A l'heure où le Parti socialiste européen (PSE), et notamment, en son sein, le Labour et le SPD, explore désormais la pertinence des « politiques de demande », il est paradoxal que les Français soient les seuls sociaux-démocrates à rester épris de Tina (*there is no alternative*).

Ceux d'entre nous qui sont membres du PS sont d'autant plus atterrés qu'aucune instance de notre

IMMIGRATION : LA LIBERTÉ DE CIRCULATION N'EST PAS LE PROBLÈME MAIS LA SOLUTION !

PAR JEAN ROUSSEAU ET EMMANUEL POILANE

Les politiques migratoires nationales et européennes ne cessent de renforcer un discours « sécuritaire » fondé sur la traque des étrangers et sur leur expulsion, alors même que le coût et les résultats de ces politiques sont d'une profonde indigence.

Les fondements de ces politiques sont atterrants tant ils méconnaissent la réalité des phénomènes migratoires. Comme le montrent les travaux des économistes E.M. Mouhoud, L. Miotti et J. Oudinet, nous n'accueillons pas la misère du monde : relativement peu de migrants sont issus des pays ou des familles les plus pauvres (il faut avoir un capital économique et culturel pour tenter de migrer) et ils sont désormais relativement éduqués. Depuis ces dernières années, la population mondiale née dans un autre pays que celui où elle réside s'est stabilisée entre 2 et 3 %. L'immigration mondiale n'a pas non plus augmenté ces vingt dernières années, seulement 0,6 % de la population mondiale environ a quitté son pays pour s'installer ailleurs.

Malgré l'aberration que constitue la fermeture des frontières, les alternances au pouvoir produisent pourtant des politiques qui se ressemblent, en France comme en Europe où le programme européen

Frontex mène la guerre aux migrants et où la coopération s'exerce de façon privilégiée... dans le domaine du contrôle et de la répression ! Ces orientations, en plus d'être fondées sur la peur, sont coûteuses et inefficaces. La droite et une partie de la gauche s'enferment dans des politiques désastreuses au lieu de bâtir les conditions d'une politique ouverte, à la fois humaine, réaliste et pragmatique.

En effet, en France comme en Europe, nous savons depuis des années que les migrations sont indispensables à nos économies vieillissantes, que les migrants consomment et donc stimulent l'emploi local, qu'ils cotisent davantage qu'ils ne coûtent en prestations sociales (le solde est positif de 4 à 12 milliards d'euros en France, plus du double en Allemagne !). Ils sont aussi bien plus actifs que les autochtones dans la création d'entreprises et l'innovation (les statistiques sur les dépôts de brevets l'attestent).

Face à cet aveuglement, Emmaüs International, la Fondation France Libertés et le mouvement Utopia ont créé l'Organisation pour une citoyenneté universelle autour de deux grands projets : l'appel à une conférence internationale sur la liberté de circulation et d'installation, sous l'égide de l'ONU, et le projet d'un passeport de citoyenneté

universelle. De même que le cycle des conférences sur le climat, malgré ses limites, a permis une prise de conscience planétaire des enjeux environnementaux, un diagnostic commun et partagé sur les migrations devient indispensable pour déconstruire les idées reçues et pour dessiner et mettre en œuvre une autre politique migratoire à l'échelle planétaire. Parallèlement, l'initiative du passeport de citoyenneté universelle, en tant qu'outil politique, s'efforce de bousculer les frontières du droit international et de développer un réseau d'ambassadeurs de la citoyenneté universelle (parmi lesquels l'écrivain Taslima Nasreen, les chanteurs Tiken Jah Fakoly et Akhenaton, l'ancien directeur de l'Unesco Federico Mayor Zaragoza, le photographe Oliviero Toscani, la maire de Lampedusa Giusi Nicolini...).

L'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 dit : « *Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.* » Il est temps de s'en souvenir et de porter ce message pour que nos sociétés européennes choisissent l'humanisme et l'universalisme plutôt que le repli et la xénophobie, la construction d'un monde ouvert aux autres et prospère plutôt que le retour aux heures sombres de notre récente histoire. ■



JEAN ROUSSEAU, président de l'Organisation pour une citoyenneté universelle (OCU) et président d'Emmaüs International.



EMMANUEL POILANE, secrétaire de l'OCU et directeur de la Fondation Danielle-Mitterrand - France Libertés.

ELLE A OSÉ LE DIRE

« Il faut rétablir la mixité. »



« L'avantage de mon ministère, c'est qu'il rassemble des sujets aux interactions évidentes, a précisé **NAJAT VALLAUD-BELKACEM**, ministre en charge des Droits des femmes, de la Ville et de la Jeunesse, qui a annoncé vouloir s'attaquer à la situation des jeunes femmes dans la ville. Ce qui est frappant dans les quartiers, c'est que les espaces publics ont été presque exclusivement investis par les hommes. »

LE MONDE EST FOU

Miséricorde

L'ARCHEVÊCHÉ DE PARIS PROTÈGE UN PRÊTRE PÉDOPHILE

Au risque de froisser Rome, les prélats parisiens ignorent les directives du pape François et refusent de sanctionner un prêtre, pédophile avéré, poursuivi pour attouchements

SUR MINEURS. PAR FRÉDÉRIC PLOQUIN

Il n'y a pas qu'en Irlande ou aux Etats-Unis que l'on recycle en silence les prêtres soupçonnés de pédophilie. La France n'est pas épargnée, même si le phénomène y est peut-être moins massif. Ou juste moins visible, tant les familles, croyantes en général, peinent à briser l'omerta et à se retourner contre « leur » chère Eglise.

La pression est telle qu'on ne donnera pas le nom de ce père de famille qui a pris un jour son courage à deux mains pour aller frapper à la porte de la brigade des mineurs, à Paris. Il était tombé sur un échange de SMS au ton particulièrement troublant entre le curé de sa paroisse et son fils, alors âgé de 14 ans. Les policiers convoquent le prêtre en juin 2011, mais sa présumée victime l'épargne en gardant le silence. L'affaire est classée sans suite. Le début d'un très long calvaire pour ce père, qui ne tournera cependant jamais le dos à la foi, ni ne claquera la porte de l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle.

Blanchi, le prêtre n'en lâche pas pour autant sa proie. Il conserve un lien étroit avec ce jeune garçon, qu'il bombarde de mails et de SMS. Tandis que ses supérieurs envisagent un discret aménagement de carrière, sans jamais se demander un instant s'il ne conviendrait pas de le tenir à distance respectable des enfants. Au contraire, même, puisque l'été 2011 le voit promu gentil organisateur à l'occasion des Journées mondiales de la jeunesse, l'événement estival des catholiques. Il embraye avec un camp scout, comme si pour l'Eglise, zéro précaution valait mieux que deux. D'ailleurs, c'est le message qui prévaut : il ne s'est rien passé, circulez, paroissiens !

Le père de l'adolescent ne lâche pas. On le voit rendre une visite à Mgr Vingt-Trois, archevêque de Paris, qui ouvre sa porte, mais temporise, les deux pieds sur le frein. Message : « Allez en paix, mes enfants, l'Eglise vous protège. » Au niveau de la paroisse, on ne se presse pas davantage pour voler au secours de l'enfant.

On pleurnicherait plutôt pour ne pas perdre un aumônier si précieux.

Jusqu'à ce jour de février 2012 où le fils passe à table devant le père (biologique) : il évoque clairement les attouchements dont il

« JE N'AVAIS PAS CONSCIENCE QUE C'ÉTAIT TRAUMATISANT. PROGRESSIVEMENT, ÇA M'A COMPLÈTEMENT MANGÉ, MAIS JE N'ÉTAIS PLUS MOI-MÊME. » LE PRÊTRE

aurait été victime de la part du prêtre Gaël Cornefert, 39 ans au moment des faits. La famille reprend attache avec la brigade des mineurs et le prêtre se retrouve en garde à vue. Le prêtre conteste toute agression sexuelle, mais reconnaît des corps à corps avec le jeune garçon, qui passait le voir chez lui. Il le « touchai[t] souvent au niveau du torse »,

parfois sa main glissait sous les vêtements. Le garçon le repoussait, « *mais comme il revenait, poursuit le suspect, je n'avais pas conscience que c'était traumatisant* ». Et de reconnaître un attrait particulier, quasi obsessionnel, pour ce jeune : « *Progressivement, ça m'a complètement mangé, mais je n'étais plus moi-même.* »

Lors de la confrontation, le prêtre reconnaît de nouveau des caresses. « *Au départ, dit-il, ce n'était pas sexuel, mais c'est vrai que ça l'est devenu [...]. Cela dit, je ne pensais pas que ça pouvait être catégorisé comme atteinte à un mineur du point de vue sexuel. Pour moi, ça devait toucher le sexe, pas le torse. Sinon, si j'avais su, je me serais refréné davantage.* » L'examen psychiatrique lui fournit l'occasion de reconnaître les mécanismes d'emprise qu'il a mis en œuvre pour mieux contrôler sa victime, dont il conserve dans son ordinateur 283 photos. « *Etes-vous attiré par les enfants ou les adolescents, plutôt que par les adultes ?* interroge un policier. – *Oui, c'est vrai que*



c'est plutôt les adolescents, à partir de 13-14 ans, admet le suspect. Mais ça peut aussi être les jeunes hommes. »

Cette fois, le prêtre ne peut échapper à la mise en examen, pas plus qu'au procès, où les magistrats pointent des atteintes sexuelles fort ténues, mais renforcées par des tentatives d'embrasser l'enfant sur la bouche. *« Cependant, écriront-ils dans le jugement, en avril 2013, ces faits sont intervenus dans un contexte de grande confiance accordée à un prêtre, non seulement par l'enfant lui-même, mais également par ses parents qui, en tant que catholiques pratiquants, pensaient qu'il pouvait aider leur fils face aux difficultés qu'il rencontrait. »* La circonstance aggravante est retenue : le curé a abusé de l'autorité liée à sa fonction. Il

est condamné à six mois de prison avec sursis, cinq ans d'interdiction d'exercer « une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs », avec inscription automatique dans le fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes.

Eternelle indulgence...

Les prêtres français ne sont pas plus pédophiles que les autres, mais ils ont un petit avantage : l'éternelle indulgence de leurs supérieurs. La hiérarchie parisienne ne s'alarme pas outre mesure de cette condamnation. Conformément à la culture « maison », elle traite l'âme égarée avec doigté et délicatesse. Le prêtre est simplement mis au vert dans un monastère, avant d'être expédié vers le Maroc pour ce que l'on

présente hypocritement aux paroissiens comme un « congé sabbatique ». Une idée de l'archevêché, qui recommande le voyageur auprès des pères de Notre-Dame de l'Atlas. Pour fêter son départ, on organise même un pot, au cours duquel les croyants reconnaissants lui offrent... une petite caméra. D'ailleurs, on ne l'oublie pas. Le diocèse de Paris tente de lui trouver une piste d'atterrissage du côté de Bayonne, mais ça ne passe pas, un refus qui plonge l'évêque de Paris dans la plus grande perplexité : *« Personne ne veut de lui, je ne comprends pas... »*

Mais l'Eglise, bonne mère, n'a pas dit son dernier mot. Après un an de purgatoire, le prêtre retrouve enfin le chemin de la capitale. Il hérite d'une « mission d'étude » et d'un poste d'aumônier adjoint

à l'hôpital Saint-Joseph. Un brin risqué de placer un homme si fragile dans un lieu où fourmillent les proies potentielles ? Du côté de l'archevêché, on ne voit que le bon côté des hommes. Le prêtre, malgré le jugement, n'a-t-il pas tenté de renouer avec sa victime ? La famille a protesté, on a sermonné le prêtre, que demande le peuple ? Qu'il soit mis à l'écart de l'Eglise ? Vous n'y pensez pas ! Le manque de vocations pèse-t-il à ce point sur les effectifs ?

Au rythme où progresse sa réinsertion, certains craignent que le curé mis en cause ne revienne un jour dans la paroisse. Ceux qui y sont hostiles comptent sur l'intervention de Rome, où un vent nouveau souffle depuis l'arrivée du pape François. *« Nous avons adopté le principe que le bien d'un enfant ou d'un adulte vulnérable doit être prioritaire dès qu'une décision doit être prise »,* ont déclaré les huit experts nommés par le Vatican pour tourner la page des années d'ignorance et de déni. *« Il ne devra y avoir aucune tolérance pour ceux qui commettent les crimes, aussi bien que pour ceux qui se montrent négligents, appuyé Sean O'Malley, le cardinal de Boston, membre de la commission, allant jusqu'à prôner la mise en place de procédures claires pour que les coupables, à tous les niveaux, « répondent de leurs actes ».*

Finis le refus d'écouter et l'étouffoir à soupçons ? Depuis 2004, ce sont près de 700 prêtres coupables d'abus sexuels, dans le monde, qui ont été « réduits à l'état laïc » par le Saint-Siège, mais l'Eglise parisienne peine apparemment à s'adapter à ce nouveau siècle. Ceux qui réclament justice ne sont pourtant pas manipulés par la main du diable. A les entendre, ils défendent même leur Eglise ! ■

Guet-apens à l'hôpital ON A TIRÉ SUR L'HÉRITIÈRE DES PRINCES DU BÉTON MONÉGASQUE

A la tête d'une immense fortune, fille, sœur et tante des maîtres de l'immobilier monégasque, Hélène Pastor est tombée, à 77 ans, dans une embuscade devant l'hôpital L'Archet de Nice.

Avant Jean-Baptiste Pastor, Monaco était un rocher. Mais ce tailleur de pierre italien installé en principauté au début du siècle passé a fait pousser le béton sur chaque parcelle, et ses héritiers ont construit des gratte-ciel jusque sur la mer. Entrepreneurs de travaux à l'origine, les Pastor sont rapidement devenus promoteurs immobiliers, ils ont multiplié leur fortune en achetant et en valorisant les terrains. Les Pastor forment désormais la famille la plus puissante de la principauté, après, et peut-être même avant, les Grimaldi. Car les princes règnent sur un territoire dont les Pastor sont les premiers propriétaires. Leur patrimoine en principauté est estimé à 19 milliards d'euros, partagé en trois branches familiales. Ils ont diversifié leurs activités, investi dans le foot, l'automobile et le marché de l'art.

On comprend, certes, que les détenteurs d'une telle fortune puissent se faire des ennemis, surtout quand leur activité principale les confronte en permanence aux mondes dangereux de l'immobilier azuréen. Sauf que c'est Hélène Pastor Pallanca qui a été prise pour cible à proximité de l'hôpital L'Archet de Nice, non son neveu promoteur. La richissime septuagénaire



C'EST HÉLÈNE PASTOR qui a été prise pour cible, et non son neveu promoteur. Pourquoi ?

LES PASTOR DÉTIENNENT UNE TELLE FORTUNE QU'ON COMPRED QU'ILS PUISSENT SE FAIRE DES ENNEMIS DANS LE MONDE DANGEREUX DE L'IMMOBILIER AZURÉEN...

s'était fait conduire au chevet de son fils Gildo Pastor Pallanca, patron du constructeur automobile Venturi et d'une entreprise de motos de compétition, hospitalisé à la suite d'un accident vasculaire. Ce problème de santé n'avait pas fait la une des journaux. Les tueurs, eux, étaient informés et ils attendaient la Lancia d'Hélène Pastor. Ils n'ont pas épargné le chauffeur, qui décédera des suites de ses blessures. Ils sont repartis à pied,

sachant qu'ils avaient toutes les chances d'être rapidement repérés à bord d'un véhicule fonçant sur l'une des deux voies d'accès à l'hôpital, le chemin de l'Archet et la route de Saint-Antoine. Il était plus facile de disparaître en passant par les terrains escarpés mais boisés qui séparent le domaine hospitalier de la ville. Ce mode opératoire ne laisse aucun doute : le crime a été préparé, les tireurs ont reconnu le terrain. Il semble même qu'ils aient été informés de l'arrivée d'Hélène Pastor par un guetteur placé près de son domicile. D'une manière ou d'une autre, cette tentative d'assassinat relève de ce que l'on appelle pudiquement le crime organisé. Mais pourquoi viser cette branche de la famille Pastor ? On comprendrait plus aisément que les

neveux d'Hélène connaissent quelques problèmes. Jean-Baptiste Pastor, qui dirige une entreprise de construction employant 500 salariés et se targue d'être le dernier constructeur indépendant sur la Côte d'Azur. Claudio et Paolo Pastor, qui sont au cœur des projets d'extension immobilière de Monaco sur son domaine maritime, mis en examen en février 2012 pour tentative de corruption des édiles de la commune voisine de Beausoleil.

Nouvelles mafias

Mais Hélène Pastor et son fils Gildo ne sont pas directement impliqués dans ces affaires. Reste que leur fabuleux patrimoine attire bien des convoitises. La Côte d'Azur fourmille d'hommes d'affaires louches et de blanchisseurs d'argent sale rêvant de s'implanter en principauté. On court quelques risques à refuser leurs offres et, plus encore, à oublier ou méconnaître d'anciens partenariats. Et il y a ces nouvelles mafias, venus de l'Est, qui ne reculent devant rien quand il s'agit de se faire une place au soleil de la Côte. L'affaire Pastor est considérée comme « sensible » par la police judiciaire et le parquet de Nice. On retrouvera, peut-être, les tireurs mais il n'est pas certain que l'on parvienne à épingler les commanditaires et leurs mobiles. ■

GUY KONOPNICKI

Auto sans pédales

IL REFUSE QU'UN COUPLE HOMO MONTE DANS SON VTC

Ce chauffeur interdit aux deux hommes sortant d'une soirée gay de monter dans son véhicule. Il sera débarqué lui-même par sa société...

Non, je prends pas les pédales. » Drôle de manière pour un chauffeur d'accueillir ses clients. Dimanche matin, Julien et Lucas, deux jeunes hommes en couple, sortent d'une boîte de nuit située dans le centre de Paris sur le coup de 6 heures. Prévoyants, ils ont passé commande d'un VTC, ces fameux véhicules de tourisme avec chauffeur, qui concurrencent nos bons vieux taxis parisiens. Arrive la voiture. Sauf que le chauffeur de la compagnie Uber, lorsqu'il apprend que les deux hommes

sortent d'une soirée gay, leur refuse tout simplement le droit de monter dans le véhicule. Le chauffeur homophobe s'en va et le couple décide de commander un nouveau véhicule. Manque de chance, c'est le même type qui se pointe. Julien décide alors de photographier la plaque d'immatriculation, ce qui lui vaut une remarque affec-

tueuse du conducteur : « Viens là, j'te casse ton téléphone. » Le couple décide alors de partir de son côté et le conducteur, sûrement dans une volonté d'apaisement, leur lance : « Allez, montez, les pédales, je vous ramène. » Sauf qu'à l'heure du tout-Internet le couple a vite fait de tout balancer sur Twitter. Tweet qui est relayé plu-

sieurs fois et qui reçoit plus tard une réponse de la part de la société Uber Paris : « Bonjour, Lucas, ce comportement inacceptable n'est absolument pas représentatif de l'esprit Uber. Le chauffeur a été suspendu. » ■



Mauvaise conduite

Elle les poursuit en justice après les avoir écrasés

Sharlene Simon, une Canadienne de 42 ans, ne se remet toujours pas de son accident. C'est pourquoi elle a décidé de porter plainte... contre les personnes qu'elle a renversées. En octobre 2012, Brandon Majewski, un ado de 17 ans, rentrait à vélo d'un restaurant, en compagnie de deux copains. C'est

sur la route d'Innisfil, à quelques kilomètres de Toronto, que la bande de cyclistes est percutée à l'arrière par Sharlene au volant de sa Kia Sorrento noire. Brandon décède deux heures plus tard des suites de ses blessures. L'enquête conclut que c'est le manque de visibilité qui est la cause de cet

accident. L'histoire aurait pu se finir sur cette triste note : la nuit endosse la responsabilité de l'accident mortel et la conductrice s'en tire à bon compte. Mais Sharlene Simon, deux ans après, vient de déposer plainte contre les victimes de l'accident et réclame pas moins de 1,35 million de

dollars à la famille de Brandon ainsi qu'à ses deux amis. La quadragénaire souffrirait de dépression, d'anxiété, d'irritabilité et de stress posttraumatique depuis l'accident. Pis, elle n'arriverait plus à « *jouir des plaisirs de la vie* ». Brandon, lui, n'a plus de problèmes, il est mort ! ■

“Cojones” !

Une mâle leçon paternelle

Tu frapperas tes camarades, mon fils... sinon c'est moi qui te frapperai. C'est la leçon qu'a reçue de son père un jeune Espagnol d'Aspe, dans la région d'Alicante. Papa n'a pas accepté la « lâcheté » de son fiston, qui a refusé de régler par les poings une dispute avec ses camarades. Il lui a donc flanqué quelques baffes et deux coups de pied dans la poitrine. En espérant que ça lui rentre bien dans la tête. Pari gagné : le garçon, qui a heurté un mur, s'en sort avec des blessures aux coudes, aux genoux et, surtout, au crâne. ■

Smart comme

La voleuse secourue par sa victime

Après un accident de la circulation, une Espagnole de 40 ans a demandé de l'aide à un passant. Qui a eu la surprise de reconnaître celle qui lui avait volé son téléphone portable, une semaine auparavant. Elle avait profité d'un moment d'inattention de sa part pour lui dérober le précieux appareil (400 €), posé sur le bureau de son entreprise de menuiserie. L'homme a appelé la police. L'histoire ne dit pas avec quel téléphone. ■

La tyrannie de la pseudo-modernité

La gent masculine finit par être victime d'un certain ostracisme. Comment la République laïque peut-elle se satisfaire de cette discrimination qui met à mal le principe de l'égalité ?

Il est bon que vous ouvriez vos colonnes à des opinions différentes et parfois opposées. Dans le numéro du 25 avril, Jack Dion écrit un article à contre-courant, intitulé « Drôle de féminisme ». Il dénonce la présentation de listes « féministes » aux européennes. Il y voit « les pires travers du communautarisme sexué ». S'attaquer ainsi au lobby féministe, c'est faire preuve de courage. Bravo !

Il montre que ces listes ne peuvent être justifiées que par un certain ostracisme à l'égard de la gent masculine, en posant des questions pertinentes : « Faut-il en conclure que l'on ne peut être homme et défenseur des causes féministes ? », « Ou que toutes les femmes [...] le sont d'office [...] ? », « Cela signifie-t-il que toutes les autres listes sont à mettre sur un pied d'égalité phallocratique ? » Il est vrai que ce rejet du mâle, incapable, selon elles, de mener une politique égalitaire entre les sexes, a quelque chose d'indécent et d'injuste. Car ce sont bien des assemblées masculinisées qui ont donné une éducation et des débouchés identiques aux filles et aux garçons, accordé le droit de vote aux femmes, engagé une politique familiale avancée permettant aux mères de travailler. Et ces hommes n'ont pas attendu la parité pour le faire !



La République laïque n'est pas une juxtaposition de catégories sociales ayant chacune des droits spécifiques. Les lois sont les mêmes pour tous, quel que soit le sexe, l'ethnie ou la religion. Constituer des listes pour un seul genre est déjà renier ce principe fondamental qui unit les Français.

On a créé un ministère des Droits des femmes chargé de protéger la seule moi-

tié féminine de la population ! On nous dit que la modernité, c'est : le mariage homo, l'exclusion du père par la PMA pour les lesbiennes et les femmes célibataires, le ministère de la femme et, maintenant, les listes de genre. Mais tout cela va dans le même sens, celui du séparatisme ! A quand l'apartheid sexuel ? ■

HENRI L'HELGOUALC'H, PLONÉVEZ-PORZAY

Avec les européennes, le PS risque la double peine

Après la Berezina des municipales, les socialistes vont subir la double peine aux élections européennes...

car les mêmes causes produisent les mêmes effets. De très nombreuses villes moyennes ont été perdues en raison du vote communautariste (les musul-

mans et les catholiques les plus sectaires n'acceptant pas le mariage gay). Aux européennes, ils ne récupéreront pas ces voix-là et leur manqueront aussi celles des

laïcs écœurés par la comédie vaticanesque et les compromissions. La gauche sous-estime l'influence, la prégnance de l'irrationnel religieux dans la conscience des

gens et déserte le combat laïc, laissant le terrain libre à l'extrême droite, trop heureuse de récupérer le trophée de l'idéal laïc. ■

SIMON GARRIGUE

➔ ASSEZ !

Les limites d'une propagande idyllique

Depuis plus de vingt ans, les europhiles béats nous serinent un discours merveilleux sur les bienfaits de l'intégration européenne. La réalité et le vécu des citoyens contredisent cette propagande idyllique. Le pire, c'est que cette Europe qui devait nous garantir la paix est en train de stimuler une inexorable montée des périls, c'est-à-dire des nationalismes xénophobes. C'est à l'évidence un grave échec ; pourtant, certains, comme le PS et l'UMP en France, nous proposent de poursuivre dans cette voie suicidaire. Dans une scène du film comique *la Chèvre*, on voit le héros Pignon, joué par Pierre Richard, pris dans les sables mouvants, s'enfoncer lentement. Son compagnon, joué par Depardieu, lui dit : « Vous ne faites rien ? » Pignon lui répond : « Si je bouge, je m'enfonce encore plus vite. » L'Europe libérale et technocratique actuelle s'apparente à cette nasse « pignonesque ». Il faut vite en sortir. Et tout reconstruire en mettant l'humain, c'est-à-dire le social, et non la finance, au premier plan. ■

J. VARÉA, SAINT-HILAIRE

Une absurdité de plus

Nous allons bientôt fêter le 70^e anniversaire du Débarquement. De nombreuses personnes, en Normandie comme en Lorraine, ont conservé des souvenirs de guerre achetés librement dans les magasins des musées, chez des brocanteurs ou des antiquaires, ou hérités de leurs

grands-parents ou arrière-grands-parents. On trouve ainsi dans beaucoup de foyers des douilles d'obus de 75 découpées en fleur et ciselées, de petits obus antiaériens obsolètes, vidés de toute substance explosive, inertes et inoffensifs. Tous ces vestiges du patrimoine viennent d'être interdits

par le décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013. Leurs propriétaires sont désormais passibles de trois ans de prison et de 45 000 € d'amende. Une absurdité de plus qui ne pourra que contribuer à tuer la loi, car elle ne sera pas respectée, ou sera ignorée dans le meilleur des cas. ■

JEAN-PIERRE ADAM, METZ

➔ DES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT...

UNE OCCASION HISTORIQUE GRAVEMENT MANQUÉE

Marianne, depuis l'élection de François Hollande, analyse semaine après semaine l'action conduite par le président. Souvent pertinents, les articles font cependant l'impasse sur l'erreur originelle qui cause tant de déboires à la gauche socialiste. C'est au cours des six premiers mois que les textes les plus importants (réformes territoriale, fiscale, institutionnelle, sociétale avec le mariage pour tous) auraient pu être examinés et votés. Qu'il s'agisse d'indécision de la part du chef de l'Etat, de son goût pour la synthèse, Hollande, qui détenait tous les pouvoirs exécutifs et législatifs, était dans une position institutionnelle bien plus favorable que celle de Mitterrand en mai 1981. Il avait le pouvoir de tout changer et de se comporter - en brisant les intérêts particuliers - comme Franklin Roosevelt, qui avait su combattre les oppositions de la classe dirigeante aux Etats-Unis. C'est une occasion historique manquée. Parions, sans grand risque, que la droite reviendra en 2017 achever « le malade » et

FRANÇOIS HOLLANDE avait le pouvoir de tout changer dès les six premiers mois de son mandat : réforme territoriale, fiscale, institutionnelle...



alexandre marchi / l'est républicain / photopqr

mettre un terme au « scandale » que constitue aux yeux de certains l'Etat-providence, en détricotant la protection sociale et les services publics. Et, dans dix ans, la révolution ou la dictature auront raison de nos politiques à courte vue. Les jours heureux, c'était quand déjà ? ■ MAURICE LAFONT, TOULOUSE

Curieux voyage

Comment un Premier ministre d'une République laïque peut-il aller assister à un acte papal aussi religieux - et incompréhensible pour les athées - que la canonisation, de deux papes ? Le hollandisme fait de gros dégâts à gauche et au PS. ■ GÉRARD HIDALGO

Allemagne : 1 - France : 0

Heureux Allemands ! Selon un sondage, 80 % d'entre eux sont satisfaits de la situation de leur pays, jeunes et retraités en tête. Et si on leur demande de comparer leur sort à celui de leurs voisins européens, ce pourcentage monte à 90 % de satisfaits ! Quelle différence avec la France, où plus de 80 % des citoyens sont mécontents de la politique menée par Hollande ! ■

JACQUES GUILLEMAIN, VERSAILLES

Vive l'esprit saint !

Le protestantisme n'est pas une religion individualiste. Les fidèles y sont présents dans leurs institutions. Ni dogme, ni place Saint-Pierre, ni canonisation, ni Vatican (et les richesses qui vont avec). Seul l'esprit est saint ! ■ E. MANTE

La perte du sens moral

Ils étaient une quarantaine à courir le North Pole Marathon, sur l'océan Arctique, plus le staff, les équipements, la sécurité. Combien seront-ils demain ? Cent, deux cents, deux mille ?

Des hommes armés les escortent en cas d'agression de la part d'un ours. Prêts à blesser ou tuer un ours blanc qui est sur son territoire, dont la population décroît de façon alarmante et qui lutte pour sa survie.

Ces événements sportifs perturbent l'écosystème, polluent et laissent derrière eux des tonnes de déchets. Non ? Regardez les photos de l'Everest sur blog. ekimondo. Lisez les mesures prises par les autorités népalaises, obligeant chaque alpiniste s'attaquant à l'Everest à redescendre avec au moins 8 kg d'ordures, les siennes et une partie de celles de ses prédécesseurs. L'Everest est devenu une poubelle.

Les marathons ne manquent pas : New York, Londres, Paris, Boston, Berlin, Amsterdam, et j'en passe. Epargnons ces grands espaces, déjà fort endommagés !

Ces défis sportifs n'ont aucune obligation d'avoir lieu, si ce n'est pour satisfaire un nombrilisme faisant perdre tout sens moral. ■

MIREILLE BERTRAND

Les "banksters" vous saluent bien

Les banquiers ripoux, ça suffit ! Non contents, en 2008, d'avoir escroqué les contribuables avec la complicité des Etats, les « banksters » continuent à se goinfrer sans vergogne et à jouer contre les intérêts des peuples, puissamment aidés par les agences de notation toxiques, non élues donc non démocratiques et à la solde du capitalisme mondialisé.

Il est plus qu'urgent de recadrer la finance

folle en la marquant « à la culotte », comme disent les footeux. Dans notre pays, le secteur bancaire et assurantiel doit être remis à la disposition de la nation, comme le préconisait le programme du Conseil national de la Résistance jeté aux orties par Nicolas Sarkozy et ses affidés moisiss du Medef.

Parallèlement, il faut réformer en profondeur les systèmes monétaires européens

et internationaux qui reposent sur des bases obsolètes et oligarchiques. Notre pays doit prendre la tête de ces opérations de salut public et tout mettre en œuvre pour convaincre ses partenaires européens, américains et asiatiques de l'urgence nécessaire de porter le fer dans cette plaie purulente qui risque d'aboutir à une crise pire que celle de 1929 et qui est devant nous. ■

CLAUDE JACQUARD, GARCHES

➔ MAUVAISE PRESSE

NON AU RACISME ANTIVIEUX



Régis Debray avait déjà pointé l'émergence d'un racisme antivieux. Marianne s'y vautre allégrement.

On voudrait pouvoir parler de « vision parisienne » face à tant de suffisance. Mais ce serait encore utiliser les catégories de ce journal, pour lequel le monde est composé de beaufs, de ringards, de bobos, de néobeaus, etc.

Et donc de vieux, autre univers social fantasmé jusqu'à sa simple définition démographique. Les voici ballottés, entre le ressentiment, la pitié, le ridicule ou l'agacement qu'ils provoquent tour à tour, sans parler des galipettes que François de Negroni les envoie faire par troupes chartés sous des « tropiques low cost »... Affligeant. ■ FABRIEN COURTENAY, PARIS

La Sécu prise au piège

On ne peut que se féliciter de la formule « chirurgie ambulatoire » en pleine expansion, qui va permettre des économies substantielles pour notre Sécurité sociale ! Et quel gain pour le malade ! Mais *quid* des finances des hôpitaux qui, depuis toujours, cherchaient à vous faire garder votre chambre afin que soient occupés un maximum de lits, tout cela pour la « rentabilisation » ? Cela n'aurait-il pas pour conséquence la fermeture d'établissements publics, non dans les grandes villes, bien sûr, où ils sont débordés, mais dans nos campagnes ? Toujours ces dilemmes pour résoudre les problèmes : des solutions qui soulèvent d'autres problèmes...

A suivre. ■

GISÈLE FOURGEAUD

L'Europe du silence

Je suis effarée par la non-communication sur le scrutin européen ! On ne nous parle que du probable bon score du FN. D'autres partis sont en lice, comme Nouvelle Donne qui a des solutions très intéressantes et dont nul ne parle. A croire que l'on veut que le FN gagne. ■ M.-F. PAGO

Les causes d'une faillite

C'est aux entreprises, non à l'Etat, de créer des emplois. Mais manque de productivité, faible innovation, compétitivité moindre les handicapent.

La courbe du chômage ne s'inverse pas significativement. La presse titre : « Le gouvernement et Manuel Valls n'arrivent pas à faire baisser le chômage ». Depuis trois décennies, ce serait la faillite de l'Etat. Mais est-ce bien son rôle ? Hormis la création d'emplois aidés, certes utiles mais non pérennes, qui sont aussi efficaces qu'un cautère sur une jambe de bois, dans quelle école de management apprend-on que l'Etat est créateur d'emplois ? C'est aux entreprises de le faire. Certes, par certaines dispositions fiscales, l'Etat peut soutenir, créer un cadre favorable aux entreprises, mais il ne s'agit aucunement de leur donner un chèque en blanc.

Une PME, une société ou un grand groupe dont le carnet de commandes est plein se fichent éperdument de ces aides publiques ; ils embauchent massivement, réinvestissent et, du moins faut-il l'espérer, reversent une partie de leurs bénéfices à leurs salariés pour les motiver et ainsi accroître leur productivité. Même entièrement défiscalisée, une société sans carnet

de commandes ne fonctionne pas. Si la France est à la traîne économiquement et n'arrive pas à se sortir de la crise, c'est parce que, hormis quelques fleurons industriels, on n'y produit plus assez, nos entreprises n'innovent pas suffisamment, leurs produits sont peu concurrentiels, elles ne développent guère les marchés à l'export ou n'offrent pas dans des secteurs porteurs. Leur compétitivité, donc leur avenir, ne passe pas uniquement par la baisse des

coûts, des effectifs et des prix, mais par l'investissement, l'innovation et la valeur ajoutée. Les entreprises comptent trop sur la réduction des charges, de la fiscalité et autres subsides de l'Etat pour assurer leur fonctionnement. Un jour, il faudra aussi aborder la question qui fâche :

la part trop importante, exponentielle, reversée aux actionnaires au détriment de l'investissement et des salariés. La rente a supplanté l'emploi. A l'instar de l'Europe, quand on remettra les choses dans l'ordre, les choses iront mieux, sinon c'est à désespérer. ■ ALAIN GADULEAU



alexandre marchi / l'est républicain / photopqr

Un rapport discutable mais enterré

J'ai découvert, sur mon relevé de mutuelle, que je contribue désormais au financement de la CMU : 8,83 € par mois. Saviez-vous que les « sans-papiers » bénéficient d'un remboursement à 100 % ? Sans aucun ticket

modérateur, pour l'ensemble de leurs soins médicaux : médecine d'urgence, soins liés à la grossesse, vaccinations...

Ce dispositif, intitulé aide médicale de l'Etat, a été mis en place par le gouvernement Jospin en 2000 et n'a jamais

été abrogé par les suivants. Le budget était alors de 47 millions d'euros. Depuis douze ans, ce budget a bénéficié, chaque année, de confortables rallonges...

C'est un véritable scandale, dénoncé dans un rapport rédigé

par Claude Goasguen en 2011. Ce rapport sera-t-il, comme de nombreux autres, très soigneusement enterré ?

Pourquoi les journalistes optent-ils pour la langue de bois face à cette réalité ? ■ MICHEL DUPRÉ

Un air de jeunesse salubre

Merci pour votre article sur ces vieux qui se croient, pour les siècles des siècles, irremplaçables ou indispensables... Cela me donne l'occasion de me défouler. Il y a si longtemps que nous occupons le devant de la scène, nous, les baby-boomers, si longtemps que nous nous gargarisons d'avoir « fait » - entre autres - Mai 68, que l'arrogance et la suffisance de notre génération me paraissent insupportables. Faudra-t-il donc que nous ayons tous disparu pour qu'on puisse enfin passer à autre chose ? Christine Ockrent, qui a repris du galon sur France Culture : on croit rêver... Quid des gens du show-biz ? Des chanteurs ? Des acteurs de cinéma ? Jusqu'à quand ces films innombrables sur des vieux, qui intéressent qui ? Finalement, tout cela rendrait presque Brigitte Bardot sympathique, elle qui a tiré sa révérence à 40 ans et ne nous a pas imposé un visage d'éternelle jeunesse, tellement lifté chez certaines qu'on dirait un masque mortuaire... La plupart des autres n'ont pas eu, hélas, sa sagesse. ■ DANIELLE MONTARIOL, TOULOUSE

Réagissez à l'ensemble de ces prises de position en écrivant à : **Marianne, « Journal des lecteurs », 32, rue René-Boulanger, 75484 Paris Cedex 10, ou sur lecteurs@journal-marianne.com**

REPORTAGE

SELON UNE ÉTUDE DE L'INA, EN DIX ANS LE NOMBRE DE SUJETS

SOCIÉTÉ

TÉLÉ PIN-PON : UN JOURNALISME



**4 INDIVIDUS ARMÉS QUI AURAIENT
VERS LE PÉRIPHÉRIQUE**

appels d'urgence / tff

DE FAITS DIVERS DANS LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS A AUGMENTÉ DE 73 %.

SANS FOI NI LOI



Avec la TNT, les émissions dites de "reportages" se multiplient à la télévision, souvent pour le pire. **Leurs spécialités : voyeurisme et people, mais, surtout, immersion chez les flics ou les pompiers.** Avec, bien sûr, la complicité des services de communication. Enquête sur la fabrique de cette "mal-info".

PAR MARC ENDEWELD

Inventeur de la « télé-pin-pon » – ces reportages consacrés aux forces de l'ordre et aux services de secours avec sirènes hurlantes, courses-poursuites et portes qui claquent –, Charles Villeneuve, 72 ans, ancien patron des émissions « Droit de savoir » et d'« Appels d'urgence » sur TF1, assume : « *Un, ça fait de l'audience, deux, c'est pas cher. Ça fait de l'audience, car, en réalité, quoi qu'on raconte, qu'on dise, quelle que soit l'humeur d'observateurs qui éreintent ce type de produits, ça continue de marcher, et ça marchera toujours ! On peut vilipender ces journalistes, leur chier dessus, comme c'est le cas partout, à Libé, mais Libé, est-ce que ça marche ? Non ! Les chaînes ont besoin d'un Audimat, d'une part d'audience importante sur les prescripteurs, les femmes et les jeunes. Or, ils regardent ça !* » Pour Villeneuve, la clé du succès se résume en trois mots : « action, émotion, information » : « *Le triptyque de base.* » Comme disaient les Guignols parodiant TF1 : « *Du cul, du cul, du cul !* »

Mais, dans le monde de la télé d'aujourd'hui, Villeneuve est un dinosaure. « *Lui et des mecs comme Tony Comiti [producteur de Charles Villeneuve, notamment], c'étaient un peu les tontons flingueurs, taquine une ancienne rédactrice en chef de M6. Ils prenaient parfois quelques libertés avec la déontologie, mais ils restaient tout de même des journalistes, soucieux de leur artisanat et respectueux de certains principes d'auteurs.* »

Et c'est vrai que Charles Villeneuve ne se retrouve plus dans les chaînes de la TNT. « *Sur ces chaînes, les budgets des reportages ont été divisés par quatre ou par cinq !* » se désespère le grand Charles. L'heure est à l'industrie. En guise d'investigation, la télé nous offre du spectaculaire, du *trash*, de la course-poursuite... L'ex-rédactrice en chef de M6, toujours en off : « *Il y a encore vingt ans, les diffuseurs considéraient les boîtes de prod comme des partenaires, chacune avait son identité. Aujourd'hui, on se retrouve dans des relations de marché. Tout le monde travaille pareil : faire plus avec moins. Quoi qu'il arrive, le diffuseur a toujours raison. Les producteurs sont des prestataires de services qui doivent fournir des produits manufacturés au même titre que n'importe quel autre produit de supermarché. D'où l'émergence sur le marché de gens sans foi ni loi.* »

Les titres des reportages télé parlent d'eux-mêmes : « Meurtre d'une nounou » (« 66 minutes », M6), « Guet-apens, revolver et chasse à l'homme » (« Au cœur de l'enquête », D8), « Pompiers, psys, médecins, urgences sur la ville » (« Enquête d'action », W9), « Libertinage, chambre d'hôtel et flagrant délit » (« Au cœur de l'enquête », D8), « Délinquance au cœur de Paris avec les flics de la BAC » (« Appels d'urgence », TF1). Plus c'est *trash*, et plus ça marche. Au programme de ces émissions, on trouve généralement du sexe, des uniformes de police, des accidents de voiture, des prostituées, des histoires de viol et d'inceste... N'en jetez plus ! Un matraquage que l'on retrouve dans les journaux télé-

visés. Ainsi, selon une étude de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le nombre de sujets consacrés aux faits divers dans les journaux télévisés a augmenté de 73 % depuis dix ans, avec plus de cinq sujets en moyenne par jour. Les thèmes les plus prisés (plus d'un sujet sur deux) sont les actes de violence contre les personnes, c'est-à-dire les agressions, les meurtres, les enlèvements, les viols... Suivis de près par les accidents (naufrages, incendies, noyades) et les actes de banditisme.

QUAND LE JOURNALISTE TUYAUTE LE FLIC

Le directeur des magazines d'info de M6, Vincent Régnier, se justifiait en avril 2013 sur iTélé : « *Pourquoi ces émissions sont encore à l'antenne après aussi longtemps ? C'est parce qu'elles ont leur public ! [...]* Nous avons envie d'informer avant tout, d'une manière aussi pédagogique, et on l'espère, un peu spectaculaire. » Mais, preuve que les recettes de la télévision restent taboues, façon « temps de cerveau humain disponible », tous les diffuseurs que nous avons interrogés (TF1, TMC, D8, M6, W9) ont décliné nos demandes d'interview. Car les arrières-cuisines ne sont pas forcément belles à voir. On ne compte plus les bidonnages et les arrangements avec les témoins filmés, parfois les premières victimes de ce genre de reportages. En décembre 2011, « Appels d'urgence » sur TF1 diffusait « Vols, agressions : brigade d'élite contre jeunes délinquants ». Peu après, « Le petit journal » révélait que des images d'agressions présentées comme se déroulant à Paris dans le reportage étaient en réalité issues de caméras de vidéosurveillance américaines ! La même année, le *Nouvel Observateur* pointait le recours, par « Tellement vrai », sur NRJ12, à des acteurs porno dans un sujet sur des naturistes. Toujours en 2011, M6 a été condamnée par la justice pour avoir mal flouté une prostituée filmée à son insu dans le cadre d'une « Enquête exclusive spéciale » intitulée « Zahia, Patrizia et les autres »... Plus grave, en 2010, des journalistes enquêtant pour le magazine « Haute définition » (TF1) sur un trafic dans une cité de Tremblay sont soupçonnés d'avoir tuyauté les policiers qui ont réalisé, coïncidence, un coup de filet dans cette même cité quelques heures avant la diffusion du reportage...

Devant ces dérives, les chaînes préfèrent fermer les yeux. Audience oblige. Sur la TNT, ces émissions rassemblent souvent plus de 1 million de téléspectateurs. L'un des maîtres du genre, le producteur Patrick

AU PROGRAMME : DU SEXE, DES POLICIERS, DES ACCIDENTS, DES PROSTITUÉES, DES HISTOIRES DE VIOL ET D'INCESTE. PLUS C'EST TRASH, PLUS ÇA MARCHE !



Spica, s'en étonne : « Je suis surpris que le public continue d'avoir autant d'appétence pour ces sujets. Ça s'arrêtera un jour ! » Ayant fondé sa boîte il y a neuf ans (Spica Productions), l'homme a raflé de nombreux contrats, notamment sur la TNT : « Tout m'intéresse ! Je ne fais pas que des sujets "police". J'ai un éventail très large. Quand j'ai fondé ma boîte, "Dans la tête des tueurs en série" et "Les mamies du show-biz" ont été mes premiers reportages... » Eclectique effectivement.

Chez Tony Comiti Productions, boîte de production située dans le XVI^e arrondissement parisien, un étage est dédié à l'émission de société « 100 % mag » (M6). Un autre à « 66 minutes » (M6). Deux autres espaces sont consacrés à « Envoyé spécial » (France 2) et à « Enquêtes exclusives » (M6). « Comiti aime les sujets police-prostitution-pompiers. C'est la blague dans la boîte, on les appelle les "3P", explique un journaliste. Quand il passe dans le couloir des salles de montage séparées par des parois en verre, ça le fait kiffer de voir des gyrophares. C'est son fonds de commerce. Faut dire, son père, Paul, était l'ancien chef du service d'ordre de De Gaulle... »

Chez Spica, les rythmes de production sont si intenses que, l'année dernière, pas moins de quatre rédacteurs

LES TITRES DES REPORTAGES parlent d'eux-mêmes : "Guet-apens, revolver et chasse à l'homme" ; "Libertinage, chambre d'hôtel et flagrant délit" ; "Délinquance au cœur de Paris avec les flics de la BAC".

en chef sont allés voir si l'herbe était plus verte ailleurs... « Ça ne m'intéresse pas de faire les choses à moitié. Mes collaborateurs doivent partager cette exigence », commente le patron. « C'est du travail à la chaîne », persifle un journaliste. Ce ne sont pas les « réalisateurs » sur le terrain qui écrivent les commentaires des reportages, mais des journalistes en interne, ou les rédacteurs en chef. Bonjour la dilution des informations... et des responsabilités. « Comme ces journalistes ne sont pas sur le terrain, ils n'ont plus aucune culpabilité pour faire leurs commentaires fondés sur le sensationnel. Il faut toujours insister, c'est un "crime crapuleux", "horrible"... On en rajoute une couche à chaque fois. Et c'est parfois très éloigné de la réalité... » critique un journaliste.

Les journalistes n'ont plus leur mot à dire. « Le système actuel, c'est la négation du reporter. Il n'est plus qu'un rouage de la machine. Ces boîtes font des "sujets" comme si elles faisaient des pizzas », dénonce un journaliste. On ne parle plus de « reportages » mais de « contenus ». On évoque la « production », la « fab », pour la fabrication. « Car, aujourd'hui, l'obsession de la télé, c'est ➤

➤ *la séquence* », confie un jeune journaliste. A l'image, le téléspectateur doit toujours voir quelque chose en train de se passer. De l'action, toujours de l'action, coco !

Les chaînes veulent de l'émotion, des rebondissements, et les fameuses « séquences ». Généralement, elles ne se contentent plus d'un simple synopsis pour valider un reportage. Elles exigent la réalisation d'un « séquenceur » qui explique comment va se dérouler le sujet susceptible d'être tourné ! Cela s'appelle encore du « journalisme ». Cette scénarisation – après pré-enquête tout de même –, qui détaille la nature des interlocuteurs et les possibilités de mises en scène, s'explique d'abord par des considérations économiques.

NI DÉONTOLOGIE NI DROIT DU TRAVAIL

« *T'en viens à faire plaisir au client parce qu'il te paye. Les chaînes sont hypocrites. Elles veulent tout dans un temps très court. D'où le fait que ces boîtes de production sont souvent à la frontière de la déontologie et du droit du travail* », déplore une journaliste, moitié payée en salaire, moitié payée en droits d'auteur, sans parler des fausses déclarations aux Assedic. En général, une boîte de production, ce sont des stagiaires payés au lance-pierres et une petite équipe en interne, avec des rédacteurs en chef bien payés. « *Les rédacteurs en chef deviennent des contremaîtres. Et toi, à ton niveau, tu nourris le monstre, la bête humaine. En reportage, au final, tu ramasses sans discernement.* » Comme « ramasser », c'est facile et pas cher, les sujets sur la police ou sur les services d'urgence tiennent une bonne place dans le catalogue des sociétés qui produisent pour toutes ces émissions. Avec la TNT, le genre a explosé sur les antennes. « *J'appelle ça la télé teckel ! Je suis en fait un petit chien collé à leurs basques* », rigole un journaliste reporter d'images habitué à suivre les flics.

Bien sûr, ce genre de reportages n'est rendu possible qu'après autorisation des services de communication de la police ou de la gendarmerie. « *La qualité des relations personnelles du journaliste avec l'appareil du ministère de l'Intérieur est cruciale*, confie Charles Villeneuve. *La communication n'est pas un problème de pédagogie ou d'explications, c'est un problème de relations. Si vous réussissez à établir un lien avec un certain nombre de services, vous filmez tout ce dont vous avez besoin pour faire de l'audience.* » On se comprend si bien entre amis...

S'il y en a bien un qui l'avait compris, c'est Nicolas Sarkozy. Dès son arrivée au ministère de l'Intérieur, en 2002, la communication deviendra sa priorité. Très tôt, le nouveau ministre de la Place Beauvau décidera d'étoffer les services de communication. Un ancien officier de presse se souvient : « *Les responsables com étaient réunis toutes les semaines par le conseiller Franck Louvrier lors de petits déjeuners au ministère, et chacun arrivait avec ses demandes de presse. Sous Brice*

TONY COMITI
(ci-contre)
dirige sa propre société de production. Il a une prédilection pour les "3P" : police, prostitution, pompiers.

CHARLES VILLENEUVE
(au milieu) a lancé le genre, sur TF1. « Ça fait de l'audience et c'est pas cher », explique-t-il.

photopqr / le parisien / gaël cornier - photopqr / le parisien teamshoot



Hortefeux, entre 2007 et 2010, il y avait même des réunions tous les jours ! Avant, les autorisations de reportage dans les services de police se faisaient au coup par coup. Eux ont compris qu'il était dans leur intérêt politique d'ouvrir les vannes. Les journalistes de télé voulaient du spectacle, et ils leur en ont donné ! » Interrogé par Marianne, Franck Louvrier reconnaît « avoir donné davantage d'autorisations de tournage. Comme il y avait beaucoup de demandes, on a essayé d'organiser les choses ». Mais l'ancien conseiller de Sarkozy nous explique que tout « était centralisé au niveau du service de communication de la police nationale [le Sicop], car je ne voulais pas entrer dans la décision, et je ne me souviens pas d'une réunion particulière au cabinet ». Sous la gauche, le chef du Sicop, Jérôme Bonet, joue « la transparence » en répondant à Marianne : « *Quatre-vingt-dix pour cent des demandes sont traitées à notre niveau. Quand j'ai un doute, je demande une appréciation du cabinet du ministre. Mais je le fais de ma propre initiative, rien n'est organisé au préalable.* » Au final, Bonet doit jongler entre les demandes des médias, la volonté de la police de communiquer et la loi : « *Si on appliquait le droit à la lettre, il n'y aurait pas de reportages. On est parfois un peu schizophrènes.* »

Justement, de leur côté, les magistrats craignent les vices de procédure, mais ils sont obligés de jouer le jeu, face au poids du ministère de l'Intérieur. Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats, n'est pas à l'aise sur le sujet : « *Nous sommes toujours partagés entre l'envie de préserver le secret de l'enquête et la volonté de faire connaître notre travail en public.* »

CES REPORTAGES, SOUVENT REGARDÉS PAR LES FLICS ET LES DÉLINQUANTS EUX-MÊMES, ONT DÉVELOPPÉ UNE VÉRITABLE CULTURE « COW-BOY ».



dr - jean-christophe marmara / le figaro

Sur le secret de l'enquête, Franck Louvri r renvoie à la responsabilité et «   la liberté » des journalistes : « Ils font ce qu'ils ont à faire dans le cadre déontologique. Quand j'étais en poste, aucun problème ne m'est remonté. » Une réponse un peu facile tout de même... la même, d'ailleurs, que celle de l'actuel chef du Sicop : « La problématique du floutage est importante, mais, à un moment donné, notre responsabilité s'arrête où celle du journaliste démarre. » Courage, fuyons !

Serge Supersac, ancien policier et chercheur à l'Observatoire de la délinquance à Aix-en-Provence, dénonce une « communication politique » qui n'a d'autre but que de « dispenser les forces de sécurité d'une véritable transparence sur leur travail auprès des populations », et de renforcer « le mythe que la police s'occupe de tout ». Une impression qui pourrait être accentuée par le revisionnage quasi systématique des sujets avant diffusion par les services de communication... Nicolas Comte, secrétaire général adjoint du syndicat policier Unité SGP Police FO, met les pieds dans le plat : « La règle du jeu est claire : c'est du donnant-donnant. On a affaire à de la com contrôlée qui donne en plus une certaine image de la police, celle d'une police d'intervention de choc à l'américaine, comme le voulait Nicolas Sarkozy. » Une appréciation partagée par les journalistes eux-mêmes. « Au final, je fais des films institutionnels ! s'exclame Franck*, qui réalise depuis de nombreuses années ce genre de sujets. Les  tats d' me, les difficultés des flics, tu ne les verras jamais dans nos reportages.   l'écran, ce n'est pas la réalité ! On a l'impression qu'un flic court tout le temps, ne fait qu'interpeller, surveiller... Ce qui nous intéresse, c'est les fins d'enquête, c'est plus spectaculaire. Tu raccourcis souvent six mois de boulot en trois minutes d'interpellation. »

LE FLOUTAGE EST INEFFECTUE

Ces reportages, souvent regardés par les flics et les délinquants eux-mêmes, ont développé une véritable culture « cow-boy ». Lors des tournages, les caméras attirent l'attention : « Dans les cités, les mecs fanfaronnent dès qu'ils voient une caméra. Une nuit, des mecs d'un quartier

PATRICK SPICA, (ci-dessus, à g.) producteur, dit pouvoir aussi bien traiter "des tueurs en série" que "des mamies du show-biz"...

VINCENT RÉGNIER, (ci-dessus, à d.) directeur des magazines sur M6. "Ces émissions ont leur public", justifie-t-il.

pourtant tranquille d'habitude avaient même foutu le feu à une poubelle pour faire le spectacle ! » Mais, pour Franck, pas d' tats d' me. Et le reporter de filmer les personnes interpellées, même sans leur consentement : « Dans ce système-là, les "suspects" n'ont pas leur mot à dire. J'en ai rien à foutre. Je ne coupe pas ma caméra. Les seules personnes qui peuvent me dire "je coupe", c'est les flics. » Et pour capter encore plus de « vrai », l'utilisation de caméras GoPro miniaturisées – plus discrètes – se généralise.

L'hiver dernier, le cabinet de la ministre de la Justice, Christiane Taubira, a publié une instruction sur les conditions de tournage. Il y est spécifié que le journaliste doit recueillir « l'assentiment réitéré de la personne filmée ». Au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le conseiller Nicolas About est g n . « Le débat n'a pas eu lieu au CSA. Quelqu'un soumis à un interrogatoire est-il en mesure de consentir ? » se demande-t-il. Le conseiller rappelle que l'utilisation des caméras cachées dans les reportages à la télé « est strictement limitée », et que l'anonymat des personnes et des lieux doit être assuré. Les mineurs doivent être flout s, et leurs deux parents doivent donner leur accord, une « double condition cumulative », rappelle le CSA. Le conseil ne semble pourtant pas s'émouvoir des reportages de police dans lesquels sont régulièrement filmés des mineurs interpellés. Côté producteurs, peu importe le consentement, le floutage est là pour tout arranger. « Notre objectif est de ne jamais mettre en danger les personnes. Si nous n'avons pas d'autorisation, nous floutons systématiquement, assure Patrick Spica. Jamais on a été en procès ! Sinon on aurait fermé boutique depuis longtemps... »

Dans « Au cœur de l'enquête » (D8), les journalistes ont pourtant accès à des informations confidentielles sur les enquêtes en cours. Et filment des auditions sur des sujets particulièrement sensibles : viols, pédophilie, prostitution... Dans ces conditions, quid d'un prévenu interpellé pour quelques grammes de shit et qui perd son emploi après la diffusion d'un reportage ? Quid d'une présumée prostituée qui se r v lera, après enquête, juste une bonne vivante habituée des parties de jambes en l'air, alors qu'elle habite une petite ville ? « On arrive toujours à identifier quelqu'un qui est flouté, affirme Christophe Régnard, ancien juge des enfants. Et, de toute manière, la présence de la caméra modifie la relation duelle entre le juge ou le policier et la personne interrogée. » Mais, pour les diffuseurs, seule compte l'audience. Et peu importe si ces émissions sont souvent rediffusées.   M6, une réunion a été instaurée afin de permettre aux différentes émissions d'info du groupe de coordonner les rediffusions, voire de s'échanger les reportages déjà diffusés, et même de les remonter ! Comme le constate un journaliste : « On est au marché ! » Mais où est l'info là-dedans ? ■ M.E.

* Le prénom a été changé.

Avoir raison avec Jacques Ellul

Vingt ans après la mort de Jacques Ellul, il se passe quelque chose autour de l'œuvre de l'auteur du *Bluff technologique*. Ce philosophe, juriste, professeur, théologien et moraliste né à

Bordeaux en 1912 et mort à Pessac en 1994 a longtemps eu la réputation d'être plus unanimement lu et célébré aux Etats-Unis que dans son propre pays. Il n'y a guère que ses anciens élèves à l'institut d'études politiques de Bordeaux, qui ont toujours conservé un souvenir ébloui de son enseignement, pour s'être obstinés à le placer très haut dans la pensée de son temps. Mû par le désir aristocratique d'être en dehors du troupeau, Jacques Ellul s'amusait de cette singularité. Que reprochaient les « maîtres penseurs » français à ce protestant qui n'avait été élevé dans aucune religion instituée et avait découvert seul le texte biblique ?

On redécouvre la pensée de ce pionnier de l'écologie politique, critique libertaire du monde moderne et dissident de la société d'abondance. Tandis que nombre de ses livres sont réédités, on exhume également l'apport intellectuel de Bernard Charbonneau, le plus proche de ses amis.

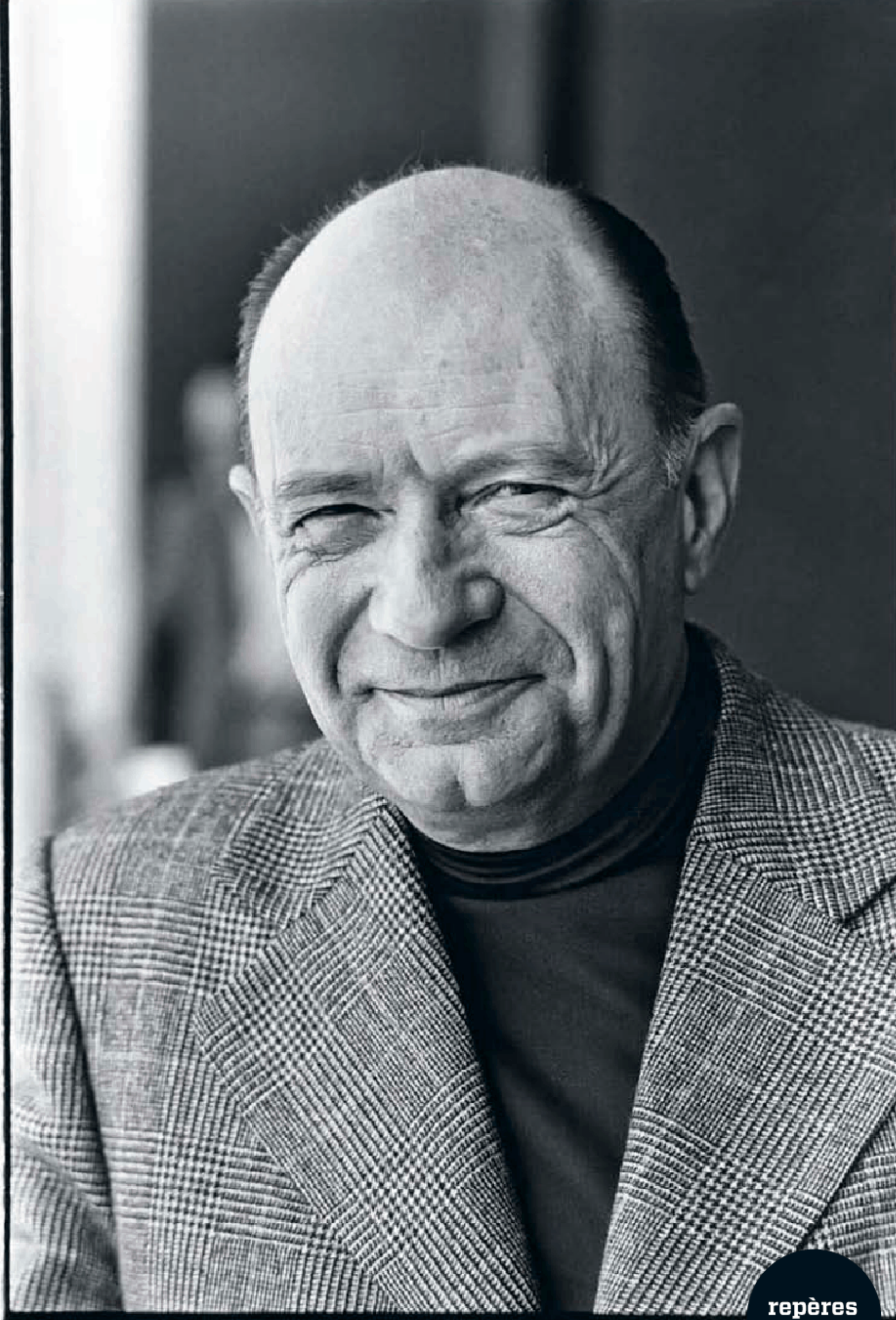
PAR SÉBASTIEN LAPAQUE

Peut-être le pessimisme actif qui lui faisait dire : « *Je décris un monde sans issue, avec la certitude que Dieu accompagne l'homme dans toute son histoire.* »

Les temps d'apocalypse dans lesquels est entrée l'humanité - notamment marqués par une crise économique généralisée, des pénuries définitives, des épidémies de dépression immunitaire, la menace de stations orbitales devenues folles et la généralisation de l'inquiétude écologique - sont probablement plus propices à rendre audible ce genre de discours que l'époque où triomphait l'optimisme libéral-progressiste à Paris.

Car Luc Ferry ou Bernard-Henri Lévy ont beau encore saturer de temps à autre l'espace médiatique, leur discours d'heureux du monde n'est plus en prise avec une réalité marquée par le malheur et par un sentiment d'écrasement. Ainsi l'indifférence voire le mépris à l'égard de la pensée de Jacques Ellul prennent-ils doucement fin en France. Des essais sont réédités - *l'illusion politique*, *la Parole humiliée* -, des inédits sont publiés - *Théologie et technique, pour une éthique de la non-puissance* -, des colloques sont organisés pour commenter ses travaux.

« *Comment peut-on (encore) être ellulien au XXI^e siècle ?* » se sont, par exemple, demandé les intellectuels et les chercheurs rassemblés autour de Patrick Troude-Chastenot, à la faculté de droit et de science politique de l'université de Bordeaux, en juin 2012. En scrutant le présent à la lumière des analyses de Jacques Ellul, ont tour à tour répondu à cette question les intervenants - les attentats du 11 septembre 2001, la crise



« Je décris
un monde
sans issue,
avec la
certitude
que Dieu
accompagne
l'homme
dans toute
son histoire. »

repères
bio

financière de 2008, le réchauffement climatique, le printemps arabe, la conversion des gauches européennes au libéralisme. Cet exercice est en réalité à la portée de tous, à la fois parce que ce grand pédagogue détenait l'art précieux, difficile et rare d'être un éducateur ; et aussi parce que l'immense bibliothèque critique que constitue son œuvre, qui compte près de 60 titres, sera bientôt intégralement disponible. Notamment en collection de

**LONGTEMPS
OSTRACISÉ
EN FRANCE,**
mais lu et estimé
outre-Atlantique,
Jacques Ellul revient
aujourd'hui en grâce
par la pertinence
et la modernité
de son analyse.

**1912 : naissance
de Jacques Ellul.**

**1933 : Bernard Charbonneau
et Jacques Ellul rencontrent
à Bordeaux des représentants
du groupe de la revue *Esprit*.**

**1935 : parution de leur
œuvre de jeunesse
commune : *Directives pour
un manifeste personneliste*.**

**1954 : Jacques Ellul publie
la Technique, ou l'enjeu du siècle.**

1994 : mort de Jacques Ellul.

poche grâce au travail très actif des éditions de La Table ronde, qui font beaucoup pour la divulgation contemporaine de la pensée d'un authentique non-conformiste, au sens où l'entendirent les intellectuels des années 30 en quête d'une voie de secours qui aurait permis à l'humanité d'échapper à la dévastation capitaliste, à l'illusion fasciste et à la nécrose soviétique.

HUMANISME INTÉGRAL

Jacques Ellul fréquenta certains d'entre eux dans le cadre du groupe de la revue *Esprit*, fondée en 1932 par le philosophe Emmanuel Mounier. Il se rapprocha d'*Esprit* avec son ami Bernard Charbonneau, natif de Bordeaux lui aussi, génie méconnu lui aussi. Les deux hommes restèrent liés pendant soixante ans. Il est particulièrement émouvant de voir leurs deux noms imprimés en couverture d'un volume intitulé *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous*, un recueil d'écrits de jeunesse qui font aujourd'hui figure de ➤

ulif andersen / gamma-rapho

➤ textes pionniers d'une écologie politique envisagée comme un humanisme intégral.

C'est parce qu'ils avaient discerné que la crise était dans l'homme que Bernard Charbonneau et Jacques Ellul voulaient trouver le moyen de lui réapprendre à habiter le monde. Écrit à quatre mains en 1935, quand Ellul avait 23 ans et Charbonneau, 25, le texte intitulé *Directives pour un manifeste personnaliste* est éblouissant. Ceux qui connaissent les travaux des jeunes gens dont Jean-Louis Loubet del Bayle a naguère donné un portrait de groupe dans les *Non-Conformistes* des années 30 (Robert Aron, Daniel-Rops, Arnaud Dandieu, Alexandre Marc, Emmanuel Mounier, Thierry Maulnier, Denis de Rougemont) découvriront avec stupeur que c'est probablement ce qui s'est écrit de plus intelligent à l'époque.

ANARCHISME FRINGANT

Armés d'une désolante lucidité, les deux jeunes gens voient se dessiner l'histoire du futur par-delà la ligne d'horizon. Lire ce texte à huit décennies de distance est profondément impressionnant. « *Le moyen de réalisation de la concentration est la technique : non pas procédé industriel, mais procédé général. Technique intellectuelle : fixation d'une intelligence officielle par des principes immuables, souvent émanés de Renan (facultés, fichiers, musées.) Technique économique : érection d'une technique financière devenue tyrannique par la fatalité économique - développement de l'économie par elle-même (science autonome, en dehors de la volonté humaine). Technique politique : un des premiers domaines atteint par la technique : diplomatie, etc., vieilles règles du parlementarisme. Technique juridique : par les codifications néfastes. Technique mécanique : par un développement intense de la machine, hors de considération des besoins effectifs de l'homme, seulement parce qu'au début avait été posé*

« Riches, nous payons très cher le luxe de la pauvreté. Au prolétariat tout ce qui est neuf, net et verni ; à l'«élite» tout ce qui est vieux, rugueux, écaillé. »

le principe de l'excellence de la machine. » Cette pointe aristocratique, cet anarchisme fringant, ces périodes de grand style, ces arguments qui ont le cliquètement des épées... Remplacez le mot « technique » par le mot « spectacle » : Guy Debord s'est peut-être souvenu de ce manifeste au moment où il composait *la Société du spectacle*. Les volumes 2 et 3 de sa *Correspondance* établissent qu'il avait lu Jacques Ellul - dont le séparait pourtant la question de la foi -, qu'ils se sont rencontrés et qu'ils s'estimaient mutuellement. Une lettre du 2 février 1968 de l'auteur de *Panegyrique* à son aîné laisse même deviner que l'un et l'autre avaient pressenti que l'université française était un volcan au bord de l'éruption. « *La perspective que nous encourageons est celle d'une formation de groupes autonomes, le plus souvent. Non le recrutement de partisans fidèles - et encore moins, évidemment, de partisans infidèles !* »

Cette idée de groupes autonomes constitués à la base pour échapper aux mâchoires de fer de la technique, de l'idéologie et de l'Etat, c'est tout le programme de Bernard Charbonneau et de Jacques Ellul au milieu des années 30. Et, là encore, la souveraineté de leur allure, la force de leur conviction et le style en poinçon de leur combat font entendre une musique qu'on retrouvera chez les situationnistes : « *Notre action vis-à-vis du monde ne peut être qu'une réaction, comme nous l'avons montré - mais notre action doit surtout être un style de vie.* » Dans un article de 1937 intitulé « *Le sentiment de la nature, sentiment révolutionnaire* », Bernard Charbonneau le formulera plus

élégamment encore : « *Ce n'est pas d'un dimanche à la campagne que nous avons besoin, mais d'une vie moins artificielle.* »

“L'IMPURE PURETÉ DU VIVANT”

Le personnaliste gascon avait-il circonscrit le phénomène bobo soixante-trois ans avant le journaliste américain David Brooks ? Il semble bien. Et il le circonscrira mieux encore trente ans plus tard, dans *le Jardin de Babylone*, livre génial et ignoré que les éditions de l'Encyclopédie des nuisances ont eu la bonne idée de remettre en circulation en 2002. « *Dans l'état actuel de l'homme, il n'y a pas de critère plus sûr de la civilisation industrielle que le “sentiment de la nature”. [...] L'âge du plastique aime la “belle matière”, la pierre nue ou les bois mal équarris, et nous les conservons au xylophène. Amateurs d'art brut, nous ornons notre living de souches ou de cailloux qui ne sont plus des objets d'art mais des jeux de la nature. A la pureté, mécanique ou chimique, des produits industriels, nous préférons l'impure pureté du vivant. Nous salons nos mets avec du sel gris, et nous mangeons du “pain paysan” cuit au feu de bois et non au mazout ; mais depuis qu'il n'y a plus de campagne c'est à Paris qu'il faut le chercher. Riches, nous payons très cher le luxe de la pauvreté : les paniers, les pots, la bure fabriqués à la main. Au prolétariat tout ce qui est neuf, net et verni ; à l'«élite» tout ce qui est vieux, rugueux, écaillé. Comme nos bourgeois collectionnaient les vieilles armoires de leurs métayers, nos industriels s'installent dans leurs “fermettes” : si l'évolution continue, l'ancienne maison du pauvre vaudra plus cher que la villa du riche.* »

À LIRE

Théologie et technique, pour une éthique de la non-puissance, de Jacques Ellul, Labor et Fides, 368 p., 29 €.

Comment peut-on (encore) être ellulien au XXI^e siècle ?, sous la direction de Patrick Troude-Chastenot, La Table ronde, 480 p., 25 €.

Nous sommes des révolutionnaires malgré nous, textes pionniers de l'écologie politique, de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul, Seuil, 216 p., 18 €.





dt

On nous pardonnera cette longue citation. Les esprits actifs et pessimistes à la fois qui ont une fidélité derrière eux – comme dirait Manuel dans *l'Espoir* de Malraux – doivent décidément prêter attention à ce texte. Car, après la redécouverte de Jacques Ellul, c'est celle de Bernard Charbonneau qui doit avoir lieu. Dans un livre d'entretiens avec Patrick Chastenet intitulé *A contre-courant*, l'auteur du *Bluff technologique* dit des choses émouvantes sur leur grande amitié. « Ça a été un éblouissement de rencontrer quelqu'un de dix fois plus cultivé que moi, qui me parlait d'une quantité d'auteurs que j'ignorais. Charbonneau m'a appris à penser et il m'a appris à être un homme libre. Entre l'éducation de mon père et l'enseignement du lycée, j'étais sur des rails. Il m'a fait sortir du chemin tout droit que suivent les bons élèves et m'a donné une méthode de pensée critique. »

Cette relation profonde ne fut jamais à sens unique, la foi de

UNE CRITIQUE LIBERTAIRE DU MONDE MODERNE
Avec des décennies d'avance, Ellul et Charbonneau théoriseront la création de petits groupes autonomes mais fédérés, agissant au niveau local. (Images extraites du film *Solutions locales pour un désordre global*, de Coline Serreau.)

l'un équilibrant l'agnosticisme de l'autre. « *La rencontre avec Ellul m'a empêché de complètement désespérer* », écrivait Charbonneau à sa future femme en 1936. « *Parce que c'était lui, parce que c'était moi...* » Il est singulièrement troublant de savoir que cette amitié comme il en existe peu est née sous le ciel gascon, comme celle de Montaigne et La Boétie au XVI^e siècle ; et il est plus troublant encore de savoir qu'à eux deux Charbonneau et Ellul ont constitué dès 1935-1937 une « école de Bordeaux » qui sera ultérieurement distinguée dans l'histoire intellectuelle. Car, en 1937, la rupture était consommée avec Emmanuel Mounier, auquel les deux hommes reprochaient son acquiescement optimiste à la modernité. Dans un monde où l'angoisse s'était substituée à la foi – ainsi que l'observait à la même époque Georges Bernanos –, ils affichaient leur préférence pour une critique libertaire du monde

moderne, centrée sur la liberté de l'homme. « *On voulait créer un vrai mouvement révolutionnaire*, se souviendra Jacques Ellul, *sur la base de petits groupes d'une quinzaine de personnes, fédérés entre eux et agissant concrètement au plan local selon la formule : "Penser globalement, agir localement."* »

Devenir sobres, invisibles, trop petits pour être écrasés par la grande machine ? Remettre l'économie sous le contrôle de la conscience ? Ne plus accorder sa confiance qu'à des poètes et à des agitateurs traqués ? Comme l'a montré Coline Serreau dans son film *Solutions locales pour un désordre global*, c'est l'expérience que mènent un peu partout dans le monde des dissidents de la société de l'abondance industrielle. Et c'est le programme de Bernard Charbonneau et de Jacques Ellul qui porte aujourd'hui l'espoir des hommes et des femmes libres de ce temps. ■ S.L.

L'homme le plus haï de France

Dans un essai d'une grande clarté, l'historienne Mona Ozouf donne son interprétation du "moment Jules Ferry" et défend le bilan de ce grand républicain. PAR ANTOINE LOUARD

Toute ressemblance avec des problématiques très contemporaines n'est sans doute pas fortuite. En se penchant sur l'œuvre politique de Jules Ferry, l'historienne Mona Ozouf aborde à sa façon la question ô combien explosive de l'identité de la France, et la coexistence en son sein de deux pays diamétralement opposés, l'un conservateur, voire réactionnaire, l'autre révolutionnaire et démocratique. Les deux nations donc, l'une conçue comme « *héritage* », l'autre comme « *volonté* », qu'il est nécessaire de réconcilier.

Dans les balbutiements d'une III^e République encore mal assurée, Mona Ozouf plante un Jules Ferry tentant de renouer avec une continuité mise à mal par la Révolution française. Jamais l'idée ne lui est venue de « *faire la France* », trop conscient qu'il était du « *lent travail des siècles* ». Le natif de Saint-Dié, dans les Vosges, marcheur invétéré, nourrissait

une passion charnelle pour ce vieux pays de paysans. Rétif à toute tentation jacobine, il savait que la fièvre parisienne n'en était pas l'alpha et l'oméga.

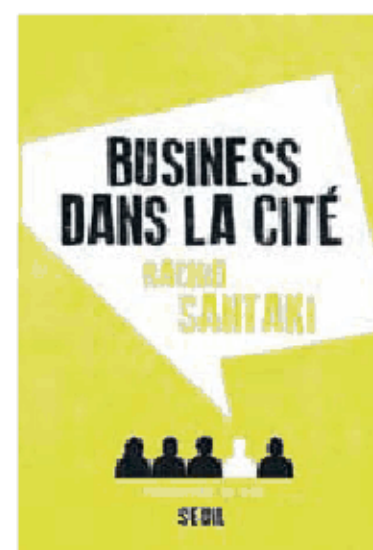
LA MÉTHODE DES PETITS PAS

C'est fort de cette conviction que Jules Ferry entendit réparer les dommages d'un XIX^e siècle convulsif. Avec en tête ce que Mona Ozouf nomme les « *trois défaites* », résumées en trois dates : 1793, 1848, 1870. Trois échecs qui vouent la France à la fatalité de tomber de révolution en empire, pour son malheur.

Vacciné contre le tropisme de la table rase engendrant violence et réaction, Jules Ferry, républicain convaincu, privilégia inconditionnellement, comme le montre Mona Ozouf, une méthode « *des petits pas* », à même d'ancrer le régime dans la réalité intime du pays, et de le découpler de son double terrible, la Ter-

reur conventionnelle. Une école de la patience propre à dresser contre soi tous les camps, et qui fit, *dixit* Mona Ozouf, de Ferry « *l'homme le plus haï de la vie politique française* », mais dont l'efficacité témoigne. En effet, si le nom de Ferry reste associé à ses réformes scolaires, Mona Ozouf rappelle qu'il est aussi et surtout à l'origine de nos libertés de la presse, de réunion ou encore syndicale. Quant à son indifférence à la question sociale et à son apologie de la colonisation, elle les replace dans le contexte de l'époque, se gardant de tout anachronisme. Le tout dans une langue claire et élégante, d'un classicisme maîtrisé. Un livre d'historien porté par une plume d'écrivain. ■

Jules Ferry : la liberté et la tradition, de Mona Ozouf, Gallimard, 128 p., 12 €.



La banlieue pour les nuls

Pour faire oublier trente ans de soutien et de promotion du libre déploiement du marché, Pierre Rosanvallon a créé une collection pour « *remédier à la mal-représentation qui ronge le pays* ». Les premiers titres sont à la hauteur de la contrition. Dans *la Course ou la ville*, Eve Charrin nous décrivait par exemple avec justesse et humilité le quotidien des coursiers. Avec ce huitième opus, changement de genre. Fini les témoignages, vive le polar. Un nouveau genre, pourquoi pas ! Après tout, « *Raconter la vie* » et la Série Noire pourraient avoir un objectif commun.

« *Le bon roman noir est un roman social qui prend pour anecdote des histoires de crimes* », écrivait Manchette en 1993. Belle et grande caution. Beaucoup s'y sont essayés avec succès : Dominique Manotti et Jean-Claude Izzo entre autres. Sauf qu'ici, dans *Business dans la cité*, tout sonne faux, un concentré de banlieue pour presse à scandales. Les flics sont des ripoux, la seule femme est une salope et les Arabes sont des dealers. Dans ce cloaque, il n'y a peut-être que l'IUT qui soit à peu près bien traité. On n'apprend rien sur le monde de la pub. Depuis 99 francs de Frédéric Beigbeder, on savait le cynisme des publicitaires, prêts à acheter un nouvel annonceur contre un rail de coke. On ferme le livre en se disant que, même sur TF1, les reportages sur la banlieue les soirs d'émeutes sont parfois moins caricaturaux. ■

BERTRAND ROTHÉ

Business dans la cité, de Rachid Santaki, « *Raconter la vie* », Seuil, 75 p., 5,90 €.

JULES FERRY,
l'homme de la
réforme scolaire
mais aussi de la
liberté de la presse
et de la liberté
syndicale.



Pépites allemandes

T Excitantes, passionnantes et inédites, les notes quotidiennes du philosophe Peter Sloterdijk donnent à sentir l'exercice d'une pensée en mouvement.

out commence par un vrai exercice de fausse modestie. Philosophe allemand, omniprésent dans la cité mondialisée, Peter Sloterdijk

LE PHILOSOPHE
Peter Sloterdijk,
personnage public
dans son pays et
prophète au-delà.

constate qu'il a depuis quarante ans, et comme sans y penser, jeté quotidiennement sur le papier des notes sur le temps et la vie comme elle va. Que ces écrits, consignés dans des cahiers soigneusement numérotés au-delà de la centaine, puissent intéresser, voilà bien pour lui une source d'étonnement.

« Vous croyez ? Vraiment ? Faut-il ? » demande Sloterdijk à ses éditeurs, qui se jettent sur le trésor et s'empressent de le publier. Et malgré la précaution d'usage (« Que les lecteurs craignant de devoir à présent se préparer à une série de livres analogues veuillent bien noter que leur inquiétude est injustifiée »), on en redemande.

Remarquablement traduites par Olivier Mannoni, qui fréquente de longue main l'ogre de Karlsruhe, ces notes offrent un plaisir rare. On y trouve non seulement de quoi penser, minimum requis pour un philosophe, mais aussi des motifs d'irritation et de la matière à rire. Lucky Luke de la pensée, il tire plus vite que son ombre sur tout ce qui bouge, avec un colt chargé au plomb de l'ironie cinglante.

PUR ESPRIT ET CASTAGNEUR

De New York à Dubaï, en passant par Cambridge, Vienne et Berlin, sans oublier la Corse et Grignan où il a ses ports d'attache, on change de continent comme de chemise au fil des pages et des humeurs de ce philosophe roi, par ailleurs amoureux de la petite reine. Impliqué jusqu'au cou dans le débat public, traversant

Les Lignes et les jours, notes 2008-2011,
de Peter Sloterdijk,
traduit de
l'allemand par
Olivier Mannoni,
Libella/Maren
Sell, 615 p., 29 €.



hannah assouline

les nuages, réels ou sémantiques, de colloque en conférence, Sloterdijk reste pourtant assidu dans ses fonctions de recteur de l'université de Karlsruhe.

Prophète partout et aussi dans son pays, où il a animé dix ans durant « Quartet », une émission de philo hebdomadaire sur la chaîne ZDF, ce pur esprit ne déteste pas la castagne, comme en témoigne la querelle homérique qui l'a opposé à l'autre géant de la pensée d'outre-Rhin Jürgen Habermas. Mais on ne trouvera pas une once de vulgarité ou de démagogie dans les écrits de cet héritier critique de Nietzsche et de Heidegger, qui, à coups de *Bulles*, de *Sphères* et de *Palais de cristal*, a shooté au botox la vieille métaphysique. Quitte à violenter au passage, au profit d'une éthique civilisatrice de la civilisation, les religions révé-

lées, porteuses de la colère et du ressentiment, selon lui piliers de notre sagesse politique. Même quand Dieu mouille le maillot et nous offre son fils, c'est la lose : « Il nous envoie un messenger en éclaireur pour tester si l'on ne peut pas, tout de même, faire quelque chose de ces hommes qu'il a pris trop hâtivement pour un ramassis de canailles butées et surendettées. Les prêtres vantent cette démarche en la qualifiant de "Révélation". Il devrait pourtant être clair que Dieu n'a rien à révéler, Il a quelque chose à avouer. Il est dégoûté de Sa supériorité, il crache sur Sa sainteté isolée, Il aimerait être au zinc avec Ses potes, Il veut savoir ce que fiche Sa femme pendant qu'il s'ennuie dans Son small talk avec les chérubins, Il veut pleurer sur l'épaule d'un homme qui croit en Lui. » Amen ? ■ ALAIN DREYFUS

La correspondance inédite de Samuel Beckett

Oh,
les belles lettres !

Passionnante et absurde, autrement dit diablement beckettienne, la correspondance de l'auteur d'"En attendant Godot", publiée chez Gallimard, est riche, très riche. Elle paraît aujourd'hui, contre la volonté de Beckett. PAR ALAIN DREYFUS

Même ceux qui connaissent Samuel Beckett seulement par ouï-dire vous le diront : tous les personnages de son œuvre sont gênés aux entournures. Quand ils ne sont pas enfermés dans des poubelles, dans des jarres avec la tête seule qui dépasse, ou cloués sur des chaises roulantes, les quelques éclopés encore ambulants - tout au plus pour divaguer en proférant des insanités - disposent pour s'ébrouer de terrains de jeux très limités. Genre route déserte égayée d'un arbre mort. La parution du premier tome (1929-1940), sur les quatre programmés, de sa correspondance, traduite et publiée chez Gallimard, reflète à la perfection le destin entravé du héros beckettien.

Pourquoi ? Parce que ce corpus, par ailleurs passionnant - le génie de Beckett est inoxydable -, est pris en étau dans un appareil critique qui frise la démence. Comme si une brochette d'universitaires s'était donné pour consigne d'enterrer leur victime sous des pelletées de glose. Cette somme, qui dans son intégralité exédera 4 000 pages, laisse d'abord perplexe.

On oscille entre admiration devant tant d'érudition et fou rire face au comique involontaire d'un tel appareil. Situation inextricable, qui n'aurait pas peut-être pas déplu

à un auteur adepte de l'absurde et champion de la dérision.

CHANTIER INFERNAL

Petit échantillon, vraiment tiré au hasard. Le 24 février 1931, Beckett écrit de Dublin à son camarade Thomas McGreevy, alors en voyage en Italie : « *A la RDS, hier après-midi, la musique était si tiédasse que j'étais conscient de mon cou. Impossible d'écouter de la musique, ici.* » Suivent quelques vagues considérations sur le programme d'un concert médiocre, dont on vous fait ➤

On oscille entre admiration devant tant d'érudition et fou rire face au comique involontaire d'une édition aussi bavarde.



SAMUEL BECKETT,
vers 1970.

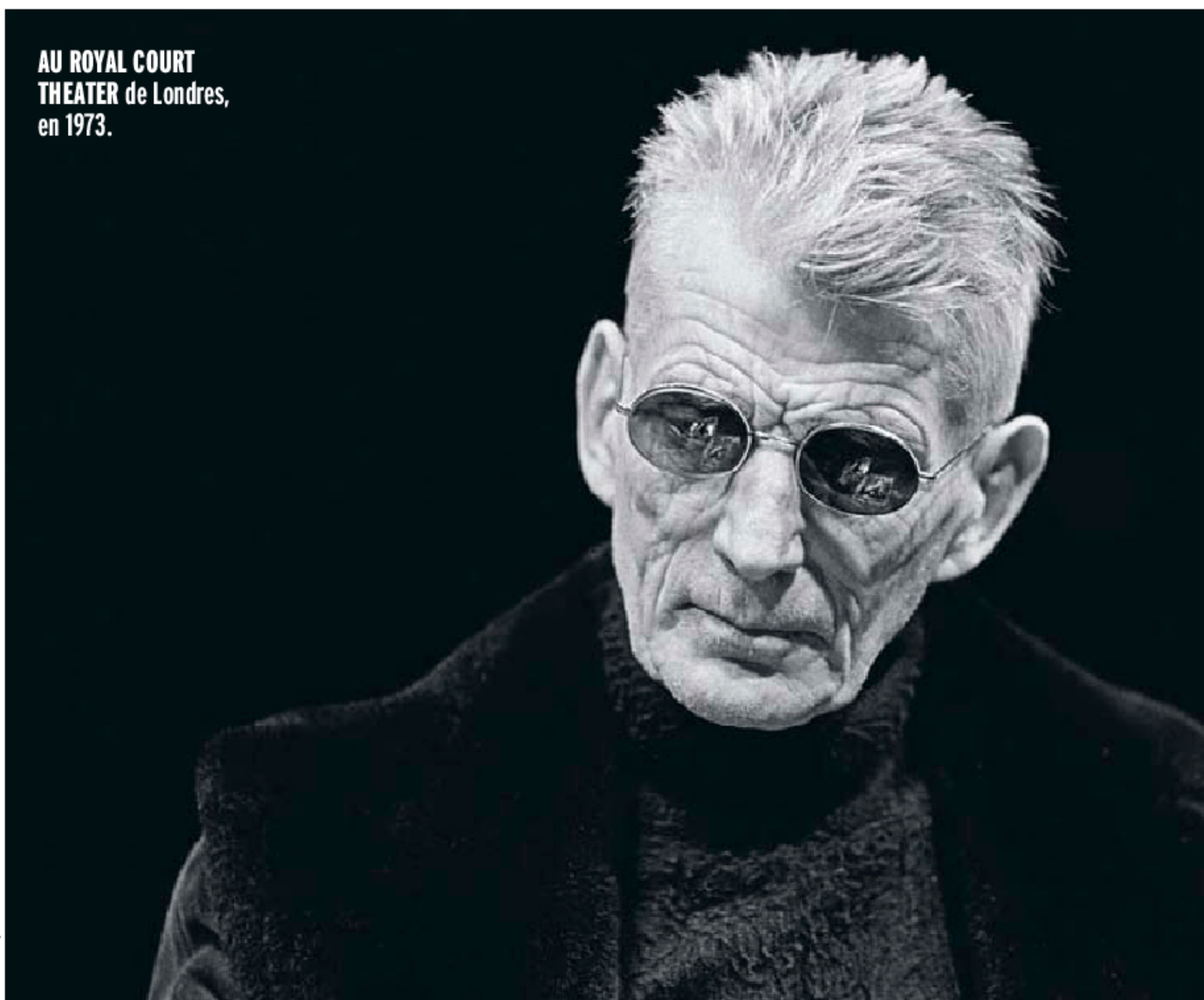
the granger collection nyc / rue des archives

➤ grâce. Mais n'attendez pas une telle mansuétude des rédacteurs de la note engendrée par ce propos lapidaire. La voici, *in extenso* : « Le concert de musique de chambre de la Royal Dublin Society donné le 23 février 1931 fut joué par l'Unity String Quartet, avec l'adjonction d'un second alto et d'un second violoncelle. Le programme comprenait le Quatuor à cordes en *mi* mineur op. 127, de Beethoven ; un quintette à cordes de Mendelssohn non précisé (soit le Numéro 1 en *la* majeur op. 18, soit le Numéro 2 en *si* bémol majeur, op. 87). Le Quintette à cordes en *ut*, D 956, de Schubert, Souvenir de Florence, sextuor à cordes en *ré* majeur, op. 70, de Tchaïkovski ; et le Quatuor à cordes en *ré* majeur, op. 33, du compositeur dublinois d'origine italienne Michele Espósito (1855-1929) (cf. page 163). » Mais les adorateurs de Beckett ne doivent pas se laisser décourager par ces brouilles.

Un homme sensible, inventif, généreux incroyablement cultivé et irrésistiblement drôle parvient malgré tout à sortir entier de cette camisole de force. De plus, il serait injuste de jeter aux orties tout le travail des maîtres d'œuvre de ce chantier infernal. Cette correspon-

AU ROYAL COURT
THEATER de Londres,
en 1973.

lebrecht / rue des archives



LETTRES OU LE NÉANT

Toute l'œuvre de Samuel Beckett, traduite ou écrite directement en français, est publiée en amitié aux éditions de Minuit. Il nous a semblé étrange que ces *Lettres* n'y paraissent pas également. En réponse à cette interrogation, la directrice des éditions de Minuit, Irène Lindon nous a fait parvenir le communiqué qui suit. « En 1968, Samuel Beckett écrivait à Jérôme Lindon : "Je compte sur toi, en tant que mon exécuteur littéraire, pour t'opposer à toute publication de mes lettres, sous quelque forme que ce soit." En 1985, Samuel Beckett avait fini par accepter que soient publiés uniquement les passages de ses lettres ayant trait à son travail. En 1989, après la mort de Samuel Beckett, Jérôme Lindon s'est employé à faire respecter les volontés de Samuel Beckett, auprès des éditeurs de Cambridge University Press. Peine perdue. Et, en avril 2001, après la mort de Jérôme Lindon, la maison d'édition a décidé de ne plus tenir compte ni des volontés de Samuel Beckett ni du travail de Jérôme Lindon. Voilà pourquoi la correspondance de Samuel Beckett ne paraît pas aux éditions de Minuit. » ■

dance court de 1929 à 1989, compte plus de 15 000 lettres, rédigées en anglo-irlandais, en anglais, en français et en allemand, sans oublier quelques incursions italiennes, latines et grecques. Le nombre et la diversité des idiomes ne représentent qu'une part des difficultés rencontrées. Selon les graphologues, Beckett détient la palme de l'écriture la plus indéchiffrable de tous les épistoliers du XX^e siècle. « *J'imagine que vous n'arriverez pas à lire*, précisait parfois l'auteur à ses correspondants, *mais je ne supporte pas la machine à écrire*. » Quand bien même il lui arrivait de dégainer sa Remington, pas de quoi faciliter la besogne, ni des destinataires, ni des transcripteurs. Malice? Négligence? Il avait l'habitude d'user les rubans de sa machine jusqu'à les réduire en lambeaux... Pour en finir avec les embûches, Beckett utilisait le premier support venu : pages arrachées dans des carnets, versos d'invitations froissés, etc. Les quatre tomes de lettres réunies dans

l'édition originale de la Cambridge University Press n'incluent pas la totalité de la correspondance collectée, mais « seulement » une sélection de 2 500 lettres, auxquelles il faut ajouter les 5 000 dont il est question en notes. Pour publier le tout, il faudrait une vingtaine de volumes. Pour corser le tout, Samuel Beckett - c'est tout lui - avait laissé pour la postérité des instructions aussi fermes qu'ambiguës. Rétif sa vie durant aux entretiens et à l'auto-commentaire, il s'est d'abord opposé à toute publication posthume, avant d'infléchir (un peu) sa position. « *Je veux bien qu'on publie mes lettres après ma mort, mais uniquement celles qui concernent mon œuvre* », avait-il fait finalement savoir à Jérôme Lindon, son ami et exécuteur littéraire (lire l'encadré, p. 68). La vie et l'œuvre étant, comme on sait, étroitement mêlées, le champ était ouvert à toutes les interprétations.

Comme c'est bien de Beckett dont il s'agit, il faut commencer

GODOT N'A RIEN PERDU POUR ATTENDRE

Créé par Roger Blin en 1953 au Théâtre de Babylone, entré depuis au répertoire de la Comédie-Française, écrit directement en français puis traduit en 40 langues, joué dans le monde entier, *En attendant Godot* est devenu, à son corps défendant, une espèce de tarte à la crème du théâtre moderne. L'argument était neuf : il ne s'y passe rien, les clochards Estragon et Vladimir s'ennuient ferme et tortillent leurs carcasses à essayer de « converser sans

s'exalter » parce qu'ils sont « incapables de se taire ». Leur seule distraction consiste à écouter les délires effarément burlesques de Pozzo, le dompteur d'hommes, avec son énervante victime au bout d'une corde. On y pue (des pieds et de la bouche), on y pisse et on y pète, on y valdingue les uns sur, sous et contre les autres. Le second acte ? Il n'est que la répétition du premier à quelques variantes près, puisque l'on n'y songe alors qu'à se pendre ou à s'en aller... Ce que faisaient d'ailleurs par grappes

compactes les premiers spectateurs des années 50, tant ce qu'ils voyaient et entendaient leur tapait sur les nerfs. Mais il n'a fallu que peu d'années à *Godot* pour dégager toute sa puissance explosive, propre à rouiller par l'ironie tout l'édifice théâtral. Lequel n'eut bientôt plus d'autre choix pour survivre que de couvrir de fleurs la pièce et son auteur, comme pour mieux l'étouffer. Beckett reçut le prix Nobel de littérature en 1969. Commentaire de l'intéressé : « Une catastrophe. » ■

publier son premier roman, *Murphy*, (sans doute le plus joycien), il est proche d'envoyer tout ballader : « Je ne me sens pas, écrit-il, de passer ma vie à écrire des livres que personne ne lira. Je ne sais même pas d'ailleurs si j'ai envie de les écrire. » Au point d'envisager une nouvelle vie. Il fait offre de candidature à Einsenstein pour rejoindre à Moscou son école de cinéma. *Murphy* sera finalement publié en 1938. Une année qui avait plutôt mal commencé, puisque dans la nuit du 6 janvier, il échappe de peu à la mort. Il est blessé d'un coup de couteau par un allumé, dénommé Prudent.

On trouve tout dans cette correspondance, mais, curieusement, rien ou presque sur les affaires du monde. En revanche, fourmillent les considérations enlevées sur les arts, ce à une multitude de destinataires, notamment lorsqu'il écume les églises et les pinacothèques allemandes. Tout comme fourmillent les impressions de lecture, souvent rédigées à l'emporte-pièce et pleines de piques contre les vaches sacrées. Pourtant auteur d'un essai sur Proust, Beckett est pris en 1929 en flagrant-délit de lèse-Marcel, en jugeant sa loquacité : « débordante, [comme un] vomissement larmoyant de tout ce qui a été ingurgité par des fausses dents et un ventre affligé de colique. Et dire qu'il faut que je le contemple sur son siège de cabinet pendant seize volumes ! ». Plus loin, Balzac lui aussi a droit à son petit paquet.

Les confidences plus intimes abondent, tout comme les histoires de cul. Surtout le sien. « *L'anus va mieux*, écrit-il à Mc Greevy (...) ce foutu vieux prurit va toujours aussi mal qu'avant. A part ça, je vais aussi bien que d'habitude. » Relever ce type de propos n'est pas gratuit. Le corps, ses souffrances et son ridicule est une part essentielle - il suffit de lire tout ce qu'il a publié - de l'oeuvre de Beckett. Les relations nombreuses de ces dérèglements organiques ne donnent pas lieu à l'inflation de notes en bas de page ici en vigueur. Allez comprendre. ■

A.D.



Lettres, 1929-1940, de Samuel Beckett, Gallimard, 800 p., 55 €.

par ce qui manque. On ne trouvera ni les lettres à Suzanne Déchevaux-Dumesnil, la femme de sa vie, ni celles qui concernent ses activités dans la Résistance, toutes disparues.

L'INFLUENCE DE JOYCE

Pas nécessaire de chercher loin pour trouver le mentor du jeune homme (23 ans en 1929) puisque la première lettre est à James Joyce. Beckett occupe depuis 1928 le poste envié de lecteur d'anglais à Normale sup. Garçon de courses, puis adoubé secrétaire particulier, il collecte pour le maître déjà presque aveugle des matériaux pour le monstrueux

Finnegans Wake. Cette intimité avec l'auteur d'*Ulysse* est à l'origine de sa première publication, un essai pour défendre contre les critiques le style spécial du Dublinois. L'amitié avec Joyce persistera, même entâchée d'un souvenir douloureux. Le jeune Sam avait repoussé les avances de la fille de James, Lucia, dont le déséquilibre l'inquiétait. Diagnostiquée schizophrène, elle est morte internée. L'influence de Joyce est patente dans Beckett première manière, et il semble avoir eu un mal de chien à s'en dépêtrer. Ce tome dit toutes les difficultés d'un écrivain peu sûr de son talent avec des éditeurs récalcitrants. En 1936, alors qu'il essayait en vain de faire

« Je ne me sens pas de passer le reste de ma vie à écrire des livres que personne ne lira. Je ne sais même pas d'ailleurs si j'ai envie de les écrire. »



FESTIVAL DE CANNES

Amalric, amours voraces

Deux corps nus s'étreignent dans une chambre bleue, on ne distingue que des fragments enfiévrés de ce couple adultère, tant on est proches de leur désir fou. Une goutte de sang sur le drap : elle l'a mordu. C'est l'ouverture de *la Chambre bleue*, adaptée de Georges Simenon, cinquième film de Mathieu Amalric, qui, quatre ans après avoir reçu à Cannes le Prix de la mise en scène pour l'exubérant *Tournée*, est de retour au festival avec une épure de polar d'une fulgurante brièveté, d'une très troublante et jouissive malignité.

DÉSARROI SPLENDIDE

« Dis-moi, Julien, si je devenais libre, tu te rendrais libre aussi ? » A cette phrase banale de son amante, (Stéphanie Cléau, d'une beauté vorace), Julien, à qui Mathieu Amal-

ric apporte un désarroi splendide, croit ne pas avoir à répondre... C'est à un juge qu'il répond maintenant, à un psychologue aussi. « Elle vous mordait souvent ? », « De quoi aviez-vous peur ? » Le mari de Stéphanie est mort, il était de santé fragile. Alors, où est le crime ? Julien se raccroche à la vie réelle, il emmène à la plage sa petite fille, sa femme (Léa Drucker, remarquable de sécheresse habitée, portant en elle la résignation rageuse de celles « qui restent à cause des enfants »). Mais la vie réelle n'est plus de mise, elle s'effrite, se délite, la temporalité se brouille, on est désormais constamment avec Julien, cerné de présomptions qui ne sont pas d'innocence, dans son esprit sidéré, dans la nuit de son cauchemar où il nous entraîne, jetant à l'eau noire les fragments des mots doux le rappelant encore et encore dans la chambre bleue.



MATHIEU AMALRIC et Léa Drucker dans *la Chambre bleue*.

Et la mort rôde, triviale, dans un pot de confiture. Mathieu Amalric domine superbement cette dérive existentielle, se livrant à une exploration aussi élégante que compatissante de la naïveté des hommes. On est dans une autre chambre. Vaste et peuplée. Elle est tendue de bleu aussi et des abeilles d'or sont posées sur les tentures. C'est la cour d'assises. Les deux amants sont là, si loin l'un de l'autre et si proches dans le box. Elle a un sourire étrange. Elle a gagné. Il est à elle, puisqu'il n'est plus à personne, surtout plus à lui-même. ■ DANIEL HEYMANN

La Chambre bleue, de Mathieu Amalric. En salles.

Gilles Jacob : Citizen Cannes tire sa révérence

Gilles Jacob achève son mandat présidentiel au Festival de Cannes. D'abord comme délégué général puis comme président, il aura passé trente-sept années aux commandes d'une manifestation qu'il a vu grandir et fait prospérer, créant de nouvelles sections, inventant la Cinéfondation, creuset de la relève, suscitant ou réalisant lui-même des films où le festival se reflète et se réjouit, entretenant avec les créateurs des relations de confiance et d'affection (le rugueux Lars von Trier l'appelle « Papa »)... Depuis des mois, de tous côtés, on propose bien sûr à Gilles Jacob de lui rendre les hommages qui lui sont dus. Il les refuse tous d'un définitif : « Non, je ne suis pas mort. » Bien dans le style de cet homme d'une courtoisie invulnérable teintée d'un humour dont le second degré est la règle. Côté absence d'hommages, c'est déjà raté. Dans un des derniers

GILLES JACOB aura passé trente-sept ans aux commandes du Festival de Cannes.

numéros du *Film français*, huit pleines pages des professionnels de la profession, comme dirait Godard, lui sont dédiées. Les Russes de Roskino saluent « l'homme qui réussit l'improbable et nous fait croire à l'incroyable », les Canadiens de Serendipity lui écrivent : « Cher Gilles, tous ceux qui comme nous dévorent et respirent les films ont une dette éternelle envers vous... Avec gratitude. » Ou sur une ébauche de marguerite (la marque de la

maison Gaumont), on peut lire un simple et grand « Merci ». Oui, merci à celui qui écrit aussi de beaux livres de confidences à peine masquées (quatre en cinq ans), merci à celui qui, petit garçon juif réfugié dans un couvent, s'est caché derrière l'harmonium pour échapper à une rafle et a retrouvé cette scène dans *Au revoir les enfants*, de Louis Malle, merci à celui qui était en hypokhâgne à Louis-Légrand avec Claude Chabrol, merci à celui qui tweete (notamment) : « Je propose une contrée où l'on marche pieds nus, ainsi les cireurs de pompes seront inefficaces. » Les différents portraits écrits ou filmés qui lui ont été consacrés au fil des décennies l'ont toujours gratifié de surnoms flatteurs : « Citizen Cannes », « l'Arpenteur de la Croisette », ou carrément « la Sentinelle mondiale ». J'en propose et préfère un autre : « Gentleman Gilles ». ■ D.H.



La reine Christine

En février dernier, sur la très formatée scène des Victoires de la musique où elle était nommée dans la catégorie « révélation », la Nantaise Héloïse Letissier, alias Christine And The Queens, imposait en 4 min 18 s au grand public son personnage transgenre singulier, sa gestuelle jacksonienne, sa pluie de paillettes dorées et *Nuit 17 à 52*, son single électro-pop dark au refrain entêtant - « *Je crois que le nombre lutte contre l'oubli/Je hais déjà la triste nuit 53.* »

Dès le lendemain, ce titre tiré de son troisième EP se retrouvait dans le top 5 des téléchargements sur iTunes. Pourtant, son chemin, Christine And The Queens, inconnue du grand public mais lauréate du tremplin Bars en Trans, des Inrocks Lab et découverte du Printemps de Bourges, le traçait déjà depuis quelques années avec ses compositions dépouillées et ses déstabilisantes réinterprétations de Bashung,

Sheller ou Christophe. Car, comme son nom ne l'indique pas, Christine est une artiste solo. Ses *queens* ne sont que ses multiples, inspirés de ces artistes pluridisciplinaires qu'elle révère tant : David Bowie, Klaus Nomi, Björk, Alain Bashung, Lou Reed, Michael Jackson. Et de ses musiciens drag queens londoniens, qui lui ont donné l'audace d'écrire et de se produire en public, en mêlant les genres, mais aussi les arts - la musique, la danse, le théâtre auquel elle se destinait - et les langues - l'anglais et le français.

ÉLECTRO MINIMALISTE

Sur son brillant premier album, cette inclassable normalienne de 26 ans, qui tutoie l'exigence, l'humour, Heidegger et le *moonwalk*, impose cette voix fragile, cristalline, ces errances du sentiment, cette électro minimaliste, cette étrange étrangeté, cette humanité. Son album s'appelle *Chaleur humaine*, une référence au beau bizarre Alain Bashung et à son *Je me dore* : « *J'ai vu le ciel tourner au violet et les filles se faire aimer/La mort dans l'âme, c'est la chaleur humaine.* » Aujourd'hui, c'est à celle de Christine et de ses queens que la musique aime enfin à se réchauffer. ■

MYRIAM PERFETTI

Chaleur humaine, de Christine And The Queens, Because Music. En concert le 18 juin à La Gaîté Lyrique, Paris III^e, le 29 juin à Solidays, le 14 juillet aux Francofolies de La Rochelle et le 17 juillet aux Vieilles Charrues de Carhaix. Sortie de l'album le 2 juin.



SANS CONCESSION

"DEVIOUS MAIDS", LA SÉRIE LA PLUS NULLE DE L'ANNÉE

Marc Cherry, le brillant *showrunner* de la série phare des années 2000, « *Desperate Housewives* », ne serait-il qu'un simple autoplagaire ? Il semblerait, à la vision, consternante et consternée, de sa dernière « œuvre », « *Devious Maids* », adaptée d'un *soap* mexicain, « *Ellas son... la alegría del hogar* ». Soit un décalque latino, pris en flagrant délire de paresse sous le ciel trop ardent de Los Angeles, des désordres de ses Bree et autres Gabrielle Solis qui, naguère, trompaient leur ennui sur des pelouses au cordeau de Wisteria Lane. Aujourd'hui, la vraie Gabrielle Solis, Eva Longoria, est devenue productrice exécutive de « *Devious Maids* ». Cherchez donc l'erreur, sur fond de meurtre inaugural, de molle recherche du coupable par une bande de copines et de révélations de secrets tous plus éventés qu'une boîte de Quality Street après Noël. Ici, les bonnes latinas, pardon les bombes latinas, sont, bien sûr, en quête d'un mari fortuné pour les sortir de leur misère, fuient des patrons trop entreprenants, voire consolent ceux malheureux en ménage. Las, les clichés se ramassent à l'épuisette de piscine *oversized*, la réalisation prend l'eau, quant aux dialogues, ils sont à peu près aussi inexistantes que le bon goût estampillé Beverly Hills. Cette caricaturale série misogyne a déchaîné, à juste titre, les foudres des féministes californiennes, atterrées par tant de régression sexiste, machiste et sociale. Dommage pour les actrices, ravalées au rang de faire-valoir de la communauté latino de LA, tout juste bonnes à faire briller l'argenterie bling-bling de leurs Wasp de maîtres. ■ M.P.

« *Devious Maids* », saison 2 sur Lifetime USA.

CHRISTINE AND THE QUEENS sort un nouvel album, *Chaleur humaine*.



Le bruit et le Führer

Succès colossal en Allemagne, "Il est de retour" fait revivre de nos jours le chancelier Hitler. Il n'est pas sûr pourtant que ce roman, lancé à grands sons de cor, emballe les Français. PAR ALAIN DREYFUS

Tout est prêt pour l'offensive montée par les éditions Belfond, qui lancent *Il est de retour*, de Timur Vermes, roman dont le héros est Adolf Hitler. Le chancelier, soixante-six ans après sa disparition, se réveille dans un terrain vague de Berlin et repart, par le biais de la *trash* télé et d'Internet, à la conquête du pouvoir.

La bataille de France répond aux canons de l'offensive éclair d'une Panzerdivision épaulée par des Stuka en piqué. Pour réitérer l'écrasante victoire de ce roman outre-Rhin (1,5 million d'exemplaires vendus en un an), Belfond (filiale du groupe Editis, lui-même filiale du groupe hispanophone Planeta, 2,5 milliards de chiffre d'affaires) a sorti l'artillerie lourde du marketing. Les épreuves reliées distribuées *urbi et orbi* sont accompagnées d'une plaquette sur papier glacé propre à mâcher le travail des « prescripteurs ». En une, la reproduction de la couverture allemande au design soigné (sur fond blanc, la célèbre mèche noire coiffant le titre en forme de moustache). Les deux pages suivantes déclinent l'argumentaire comme suit : présentation du livre, de l'auteur (dont on précise, on ne saurait être trop prudent, que le père est d'origine juive hongroise). Suivent de petites notules sur le « succès » sur le fait qu'il s'agit d'une « satire » qui délivre un « message » (« Si nous n'y prenons garde, l'histoire pourrait

se répéter »), et que nous voilà face à une « œuvre », « un roman remarquable [...] dont la rigueur ne laisse place à aucune ambiguïté ».

Pour conclure, Belfond donne la liste exhaustive de son arsenal : couverture de *Livres Hebdo*, le journal des critiques et des libraires, buzz en amont sur les réseaux sociaux, venue de l'auteur, affichage dos de kiosques, affichages Premium Relay. Pour faire bon poids, les possesseurs d'un smartphone peuvent décrypter un QR Code donnant accès à une animation où le Führer s'essaie en éructant à toutes sortes de moustaches avant de trouver sa brosse.

Le prix de vente est de 19,33 euros, soit l'année de l'accession de Hitler au pouvoir.

Comme, faut-il le répéter, il s'agit d'une satire, l'éditeur ne recule devant rien pour mettre les rieurs de son côté : la date de sortie est le 7 mai, soit un jour avant la capitulation de l'Allemagne en 1945, et le prix de vente est de 19,33 €, soit l'année de l'accession de Hitler au pouvoir.

Si le Führer avait indéniablement un don pour galvaniser les foules, on sait que ses talents d'écriture n'étaient pas du même tonneau.



helmut henkensiefken / finepic

BLITZKRIEG MARKETING
Pour assurer les ventes de cette satire poussive, l'éditeur mise sur une promotion massive et agressive.

Quiconque s'est essayé à l'étude de *Mein Kampf* peut en témoigner. En plus d'être d'une colossale saloperie, le manifeste nazi est aussi un monument d'ennui. En ce sens, *Il est de retour* est une parfaite réussite en termes de mimétisme, tant le style de cet ouvrage de 400 pages n'a rien à lui envier. Timur Vermes file la métaphore et le quiproquo jusqu'à épuisement et prend systématiquement trois pages là où un paragraphe serait amplement suffisant. Si le lecteur allemand peut parfois y trouver son compte, les Français, malgré le glossaire en fin de volume, risquent en plus de se perdre dans les arcanes contemporains du microcosme politique d'outre-Rhin. Bien plus que le scandale consistant à faire de Hitler un personnage comique (après tout, pourquoi pas, Lubitsch et Chaplin l'ont fait avec brio), c'est surtout la lourdeur du contenu et le convenu de la critique de l'époque qui rendent la lecture de cet ouvrage aussi poussive qu'inutile. ■

Il est de retour, de Timur Vermes, traduit de l'allemand par Pierre Deshusses, Belfond, 408 p., 19,33 €.



LIVRE **Topor** encore

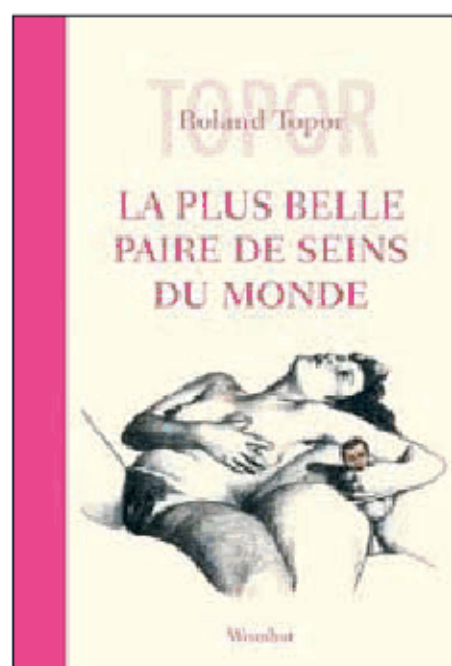
Roland Topor continue de promener son ombre noire sur l'humour français, quelque part entre Alfred Jarry et Pierre Desproges. Artiste multiscarte, écrivain, dessinateur, cinéaste, peintre, chansonnier, connu aussi pour avoir ébranlé plusieurs émissions de télévision de ses tonitruants éclats de rire, Topor a écrit quelques mystérieux romans, qui vont puiser du côté de Kafka leur humour étrangement décalé et la noirceur de l'univers absurde qu'ils dépeignent. Pouvaient-on l'évoquer avec une biographie classique ? Salim Jay, lui-même romancier, a choisi de lui composer un livre puzzle, un bouquet noir dont les fleurs sont prises à la fois dans ses écrits et dans ceux qui lui ont été consacrés. Patchwork admiratif, biographie décalée, *Merci Roland Topor*

est une plongée. On y découvre, en plus de péripéties connues (« Téléchat », *Marquis*, *le Locataire chimérique...*), les écrits d'enfance de Topor, le poids de sa judéité, son parcours pendant

la guerre, son goût pour les blagues cruelles, sa générosité aussi... On y croise Arrabal, Fellini, Polanski, Savary (Jérôme, pas Alain...), et on y court du théâtre au cinéma, du cinéma à la planche à dessin, de la planche à dessin à la télévision. Epars, fragmentaire, jubilatoire, tout sauf ordonné et raisonnable, ce livre ressemble plus à Topor que les hommages compassés qui lui ont parfois été rendus. Ceux qui ont apprécié ce dictionnaire amical pourront ensuite se plonger dans le recueil de nouvelles *la Plus Belle Paire de seins du monde*, florilège de loufoquerie débridée et d'humour parfois glaçant. « A force d'entendre parler de moi, j'ai envie de me connaître », disait Topor. Grâce à Salim Jay, nous le faisons un peu plus. **Merci, Salim. ■ HUBERT PROLONGEAU**

Merci Roland Topor, de Salim Jay, Fayard, 216 p., 17 €.

La Plus Belle Paire de seins du monde, de Roland Topor, Wombat, 280 p., 18 €.



LE MUSICIEN
le plus doué de sa
génération refait
entendre sa petite
musique familière.

linda brownie

MUSIQUE **Damon Albarn** à l'épreuve du solo

L'ex-leader de Blur se lance avec "Everyday Robots", un album superbe, entre électro et mélancolie.

Ca y est, il a osé ! Après vingt-cinq ans de carrière, Damon Albarn, le leader de Blur, le groupe de britpop qui a enchanté les années 90, le génie créatif derrière les expérimentations sonores du groupe virtuel Gorillaz, le « serial-collaborateur » des collectifs The Good, The Bad & The Queen, de Rocket Juice And The Moon et de Mali Music, le compositeur des opéras pop *Monkey*, *Journey To The West* et *Dr Dee*, ose enfin se montrer à nu, ôtant un à un les masques de ses dernières incarnations.

GLOBE-TROTTER MUSICAL

Cette nouvelle naissance, le musicien le plus doué de sa génération la doit à Richard Russel, le puissant patron du label indépendant anglais XL Recordings, avec lequel il a produit *The Bravest Man Of The Universe*, l'album du retour de la légende de la soul Bobby Womack, il y a deux ans. Pour autant, *Everyday Robots* fait entendre une petite musique familière, cette empreinte reconnaissable entre toutes, cette *Albarn touch* à la fois électro et mélancolique, qui relie, de façon quasi organique, l'intime à l'universel. En 12 compositions introspectives, dépouillées, contemplatives, où l'on retrouve des bribes des anciennes vies de ce

globe-trotter musical, Damon Albarn dépeint le « blues de l'ultraconnectivité », l'ultramoderne solitude induite par les nouvelles technologies.

« *We are everyday robots on our phones* », chante le Londonien de sa voix fragile sur le titre éponyme de l'album et, plus tard, « *When I'm lonely I press play* », sur fond de battements de cœur. Sur *Photographs*, le sample d'une interview prémonitrice de Timothy Leary, l'apôtre psychédélique des années 60 (« *Be aware of the photograph you are taking now* »), tire le portrait de l'aliénation engendrée par les réseaux sociaux. Mais Damon Albarn, mélodiste exemplaire, n'est jamais plus poignant que lorsqu'il se confie, avec l'aide seule d'une guitare acoustique, d'un piano ou de rythmiques discrètes, comme sur le vibrant *Hostiles* ou sur le retenu *The Selfish Giant*, laissant alors sa voix être le seul instrument du disque. Cette voix, qui ose enfin parler de son enfance (*Hollow Ponds*), de son ancienne addiction à l'héroïne (*You And Me*) et de sa solitude (*The History Of A Cheating Heart*). Dans un dénuement hypnotique. ■ MYRIAM PERFETTI

Everyday Robots, de Damon Albarn, Parlophone/Warner. En concert le 5 juillet aux Nuits de Fourvière, à Lyon, le 6 juillet au festival Beauregard, à Hérouville-Saint-Clair, et le 9 juillet à la Salle Pleyel, Paris VIII^e.



**HIPSTER
1^{ER} MILLÉNAIRE**
Rien de plus
séduisant et
intemporel qu'une
belle chevelure
soyeuse.



La différence entre le pékin ordinaire et la bombe sexuelle tient souvent à la qualité de sa crinière. Quand la peau lâche, quand le charisme part en sucette, la somptuosité du crin peut sauver la mise. Du coup, **science et cosmétique étudient à la loupe l'intimité de nos cheveux.** Avec une obsession : comment réparer les inégalités pileuses d'une tête à l'autre ?

PAR LINH PHAM

TOUS À POILS !

LES MINABLES

Longtemps il n'exista pas grand-chose en cosmétique pour redonner de l'épaisseur aux cheveux fins. Jusqu'à ce que L'Oréal brevète un actif qui permet d'amplifier la fibre de l'intérieur, grâce à un procédé emprunté à l'industrie du verre : le Filloxane. La molécule utilisée issue de la chimie sol-gel présente la particularité de pouvoir passer d'un état liquide à un état solide. Elle se pose sur cheveux humides et pénètre à l'intérieur de la fibre. Puis elle se solidifie, gainant le cheveu. Immédiatement, la chevelure paraît plus épaisse. La matière ainsi créée persiste jusqu'à cinq shampooings.

A découvrir dans les gammes de soin : Elsève Fibralogy de L'Oréal Paris (1), Volumifique de Kérastase (2) et, dans la gamme de coiffage, Fructis Style Matière & Densité (en juillet).

LES INEXISTANTS

La nouvelle méthode antichute qui fait parler d'elle en médecine esthétique, c'est le *micro needling*. Une technique réalisée avec des micro-aiguilles qui perforent la peau pour entraîner une réaction de régénération. Après désinfection du cuir chevelu, le médecin passe un roller parsemé de microaiguilles sur toute sa surface, puis applique un concentré revitalisant, type NCTF 135HA de Filorga (acide hyaluronique, oligoéléments, antioxydants et des vitamines du groupe B impliquées dans le processus de renouvellement du follicule pileux). L'application transdermique limite la chute des cheveux et stimule la repousse capillaire, même à des stades avancés d'alopécie. Prévoir une séance tous les quinze jours pendant trois mois, puis une fois par mois pendant cinq mois. Puis une

cure par an (à vie !). Une version plus soft de ce traitement est aussi proposée dans les instituts de beauté, avec des rollers plus doux (Oxy Hair, forfait de cinq soins, 285 €, institut Samuel Rocher, 28, avenue d'Iéna, Paris XVI^e. Autres adresses sur www.capactuel.com). Et pour entretenir les résultats à domicile, misez sur un bon produit antichute, qui protège les cellules folliculaires.

Sélection : Triphasic de René Furterer (3), Phytolium 4 de Phyto (4).

MICRO NEEDLING

Des microaiguilles stimulent le cuir chevelu avant l'application d'un concentré revitalisant.



LES TERNES

Avec le retour des beaux jours, le châtain éteint n'est plus tellement dans le coup. Quelques mèches éclaircies ici et là apportent de l'éclat à la chevelure et adoucissent le visage. C'est le moment de s'essayer aux produits éclaircisants. Par exemple, la gelée : un produit sans rinçage qui réagit sous l'action de la chaleur pour un effet lumière immédiat. Ou le balayage. On obtient aujourd'hui des effets très naturels grâce à des accessoires d'application futés, comme la brosse du kit Préférence Balayage Glam'de L'Oréal Paris (5).

Notre sélection : Gelée Fondante Eclaircissante de Dessange (6).

LES REVÊCHES

La mode des huiles de soin en cosmétique n'a pas épargné le capillaire, qui en fait un usage immodéré dans ses produits : shampooings, après-shampooings, masques, coiffants, produits de coloration. Il faut dire qu'on n'a rien trouvé de mieux pour redonner aux cheveux secs souplesse, douceur et brillance ! Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le shampooing à l'huile ne graisse pas le cheveu. L'Ultra Doux Soleil à l'huile de monoï et néroli de Garnier (7), par exemple, dissout les impuretés et rétablit la couche F (la couche d'acide gras) qui lui procure son toucher soyeux. Les huiles sont finement sélectionnées pour nourrir la fibre sans l'alourdir. Dans les coiffants aussi, elles font merveille. Elles disciplinent les frisottis, offrent une définition légère et flexible, fixent les cheveux lissés. Les cheveux colorés, souvent asséchés et manquant de tenue, souffrent du même problème. Dans les produits de coloration, les huiles potentialisent l'action de la couleur au cœur de la fibre, pour des ➤



➤ couleurs plus intenses. Bien sûr, elles peuvent aussi s'utiliser seules : avant le shampoing pour adoucir les cheveux secs, avant le brushing pour nourrir, protéger et faciliter le coiffage, ou en soin quotidien sans rinçage pour révéler la brillance.

Sélection : Huiles Sèches Coiffantes Disciplinantes de Dessange (8).
Pour les produits de coloration : Olia de Garnier, Oleo Suprême de Saint Alge Syoss, Prodigy de L'Oréal Paris.

LES INSIGNIFIANTS

Votre crinière est sans forme et sans panache ? De petits accessoires malins proposés en grande distribution (sous la marque Vivelle Dop) se glissent sous les cheveux pour confectionner une coiffure de star en deux-trois mouvements. Le rehausseur permet de réaliser des coiffures à coque et l'amplificateur, un sublime chignon tout en volume. Sinon, il existe des franges à clipper, confectionnées dans une fibre qui imite à merveille le cheveu naturel. Elles sont déclinées dans six teintes, du blond clair au noir intense, et se travaillent au fer à lisser, si besoin. Certains salons de coiffure proposent aussi des coiffures minute. Vous choisissez dans un *look book* le style qui vous plaît (attaches, tresses, chignons...) et vous réglez au temps passé : 1 € la minute.

Dans les salons : Redken (www.redken.fr) et Jean Louis David (www.jeanlouisdavid.fr). **A la maison :** Expert Franges de Franck Provost (9), Rehausseur de coiffure effet Push Up de Dop (10).

LES GRANDS FATIGUÉS

Vos cheveux sont secs, abîmés, dévitalisés ? Ils ont besoin d'un traitement en profondeur, comme un bon soin au bac chez le coiffeur. La nouvelle technique, pour leur apporter tous les ingrédients dont ils ont besoin sans alourdir, réside dans le « layering ». Une superposition de produits, couche après couche, comme on la pratique au Brésil (« le » pays du cheveu). « Cela permet d'apporter à la fibre des actifs qui sont habituellement incompatibles entre eux », explique Patrick Canivet, directeur technique



de la division L'Oréal produits professionnels. Par exemple, dans le soin de vapocautérisation Absolut Repair Lipidium dispensé dans les salons L'Oréal Professionnel (en juin), on enchaîne shampoing + soin ultraconcentré + baume restructeur + sérum anti-fourches. Vous pouvez faire la même chose à domicile. Sinon, pour les plus pressés, il existe des soins BB et CC (comme les crèmes visage du même nom), qui cumulent au sein d'une même formule plusieurs actions. Des « dix en un » qui réparent, protègent, disciplinent...

Sélection : Shampoing et Masque Hydratant BB Crème de Myriam K (11), Masque Spray sans rinçage Urban Care Express Therapy de Jean Louis David (12), CC Crème K de Kérastase Soleil.

LES ÉBOURIFFÉS

Pour dompter un cheveu mou, dru ou filasse, pas d'autre option que de dégainer un « coiffant ». Les technologies ont bien progressé. Si bien qu'on peut aujourd'hui superposer les formules, pour créer différents effets, sans craindre les résidus dans les cheveux ni l'effet carton. La poudre coiffante, par exemple, la nouvelle texture pour donner du volume aux cheveux, quitte son conditionnement en salière (pourtant très pratique) pour un vaporisateur (encore plus pratique) qui dépose un voile de poudre totalement imperceptible en racines : Wild Stylers Next Day Hair de L'Oréal Professionnel (13). On le sent au toucher, les cheveux ne sont plus du tout rugueux mais tout doux. Ensuite, pour fixer le mouvement donné à la coiffure, on vaporise un voile de laque, qui ne se sent pas grâce à un nouveau procédé de diffusion extrêmement fin (Infinium de L'Oréal Professionnel). Dans la même catégorie de produits invisibles, il existe aussi un shampoing sec d'une finesse extrême, dont on se sert pour rafraîchir la coiffure, apporter du volume et de la matière et texturer : Pillow Spray, chez Redken (14). ■ L.P.

LE COIN
DES
POILUS

L'OBSESSION DU GLABRE

C'est le mot d'ordre chez les « hipsters » pourvus de grosses barbes et d'épaisses tignasses : avoir un corps lisse comme un galet !

Les silhouettes sculptées et parfaitement lisses affichées sur les publicités ont largement contribué à installer cette tendance, qui ravit aussi les femmes. Aujourd'hui, en France, plus d'un tiers des hommes de plus de 15 ans se rasent le corps, pour des raisons hygiéniques mais aussi pour se sentir plus en confiance à la plage ou à la piscine, plus désirables pour leur partenaire. En rasant les poils du bas-ventre, on fait par exemple ressortir le relief des abdominaux, tout bénéf ! Zones de prédilection : les aisselles, suivies du torse, de l'aîne, du dos, des abdominaux, des épaules, des fesses. Taille ou rasage ? Tout dépend de la zone d'intervention. Et de la longueur des poils. Mais, pour préserver l'hygiène, pas question d'utiliser le même accessoire pour le visage et le corps. Après Wilkinson, Gillette lance en juin son rasoir pour le corps (Body), avec trois lames amovibles qui s'adaptent, selon la pression exercée, à tous les reliefs du corps, trois bandes lubrifiantes pour améliorer la glisse et une cartouche arrondie garantissant un rasage en toute sécurité dans les zones délicates.



*Huiles
si précieuses
de naturel*

LA PUISSANCE VÉGÉTALE
PHYTO

INNOVATION CHEVEUX SECS

HUILE SUPRÊME & HUILE SOYEUSE

OSMOSE PARFAITE ENTRE HUILES ET EXTRAITS DE PLANTES, CES SOINS SANS RINÇAGE SONT CONCENTRÉS À 98 % D'ACTIFS D'ORIGINE NATURELLE POUR REVITALISER ET NOURRIR LES CHEVEUX SECS, QU'ILS SOIENT FINS OU ÉPAIS. LES CHEVEUX LES PLUS REBELLES SONT DISCIPLINÉS ET REDÉCOUVRENT SOYEUX ET BRILLANCE. **SANS SILICONE. EFFICACITÉ CONFIRMÉE PAR PLUS DE 170 FEMMES***



SANTÉ ET BEAUTÉ DES CHEVEUX
PAR LES PLANTES

* Autoévaluation sur 110 femmes par groupe - Huile Soyeuse (cheveux fins) : 93 femmes - Huile Suprême (cheveux épais) : 83 femmes

► N° Vert 0 800 80 68 08 rejoignez-nous sur  www.phyto.fr

QUELLE ÉPOQUE !

MISE EN EXAMEN



dr **JEUNE MANNEQUIN** en collants Dim.

ELLES ONT DE CES NOMS !

Taline, Megal, Lili... D'où vient la mode de ces prénoms féminins de cirque ?

Peut-on encore s'appeler Laure, Clémence, voire Catherine ou Isabelle (horreur !) aujourd'hui ?

On se demande où les jeunes filles qui signent des blogs mode ont pêché des prénoms aussi romanesques que Zizla, Tamara, Taline, Lauren(e), Pernille ou Soline, souvent accolés à un patronyme en o, a, i ? L'ensemble ressemble à l'état civil d'héroïnes de manga ou de danseuses du Crazy Horse, telles les mythiques Lola Frivola ou Capsula Popo. C'est d'ailleurs parfois un pseudo : la célèbre Garance Doré se nomme en réalité Mariline Fiori. Que feront-elles si, à l'âge adulte, évincées de la blogosphère, elles se retrouvent employées à la BNP : « Bonjour, c'est Paméla Nebulo, votre chargée de compte... » ? On repassera pour la crédibilité ! On pense rarement à ce genre de chose quand, jeunes parents, on donne un prénom zarbi à la petite chose innocente qui gît dans son berceau. ■ V.H.

Ce classique de l'élégance masculine décontractée, superbement arboré par Steve McQueen en pique-nique à Big Sur, n'en finit pas de revenir. En cachemire pour les plus luxueux (les mythiques, de la maison Drake's à Londres), en laine mélangée pour ses camarades plus roturiers et abordables. Qu'en penser ?

PAR VALÉRIE HÉNAU



nana productions / sipa

POUR OU CONTRE ?

LE CARDIGAN À COL CHÂLE

POUR

IL EST VIRIL En dépit de son col (inspiré de celui du smoking, dit-on), il est incontestablement plus mâle-tranquille que son compère le col en V tout fin et boutonné serré que certains gandins affectionnent.

IL EST PRATIQUE En demi-saison, pour réchauffer les balades à la plage ou à la campagne, c'est quand même autre chose qu'un sweat-shirt disgracieux à enfiler et ôter par la tête en public (contorsions, oreilles rouges, cheveux en pétard).

IL MINCIT Pour planquer, voire valoriser une certaine corpulence, c'est un complice de choix, avec son ampleur accueillante. Point de bedaine moulée comme dans le pull à côtes ni de traître boutonnage près du corps. Les crevettes, de leur côté, prennent de l'étoffe dans sa maille confortable.

CONTRE

IL FAIT LOUP DE MER DE PACOTILLE On évitera la version bleu marine, avec casquette de capitaine et marinière, Armor Lux. Dessous, c'est chemise, point barre. Interdit aussi : le pantalon beige à pli marqué.

IL FAIT HIPSTER Imprimé genre aztèque, il sort du rayon classiques pour devenir un gadget hipster. S'il est très cher, c'est un peu bête de ne l'user qu'une saison, avant de le céder à sa fille ado qui le trouve « trop cool » (toujours mauvais signe).

IL FAIT PROF DE FAC Beige ou maronnasse bouloché, option linguistique grecque (hypothèse haute) ou chercheur en sociologie au CRNS (hypothèse basse). Un genre qui peut plaire. Mais pas beaucoup, ni à grand monde. Surtout si on le porte avec une cravate et une chemise à carreaux.



SÉLECTION Vanessa Houpert

1. **Sophistiqué** En coton, Denim & Supply Ralph Lauren, 195 €. citadium.com

2. **Intello** En laine, Rag & Bone, 350 €. mrporter.com

3. **Douillet** En laine, « Nestor », Howlin' By Morrison, 225 €. centrecommercial.cc

4. **Marin** En laine, Barbour, environ 72 €. endclothing.co.uk

5. **Frileux** En laine et acrylique, Replay, 199 €. galerielafayette.com

6. **Classique** En coton et cachemire, Façonnable, 395 €. mrporter.com

MERCI, CONFRÈRES !

ELLE **Le triomphe des grosses fesses.** Toujours sur le fil du rasoir en matière de féminisme, le magazine salue l'apparition sur la scène médiatique des « fesses aux proportions surnaturelles » des bimbos Rihanna ou Kim Kardashian, qui renouvelle les codes de la minceur. Las, le soupçon de prothèses fessières plane (+ 38 % en 2013 aux États-Unis). Sur la plage, « les popotins géants éclipsent tous les autres », déplore une lectrice. Finalement, pas sûr que ce débat croupier fasse avancer la cause des femmes !

60 millions **La cellulite vaincue,** claironne de son côté le journal de l'Institut national de la consommation, dans un numéro qui, n'en doutons pas, sera dévoré par les lectrices françaises un peu enrobées. Elles apprendront que les sous-vêtements minceur font gagner à tout casser « un petit demi-centimètre », tout comme les appareils de palper-rouler à domicile, qui sont lourds, bruyants et coûtent bonbon (950 € le LPG Wellbox).

Le nouvel Observateur **Plus de vélos vendus en Europe que de voitures.** Notre confrère profite de la sortie du livre d'Olivier Razemon, *le Pouvoir de la pédale* (Rue de l'Echiquier), pour rappeler quelques-unes des nobles vertus de la petite reine : elle génère en France 35 000 emplois et permettrait de sauver 2 745 vies en Ile-de-France si 20 % de ses habitants se déplaçaient en pédalant (contre 2 % aujourd'hui). Sans parler de la cellulite vaincue.

Le Parisien **Un hameau gay dans le Luberon.** A la grande joie des habitants de Roussillon-en-Provence, et avec le soutien sincère de son maire divers droite, une résidence gay-friendly va ouvrir ses portes en juin. « *Vingt et un appartements fonctionnels* », nous apprend le quotidien, à... « 4 000 € le mètre carré ». Ouf ! Mais, attention : inaccessible aux fauchés, le lotissement ne doit pas l'être aux hétéros : toute ségrégation par le sexe est illégale en France !

archives du 7^e art - photo12



TENDANCE

LA PATROUILLE DES ÉLÉPHANTS

On connaît tous la valeureuse troupe pachydermique du "Livre de la jungle". Quel ensemble ! Nos contemporains aussi adorent de plus en plus gigoter en troupeau, dans les salles, les parcs...

Sport collectif ou sport individuel : chacun a ses joies. Et longtemps on a pu s'adonner à l'un ou l'autre sans encourir les persiflages du camp opposé. Courir ou marcher seul dans les bois, accompagné du son des oiseaux, pédaler en solo sur une petite côte ardue seul témoin de ses ahanements, boxer son sac de sable muet ou nager en silence sur sa ligne étaient un désir légitime, et l'on pouvait même s'en vanter. Aujourd'hui, à part peut-être la voile (ah, l'homme face à la mer !), il est devenu un peu honteux d'afficher son envie d'isolement. De même qu'il n'est plus admis d'avoir moins de 300 amis Facebook, il est quasiment impossible de laisser entendre qu'on n'a pas de copains ou de copines de running ou de vélo, sans passer pour un cas social. Le week-end, les parcs sont remplis de troupes de marcheurs nordiques, bâtons de ski à la main, d'essaims de joggeurs, de bataillons de cyclistes, voire de

bandes effectuant des contorsions gymnastiques à 15 sur la pelouse (au lieu de le faire raisonnablement sans témoins). Tout ce joli monde piapiate à tue-tête. C'est le dernier lieu où l'on cause. On notera que ces groupes sont rarement mixtes, le paroxysme de l'uniformité étant atteint par le détachement compact de retraités du même âge. La boxe se pratique désormais souvent en cours collectif et même l'autiste aquabiking (pédalage dans l'eau) a désormais sa version piscine où l'on échappe au tête-à-tête avec soi-même. Car c'est bien le but, non ? ■ V.H.

ADRESSES

Sites de petites annonces pour trouver les âmes-jogging sœurs : cleec.com ou forums autour des sites de course à pied comme espritrunning.com
Renseignements aquabiking de groupe en piscine : cmgsportsclub.com, nageurs.com, onglet « aquabike » ou guide-piscine.fr
Clubs de marche nordique : sports-et-loisirs.fr
Boxe : battlingclub.net (Paris) spécialisé, la plupart des salles de sport, rubrique cardio-boxe.

LE VOILÀ, LE MEILLEUR CUISINIER DU MONDE

Fidèle héritier d'Eugénie Brazier et de Fernand Point, Paul Bocuse n'est pas un des 50 « meilleurs... » décorés chaque année par un marchand de sciure alimentaire. S'il n'y en avait qu'un, ce serait celui-là !

Le plus grand bonheur de Paul Bocuse serait de pouvoir lire ses nécrologies et d'adresser un remerciement à chacun des auteurs. D'autant qu'il sait bien qu'elles sont déjà prêtes, rédigées sous vide et gardées au dur, pour le jour fatidique où il ne manquerait plus que la date à préciser. Il n'est d'ailleurs pas dit que l'idée n'ait pas germé dans sa tête, avec mission à Martine, sa fidèle assistante, d'envoyer ses compliments manuscrits après son ultime révérence. Un canular à titre posthume tout à fait conforme à son humour narquois. Plaise à Dieu que cela survienne le plus tard possible, car la page tournée ce jour-là pourrait sonner le glas d'une certaine idée de la cuisine française. Quoi qu'il en soit, nous ne lui ferons pas le plaisir de divulguer la nôtre pour la simple raison qu'il n'y a pas de rubrique funèbre dans les pages gastronomie de *Marianne* et qu'il peut encore se produire ici-bas des choses rendant toute anticipation caduque. Imaginons, par pur délire, que le jury du célèbre World's 50 Best Restaurants décide l'an prochain de sacrer Paul Bocuse « meilleur cuisinier du monde ». Pur délire, car la honte de recevoir ce prix pourrait lui être fatale.

La chose est cependant impossible. Pourquoi ? *Primo*, parce que le chef de Collonges-au-Mont-d'Or n'a pas encore envoyé de clients à l'hôpital pour usage de substances toxiques dans ses préparations, détail avantageux pour remporter le prix San Pellegrino (la seule chose qu'il

partage avec eux, ce sont les trois étoiles du *Guide Michelin*). *Secundo*, pour la très évidente raison qu'il l'est déjà. En effet, Paul Bocuse ne fut pas le meilleur cuisinier du monde, il l'est.

TOURISTA MOLÉCULAIRE...

Plus que jamais, et dans des proportions incomparables, au regard du ramassis de gâte-sauce qui sévissent depuis une dizaine d'années au sommet du gratin médiatique globalisé. Car il faudra bien, à un moment donné, dire les choses dans leur crudité : au regard de celle de Paul Bocuse, la cuisine du Catalan Ferran Adria (« meilleur cuisinier du monde » en 2002, 2006, 2007, 2008 et 2009), celle de l'Anglais Heston Blumenthal (lauréat en 2005) et celle du Danois René Redzepi (quadruple vainqueur en 2010, 2011, 2012 et 2014), c'est quand même de la fiente en gelée. Fût-elle nucléaire, intersidérale ou consubstantielle, la transposition culinaire n'empêche pas de faire de la merde. La formule peut sembler abrupte, elle ne reflète que la réalité. Ferran Adria a

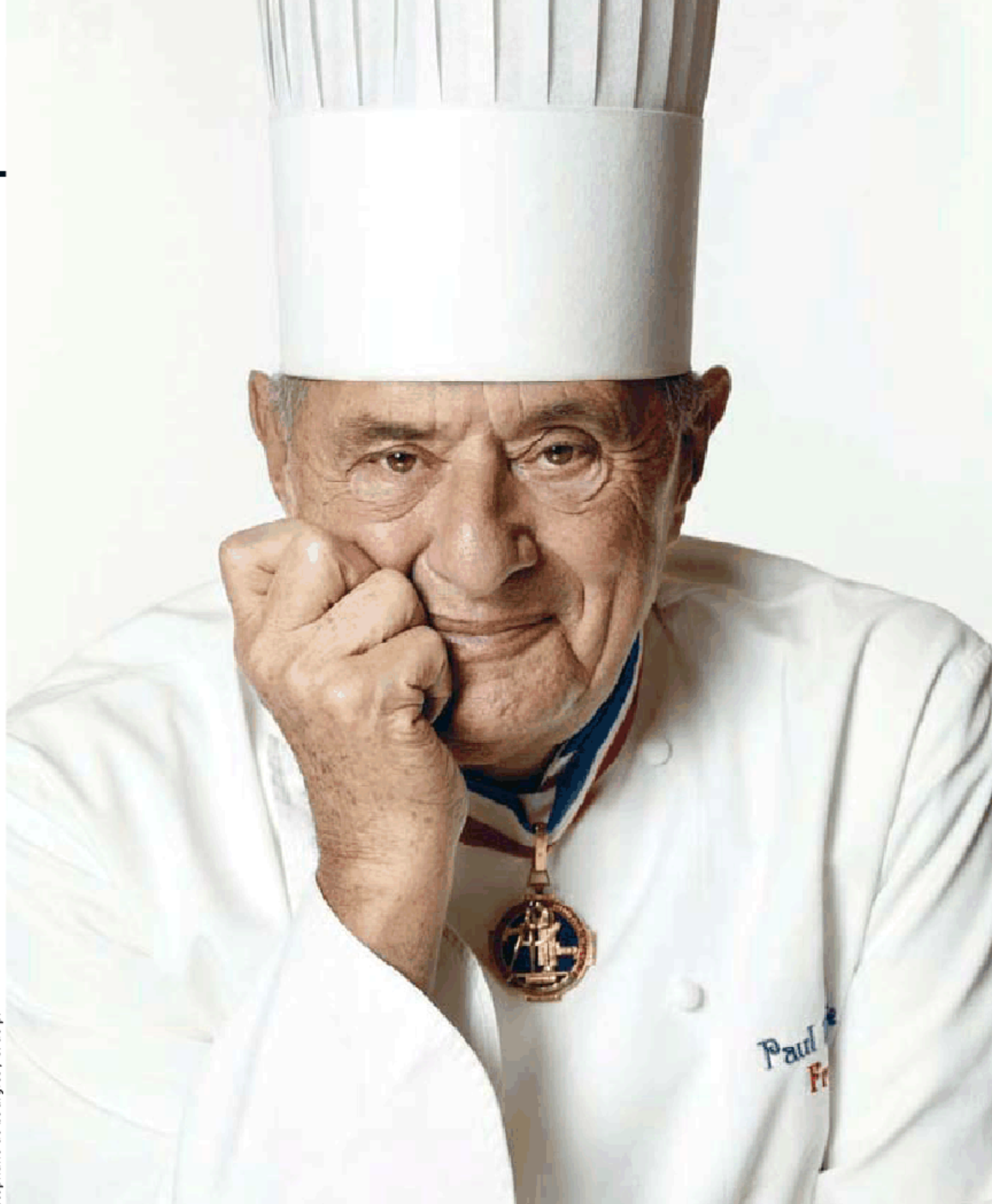
envoyé des clients dix ans durant à l'hôpital de Rosas, la ville de Catalogne où est installé son restaurant El Bulli (fermé pour « période de réflexion »), au point qu'un étage fut baptisé « secteur Adria » par le personnel hospitalier.

Heston Blumenthal a goûté à la fermeture administrative pour avoir intoxiqué 527 clients en mars 2009 et 24 en février 2014. René Redzepi a connu la même gloire après avoir expédié 63 clients aux urgences en février 2013. Comment expliquer ces épidémies de gastro-tourista dans des établissements où les règles d'hygiène sont drastiques ?

Considérons que, là où Paul Bocuse met du beurre dans sa quenelle de brochet aux écrevisses sauce Nantua, un autre met de la cellulose méthylée E461 dans sa sardine en sorbet au bourgeon de sapin et maquereau toasté ; que là où Bocuse met du foie gras dans son filet de bœuf Rossini sauce Périgieux, un autre met du xantane E415 dans son foie de morue glacé et son crickets mariné à l'oseille, et que là où Bocuse met de la crème dans sa fricassée de volaille de Bresse aux morilles, c'est du glutamate monosodique E621 que l'autre met dans sa coquille d'œuf d'autruche en gorgonzola surgelé à la noix de muscade.

On ne sait si les « meilleurs cuisiniers du monde » du jury San Pellegrino font la différence entre un noyau d'olive et une crotte de lapin, à moins qu'ils ne préfèrent la

LÀ OÙ BOCUSE MET
DU BEURRE DANS SA
QUENELLE DE BROCHET,
UN AUTRE MET DE LA
CELLULOSE MÉTHYLÉE E461.



Stéphane de Bourgies / s. de p.

seconde, en tout cas font-ils preuve d'un sens aiguisé de l'humour dans l'intitulé de leurs mixtures. Même si leurs mises en scène sont assorties d'une dialectique très sophistiquée – ces chefs se revendiquent de la pensée techno émotionnelle –, il arrive un moment où le chaos fusionnel trop médité trahit un certain vide intérieur.

... CONTRE SYMPHONIE DES SENS

Aussi phénoménale soit-elle, au sens littéral du terme, la soupe moléculaire manque intensément de profondeur. Spectaculaire en surface et creuse au-dedans. C'est là sa seule suprématie. Une graille criblée de contrastes texturiels et d'effets cryptostupéfiants, au contraire de la cuisine de Paul Bocuse qui, au-delà de son élégance, manifeste une ampleur sensorielle et une volupté sentimentale sans

commune mesure avec les rafales éphémères et dispersées des génies de l'éprouvette.

D'un côté, le feu d'artifice de la Nestlé Pride, avec cracheurs de feu et pom-pom girls ; de l'autre, une symphonie pastorale interprétée par un orchestre philharmonique dans une église romane. Le drame du moléculaire, c'est sa vulgarité. Sous des subterfuges artistiques, il en appelle aux instincts primaires de l'appétit, le mou et le doux, *via* des grimaces de paillasses mélangeant le flou et le fou. Exempte de révolution permanente, puisqu'elle s'immortalise à la façon d'un tableau de maître que l'on ne se lasse pas de contempler, la cuisine de Bocuse est incapable de vieillir. Au nom de quelle supposée péremption s'interdirait-on de pérenniser le rouget barbet en écailles de pommes de terre croustillantes ? Un chef-d'œuvre absolu de précision dont les textures enchevêtrées mêlant le

PAUL BOCUSE porte le titre le plus glorieux dont puisse rêver un cuisinier, celui de meilleur ouvrier de France. Ce qui veut tout dire, et même plus, surtout quand on supporte trois étoiles au *Guide Michelin* depuis cinquante ans. N'est-il pas encore aujourd'hui le plus célèbre chef du monde ?

Paul Bocuse, auberge du Pont de Collonges, 69660 Collonges-au-Mont-d'Or.
Tél. : 04 72 42 90 90.
Ouvert tous les jours.

moelleux tendre de la chair du poisson au craquant rôti de la pomme de terre fondante révèlent une architecture des cuissons autrement plus complexe que les acrobaties stériles du rata intello-moléculé.

Autre monument qui vous marque à vie, les filets de sole aux nouilles Fernand Point, juste passés au four pour en dorer le dessus, dont l'onctuosité glisse comme une caresse sur le palais tout en délivrant délicatement le fumet de la sauce au fur et à mesure que le plat se déploie en bouche. Incroyable crescendo qui interpelle nos sens jusqu'à l'extase pour aboutir à une plénitude symptomatique d'une science poussée de la gourmandise intrinsèque.

C'est bon à se mettre en lévitation. Sans doute l'un des plats les plus bouleversants de l'histoire culinaire française, auquel Paul Bocuse, soucieux de se le garder pour lui, n'a jamais donné la notoriété qu'il mérite. Quel géant a bien pu concevoir l'équation gastronomique d'où est sorti le loup en croûte feuilletée sauce Choron ? Voici l'œuvre d'un ingénieur du goût ayant planché sur sa recette pour sublimer toutes les nuances du plaisir de savourer un immense produit. La prouesse est d'enrober la finesse de ce poisson fragile dans un sarcophage servant d'étuve sans porter atteinte à l'intégrité de la chair. Prodigeux exercice hissant la réflexion d'un agrégé de cuisine au sommet de l'audace.

Paul Bocuse a consacré toute sa vie à honorer le patrimoine culinaire de son pays. Jamais la France n'a été aussi grande que dans ces plats dont la conception relève d'une intelligence portée par des valeurs nobles, celles qui poussent le cuisinier à se mettre au service de la cuisine et non le contraire. Les mêmes qui, le jour de ses 18 ans, poussèrent le jeune Paul à s'engager dans les Forces françaises libres pour combattre l'envahisseur nazi. « *Je maintiendrai* », avait pour devise Guillaume d'Orange. Merci à Paul Bocuse d'avoir maintenu le drapeau français sur la cuisine française en le faisant onduler tout autour de la Terre. Le voilà, le meilleur cuisinier du monde. ■

POKER

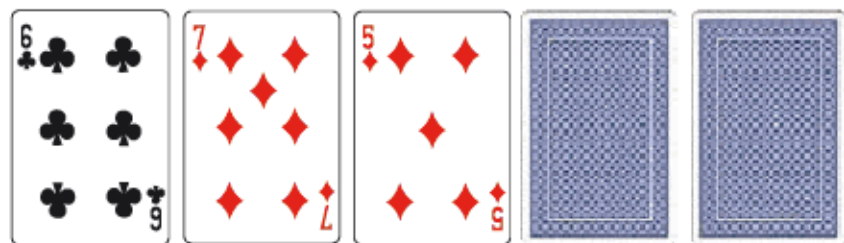
Trois joueurs s'affrontent dans un coup de Texas Hold'em.

1. Quelle est la main favorite, la deuxième, la troisième ?



2. Puis viennent les trois cartes du flop.

Sur quelle main pariez-vous maintenant ?



MOTS FLÉCHÉS

ARRANGE D'ÉREYAN		GRECQUE GRAND-MÈRE		APÉRO CHEMINÉE		CONVIÉES	
ABÎMER FILET DE REPOS						LE PEUPLE	
					GRECQUE OISEAU SACRÉ		
NICKEL EXTRÉMITÉ			JUPE DOMMAGE				
				GRANDE OUVERTE NOTE			
AUTORISÉES		TRÈS PETITE BÊTE					

MOTS CROISÉS

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT

● 1. A un air léger ● 2. Evita - Ne vient donc pas d'une primipare ● 3. S'invite mais se contente de ce qu'on lui donne - Ne craint pas la sècheresse ● 4. On les savoure ou on les large - Article - Ses fruits se consomment très frais ● 5. Dur d'oreille ● 6. On ne les gagne que si on les a déjà - Tranche de pudding ● 7. Peut se faire avec quelque outrecuidance - Dans la marmite ou aux fourneaux ● 8. Affection du sang - Ile sinistrée ● 9. A de la suite dans les idées ● 10. Pour s'adresser à une tête couronnée - Fut sur le point de partir - Tous ses numéros sont uniques.

VERTICALEMENT

● I. Une ville où l'on ne parlait pas mais dont on a beaucoup parlé ● II. Met le feu au globe - Les dossiers de l'écran ● III. Dévalorise la monnaie indienne ● IV. C'est faire un velouté ● V. On apprécie ses gens - Tapait sur les fellahs ● VI. Changea de nom au XVII^e siècle - Il vous survivra à coup sûr ● VII. Trois Etats de l'Ale s'y ajoutent à ceux de l'UE - En dérangement - Est inutile pour la photo numérique ● VIII. N'a pas le temps de faire ce que vous faites - S'exprime éventuellement mais à contresens ● IX. Permet de voler ou de rouler - N'ont même pas été plaqués ● X. Ne regardent pas à la dépense.

SOLUTIONS DU N° 890

Mots fléchés

Pour MOT POMME	T	GRECQUE APPRÉHENSION	P	RÉMIN MORALE	F	POMME	F
D	R	E	S	S	O	I	R
DE ESPRIT	E	V	I	E	R	CANON	U
A	M	E	N	U	E	S	
PNE VIE	P	I	S	M	I	T	
A	L	L	E	E	D	R	
QUAND	I	NE CROIT PAS	A	T	H	E	E
A	N	N	U	A	I	R	E

Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	G	R	A	F	F	I	T	E	U	R
2	R	A	C	L	U	R	E	N	O	
3	A		M	A	R	A	N	S		I
4	B	L	E	T		K	I	L	S	
5	A	A		T	P		R	I	A	S
6	T	U	P	A	I	A		P	U	E
7	A	T	R	I	U	M	S		N	N
8	I	R	E	S		E	C	L	A	T
9	R	E	A		T	R	I	A	G	E
10	E	C	U	M	E		E	T	E	S

Poker de ce numéro

2) Après le flop A : 18 % ; B : 46 % ; C : 36 %
1) Avant le flop A : 18 % ; B : 40 % ; C : 42 %

ÉCLATS DE MÉMOIRE

LE GRAND CHARLES...

Les proches de François Hollande ont tenu pour performance le séjour présidentiel de plus d'une journée en Mecklembourg - Poméranie-Occidentale, dans la circonscription d'Angela Merkel. Les images du couple franco-allemand gazouillant sous la pluie, un communiqué commun sur l'Ukraine, « Angela » et « François » s'appelant par leurs prénoms : ce butin médiatico-politique les a ravis. « *Ce voyage a marqué* », veulent-ils croire. A condition de ne pas se souvenir d'un autre voyage qui conjuguait majesté et proximité, celui du général de Gaulle en septembre 1962 : cinq jours pleins en Allemagne. Autre temps...

Ce périple de Bonn à Stuttgart en passant par Cologne, Düsseldorf et Munich ne différait pas seulement dans sa durée : le chef de l'Etat français allait à la rencontre des Allemands. Il a multiplié les allocutions publiques : pas moins de 14 discours, ciblant un jour les ouvriers, le lendemain les élèves officiers après avoir revêtu sa tenue de militaire, puis les jeunes, cette fois en civil. Il parlait au peuple du peuple. Dans des termes flatteurs et méritoires si l'on songe aux guerres dont les blessures brûlaient toujours : « *Je me sens plus encore qu'hier rempli d'estime et de confiance pour le grand peuple que vous êtes, oui, pour le grand peuple allemand.* » Mieux encore, il discourait en allemand, langue qu'il avait perfectionnée en captivité pendant la Première Guerre mondiale, mais il avait appris par cœur ses discours, prononcés sans notes. « *Es lebe Deutschland ! Es lebe die deutsch-französische Freundschaft* » (« Que vive l'Allemagne et l'amitié franco-allemande »). Un triomphe qui devait pour le Général sceller la première pierre de l'Europe de la paix ! A cette époque, on tenait pour essentiel de s'adresser aux citoyens, et pas seulement à leurs dirigeants.

VALÉRY LES FLOTS

Valéry Giscard d'Estaing a tenu à faire savoir qu'« *on commémor[ait] trop de choses* »... avant de commémorer sur France 2 son élection de mai 1974 !



wolfgang hub dpa / corbis



witt / sipa

**DE GAULLE
TENAIT POUR
ESSENTIEL
DE
S'ADRESSER
AUX
ALLEMANDS,
ET PAS
SEULEMENT
À LEURS
DIRIGEANTS.**

Mais ce que visait l'ancien président, c'était moins son autocélébration que celle du 8 mai 1945, la capitulation de l'Allemagne nazie, un jour férié, que François Mitterrand avait rétabli après qu'il l'eut supprimé. A l'époque, Giscard voulait ainsi renforcer l'amitié franco-allemande, aujourd'hui, il trouve qu'on ne bosse pas assez en France, ce qui n'est pas l'avis des Français qui plébiscitent ces ponts de Tancarville, fussent-ils néfastes pour l'économie. Mais l'ancien président esquivait le vrai débat : que célèbre-t-on vraiment le 8 mai 1945 ? Le rassemblement des Français, y compris communistes, contre le fascisme qui reste une menace ? Ou – et – une victoire qu'on a voulu faire passer pour nôtre, afin de mieux reconstruire le pays, mais à laquelle nous ne primes qu'une part modeste, même si elle put être admirable ? A la vérité, on n'a pas senti qu'il y ait de grande mobilisation, ni de l'Education nationale, ni des services de l'Etat, et encore moins des politiques, pour relancer ce débat

salvateur. Ce n'est pas le peuple qui perd d'abord la mémoire, ce sont ses dirigeants, confondant jour férié avec jour lobotomisé.

BERNADETTE L'OUBLIEUSE

On sait Jacques Chirac affecté par l'âge et la maladie. Mais son épouse est sans doute plus atteinte que lui par le mal de mémoire. Elle ne cesse en effet depuis 2007 de célébrer les qualités de Nicolas Sarkozy. Pourtant, nous avons gardé un souvenir vif des propos assassins qu'elle nous a tenus à Maurice Szafran et moi-même lorsque son mari venait d'être élu à l'Elysée, en mai 1995. « *Nicolas Sarkozy nous a trahis, déclarait-elle. Mais, comme les hommes sont faibles, je suis sûr que mon époux oubliera, mais ma fille Claude et moi, jamais !* » Elle ajoutait, vengeresse : « *Ce petit monsieur, ce voyou, je lui botterai les fesses jusqu'à ce qu'il n'en ait plus.* » A ce que l'on sait, il en a encore, au point de s'en plaindre parfois ! Jacques Chirac, lui, n'a jamais pardonné, jusqu'à favoriser l'élection de François Hollande ! Et c'est lui qui aurait la mémoire qui flanche ? ■

Collection Les textes



**Si vous avez manqué un numéro
de cette collection,
c'est le moment de le commander**

Oui, je commande dès aujourd'hui le hors-série « **L'Argent** » ☐ « **La Mort** » ☐

J'adresse ma commande à :

MARIANNE - vente au numéro - 32, rue René-Boulanger - 75484 Paris Cedex 10

Prix unitaire (frais de port inclus) : 7,20 €

Nombre d'exemplaires commandés :

Total : prix unitaire x nombre d'exemplaires commandés :€

Mes coordonnées :

Nom : Prénom : Adresse :

..... Code postal : Ville :

Tél. : E-mail :

☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire à l'ordre de MARIANNE

Offre valable jusqu'au 30/06/2014 en France métropolitaine dans la limite des stocks disponibles. Etranger et Dom Tom, nous consulter au 01 53 72 29 35

VOUS ALLEZ AIMER CONDUIRE À NOUVEAU

Rendez-vous sur toyota.fr/hybride



TOYOTA

TOUJOURS
MIEUX
TOUJOURS
PLUS LOIN



AURIS HYBRIDE DYNAMIC SURÉQUIPÉE

- Caméra de recul • Écran tactile
- Démarrage sans clé • Jantes 17"

BÉNÉFICIEZ DE
4000€⁽¹⁾
D'ÉCONOMIE

Dont 1900 € de Bonus Écologique⁽²⁾
Sous conditions de reprise

Consommations mixtes (L/100 km) et émissions de CO₂ (g/km) : AURIS HYBRIDE : de 3,6 à 3,9 et de 84 à 91 (A). Données homologuées CE.

(1) 4 000 € se composant d'une aide exceptionnelle à la reprise de 2100 € et de 1900 € minimum de Bonus Écologique gouvernemental pour l'acquisition d'une Auris Hybride neuve (selon tarif TTC conseillé du 02/04/14). (2) Pour les hybrides jusqu'à 110 g/km CO₂, Bonus Écologique gouvernemental de 8,25% du coût d'acquisition TTC (équipements intrinsèques inclus, remises déduites et hors accessoires/services/frais annexes), dans la limite de 1650 € (min) à 3300 € (max). Selon décret n° 2007-1873 modifié au 01/11/13.

Offre réservée aux particuliers, non cumulable et valable dans le réseau Toyota participant en France jusqu'au 30/06/14.

TOYOTA
HYBRID